

Indignés

Hiroshima, Nagasaki ! Le péché originel de ce nouveau monde fut censé apporter la paix par un massacre. Dès 1946, les vainqueurs du conflit mondial imaginèrent poursuivre leurs ambitions monstrueuses. Des cohortes de savants de la bombe furent mis à contribution pour perfectionner ce qu'ils nommèrent : « arme de dissuasion massive ». Ils cherchèrent alors des terrains d'expérimentation. Une guerre dissimulée - avec des centaines de vraies bombes - fut ainsi conduite au détriment de peuples sans défense préalablement soumis par des décennies coloniales et ignorant tout des miasmes nucléaires.

Longtemps bloquée par une République ingouvernable, en 1960 la France s'introduisit dans le club atomique, violentant la sérénité séculaire des peuples de ce désert saharien qu'elle espérait conserver à l'issue de la guerre d'Algérie. Puis ce fut le Pacifique où elle imposa ses bombes à coups d'argent dont elle bourra les poches de quelques-uns et – hélas durablement – les têtes de ce peuple qui avait pourtant traversé les siècles dans le partage et le respect des ressources qu'offrait son univers marin. Aujourd'hui, les « bombardeurs » s'empêtrent encore dans leur bonne conscience et leurs mensonges, inscrivant même dans la loi un caractère désigné « négligeable » de leurs exactions criminelles.

Dans ce livre, les témoins polynésiens disent leur vérité, la vérité d'un peuple qui prend conscience d'avoir subi les effluves de 193 bombes quasi à bout portant. Ils n'accusent pas, mais ils s'indignent bien souvent. Avec surprise et colère, ils découvrent ces experts de la bombe s'escrimant à camoufler sous le secret défense les méfaits à retardement des radiations atomiques dont ils avaient la parfaite connaissance. Ils s'insurgent qu'on fracasse leurs atolls au nom de la paix, sans aucun égard pour leur si fragile environnement.

Ils sont fiers, quand même, d'avoir résisté, tels David face à Goliath, et d'avoir porté leur indignation à l'échelle du monde entier. Peut-on trouver meilleur message de courage aux générations futures ?

Bruno Barrillot



JACQUELINE GOLAZ

Je suis Jacqueline Golaz. Je suis née dans une île à Makatea en 1936. Et puis, j'ai grandi à Tahiti. Je suis allée à l'Ecole centrale et ensuite j'ai choisi comme métier institutrice. C'est de cette façon que je me suis trouvée aux Gambier à partir de 1962. Après un mois et demi de voyage sur une goélette, un matin le capitaine m'appelle et me dit : « Jacqueline, viens voir où tu vas enseigner ! » Je revois, il y avait plein de gens, une foule immense, des enfants et le Père Daniel au milieu de tous. J'ai été reçue par cette foule-là. Ils attendaient l'institutrice qui allait arriver, il n'y avait plus d'enseignants depuis plusieurs années. Et voilà ! A partir de fin 1963, j'ai vu des gens arriver des personnalités de France. Même je crois qu'il y avait Messmer et pas mal de ministres ... J'ai été présentée à toutes ces personnes-là : le curé et moi ! On était les personnalités. On ne savait pas pourquoi ils venaient nous voir. On voyait arriver de grands bateaux dans la rade de Rikitea : des grands bateaux qui arrivaient par le sud, par la Terre de Feu. Les commandants étaient contents de voir des enfants, au bout deux mois de voyage. Nous étions les premiers à recevoir les militaires.

On ne savait pas ce que c'est qu'une bombe. On ne savait rien de tout ça. On ne nous prévenait pas avant le tir.

Ils se sont installés à Taku fin 1963 début 1964 je crois. Il y a eu un grand changement. Toute la population a été perturbée. On était gâté : on avait cinéma en plein air tous les soirs. J'avais

du mal d'ailleurs d'avoir des élèves bien éveillés le lendemain. Et puis les filles avaient les militaires comme elles voulaient et on était sollicitées ! Je crois que l'infirmier tahitien, Bruno Schmitt était parti au début 64. On l'a remplacé par un jeune appelé,

M. Durand, Michel je crois. Et ensuite, les gens de la météo tahitiens ont été remplacés par des militaires. Cela fait que je me retrouvais toute seule plus ou moins avec le curé et la population et tous les militaires. Mais on ne se rendait pas compte de rien. Une fois, c'était en 1964, ils m'ont proposé de partir à Tahiti par hydravion, avec le curé d'ailleurs. On nous a fait partir jusqu'à Moruroa. J'avais un bébé qui s'appelait Jean-Pascal. C'était le premier bébé qui mettait les pieds sur Moruroa et moi, j'étais la première femme. Il n'y avait que des militaires sur cette île. Et c'est comme ça que je suis partie sur Papeete. J'avais revu ma maman trois ans après. Pendant ces trois ans, on était sans bateaux, les militaires nous ravitaillaient. Et je suis revenue pour la rentrée.

Et j'ai appris qu'on allait prendre Moruroa pour lancer des bombes atomiques. Nous, on ne savait rien de tout ça. On ne savait même pas ce que c'est qu'une bombe.

On ne nous prévenait pas quand il y avait la bombe. Le chef de poste, M. Cornette, ne nous disait rien du tout. On ne savait pas. C'est après, bien après qu'on a su que c'était des lancements de bombes atomiques. Alors on allait dans l'île, on allait se baigner, on continuait à vivre. On n'avait pas d'abri, rien. J'ai pris mon congé administratif en juillet 1967. A un moment, on nous disait « Ah ! il paraît qu'on va lancer une bombe aujourd'hui. » Alors on courrait au col de Natavake et on essayait de regarder la lueur. On regardait, on voyait la lueur



Bénédiction des pirogues par le Père Daniel en 1964
Photo Bracon

et au bout d'une demi-heure on ressentait un grand souffle qui arrivait sur nous et il fallait vite descendre du col, avec les élèves. Ca se passait le samedi et quand on arrivait en bas dans le village tout tremblait. Il y avait un bruit. Tout tremblait, nos fenêtres, les cocotiers, les arbres... C'était pendant ma période de 1966 à juillet 67. Un soir, très tard dans la nuit, quelqu'un qui est venu à ma porte et m'a dit : « Il s'est passé quelque chose. Ne buvez pas l'eau, ne mangez pas de tomates ni de salade ni de légumes. »



Bénédiction des pirogues par le Père Daniel en 1964
Photo Bracon



Alors j'ai répondu, je me rappelle encore : « Mais qu'est-ce que vous voulez qu'on mange ? On n'a que ça dans les îles. On est obligé de boire l'eau de la citerne, c'est l'eau qu'on a. » Et on a continué à faire classe. Je me suis rendu compte qu'il y avait des enfants qui étaient malades, car je tenais un cahier où j'inscrivais tous ceux qui passaient voir l'infirmier M. Durand et ce qu'ils avaient : il y avait la diarrhée, ils vomissaient ... Je me rappelle bien, il y avait un vieux papa qui est venu me dire : « Mais regardez, ma fille, elle perd ses cheveux ! », alors j'ai écrit sur le cahier à M. Durand que certains élèves perdaient leurs cheveux. Je consignais tout dedans, parce que je voulais voir le progrès de la santé de mes enfants. Mais, depuis l'arrivée des militaires, ça a changé. Un matin, les élèves me préviennent : « Madame, Madame, il y a trois officiers qui sont là ». « Ah ? » Ils me demandent : « Madame, il paraît que vous avez un cahier du dispensaire. », « Oui, oui ! » - « Est-ce qu'on peut voir le cahier ? » Alors moi, je pensais toujours que c'est à cause des bobos, des dents et des autres choses ... et ils m'ont pris mon cahier du dispensaire. Et, on a continué à faire classe. Jusqu'au moment où j'entends klacsonner et le bateau qui passait devant ma classe ... « Mon cahier du dispensaire, ils ne l'ont pas ramené ! » C'était le bateau qui repartait avec mon cahier du dispensaire. Mon cahier n'est jamais revenu. Mais pour moi, ce n'était pas grave, je prenais un autre cahier ... Mais maintenant, des années après, j'ai compris l'importance de ce cahier. Eh bien, on a été bafoués. On ne nous a jamais dit qu'il y avait quelque chose qui allait arriver sur les Gambier.

Il y avait un monsieur qui est venu. Il se nommait Francis Perrin et j'ai dîné avec lui et il m'a dit « Vous savez Madame, je suis botaniste, est-ce que vous pouvez m'emmener sur une de vos montagnes demain matin très tôt pour que je puisse aller voir les fleurs sauvages des Gambier ? » Je lui dis :

« Il n'y a pas de problème, je vais vous emmener au col de Natavake ». Et nous y sommes allés vers 4 heures – 5 heures. Il a cueilli des fleurs. Et puis, il m'a dit : « Vous savez, Madame Golaz, vous avez un très beau pays, mais c'est dommage qu'on va vous mettre des choses qui vont pas bien dans ce pays ... c'est dommage. Vous avez un très beau pays. » Et je crois qu'il disait ça avec un peu de peine quand même. Et j'ai appris par la suite que ce n'était pas n'importe qui. C'était celui qui a fait le nucléaire, un ingénieur du nucléaire.

Un jour, on devait faire une grande fête à Rikitea, après un lancer de bombe, je ne sais pas laquelle et que c'était je crois, le général de Gaulle qui devait presser le bouton. Et comme c'était un grand monsieur, on était venu me voir parce que

le curé avait dit que le lit de Madame Golaz était un « king size » et que c'était le seul lit où pouvait dormir le général de Gaulle. J'avais laissé ma maison et tout, le lit bien fait ! Et le soir, on devait faire une grande fête avec la population et on a attendu jusqu'à 9 heures. Personne n'est venu. Alors, j'avais dit au gendarme : « Et alors ? Et mon invité ? Où est-ce qu'il est ? » - « Ah. Il n'a pas pu venir. Il avait un rendez-vous urgent sur Paris. Il a été obligé de repartir. » - « Ah Bon ! » - « Mais vous pouvez toujours dire qu'il est venu dans votre lit ! » Et c'est ce que j'ai dit ... j'ai un peu menti à certaines personnes ! « Le général de Gaulle est venu dormir dans ce lit ! » « Ah oui ? » Et j'ai ramené ce lit à Tahiti. Il a été là dans ma maison à Arue et à chaque fois, j'ai dit : « Ecoutez, le général de Gaulle



Carte des Gambier

a dormi dans ce lit ! » Tout le monde était fier que le général de Gaulle ait dormi dans ce lit ! Et puis après, j'ai arrêté de mentir ! Il fallait quand même dire que je ne savais pas ce qui s'était passé exactement. C'est seulement il y a quelques années quand on m'a mis sous les yeux des documents qui m'ont appris les raisons de ce refus de venir sur les Gambier, parce que, paraît-il, le nuage se dirigeait sur les Gambier là où il devait aller dormir. Alors, c'est pour ça alors, je pense, qu'il n'a pas voulu venir. Et nous, on était les seuls à dormir sous le nuage. Tout le peuple des Mangareviens. On a été grugés, on a été bafoués, on nous a menti.

J'ai été malade. Je n'ai jamais eu l'idée que c'était à cause des tirs nucléaires. Mais vraiment, je crois que toute la population était plus ou moins malade. Je suis restée un an en France. J'ai été soignée au Val de Grâce, plus ou moins. J'étais suivie parce que j'étais très malade en arrivant à mon congé administratif et j'ai été retenue en France jusqu'en 68. D'abord, j'ai été



Ventes de produits de Mangareva - Photo Jean-Claude Baud

envoyée dans une clinique, je ne me rappelle plus le nom de la clinique. J'habitais à Paris et tout de suite quand j'ai donné d'où je venais, ce que je faisais et tout, ils n'ont pas cherché quoi que ce soit : « Allez, Val de Grâce chez les militaires. » Alors au Val de Grâce, j'avais pas mal de visites, je suis restée pendant au moins un mois et ensuite, c'était pendant mai 1968 : Paris était en flammes, Paris bougeait et les hôpitaux étaient enfumés, tout Paris était enfumé. Tout le monde avait peur. Et, j'ai reçu un coup de fil de ma maman qui me disait qu'il fallait vite revenir parce que mon fils Jean-Pascal que j'avais donné à des Mangaréviens qui l'avaient plus ou moins adopté, les Gooding, à Rikitea, avait quelque chose à l'œil et qu'on l'avait évacué sanitaire sur Papeete. C'est comme ça que je suis revenue sur Papeete et j'ai conduit mon fils à Vaiami. On lui a fait passer des visites et on m'a dit « C'est une cataracte congénitale. Il faut enlever l'œil ! » - Alors j'ai refusé. Et je suis repartie avec mon fils et j'ai repris mon poste à Rikitea. Alors je me suis rendue compte qu'il y avait un abri. Je crois que je suis allée une fois là dedans parce que les tirs continuaient, les tirs de Moruroa, de Fangataufa, je ne sais pas où parce qu'on n'était pas au courant de rien du tout. J'ai vu cette population complètement changée. Les enfants étaient plus évolués parce qu'il y avait du monde. La mentalité avait changé. Les gens étaient devenus plus personnels. Et puis, il y avait beaucoup d'enfants militaires : j'avais de jolis petits bébés blonds aux yeux bleus. Oh il y en avait en quantité ... Et puis je suis retombée malade en 1969 et j'ai été évacuée sanitaire sur Papeete par le gendarme M. Cournée que je venais de trouver parce que ce n'était pas lui qui était là quand j'étais partie des Gambier pour mon congé administratif. Il m'a évacuée sanitaire sur Tahiti et c'est comme ça que j'ai quitté les Gambier en étant malade. J'ai été hospitalisée à Vaiami plusieurs mois parce que j'étais enceinte aussi de ma fille et pendant toute une année, j'ai été malade. On m'a soignée et je



Vente des produits de Mangareva en 1965
Photo Jean-Claude Baud

suis sortie. J'ai accouché ma fille dans des conditions lamentables et j'ai repris mon travail de classe. J'ai été affectée à Pirae Centre. J'étais un petit peu la « p'tite Canaque », parce que j'étais restée longtemps aux îles et toutes mes copines instits me prenaient un peu pour la démodée ! Je m'habillais toujours comme si j'étais aux Gambier. On disait « Regardez comme elle est attifée, la Mangaréviennne ! » Bref. De temps en temps, je tombais malade, mais jamais, je n'ai pensé que c'était dû aux essais, jamais. J'ai fait envoyer mon fils Jean-Pascal à l'âge de 7 ans en 1970, en Nouvelle-Zélande pour se faire opérer. Le médecin, quand il a vu que je venais de Tahiti, des Gambier, il n'a pas dit autre chose que « Nuclear ! » Il a gratté l'œil et puis mon fils a pu voir un peu.

Mais j'ai eu de la chance d'être partie en France me soigner. Combien de gens ici à Tahiti et aux Gambier qui auraient dû être suivis comme moi ! Il n'y aurait pas eu tant de malades, parce que je connais beaucoup de gens, beaucoup de collègues, beaucoup de Mangaréviens qui ne sont plus. Il y avait beaucoup de vieux, mais maintenant c'est fini. Et voilà ...

Essais aériens en Polynésie



Photo : Aldébaran sur Moruroa (Dindon). 2 juillet 1966

Date	Nom	Localisation	Mode de tir	Site	Energie kt	Date	Nom	Localisation	Mode de tir	Site	Energie kt
02/07/1966	Aldébaran	Moruroa	barge	Dindon	28	05/06/1971	Dioné	Moruroa	ballon	Denise	34
19/07/1966	Tamouré	Moruroa	largué	Océan	50	12/06/1971	Encelade	Moruroa	ballon	Dindon	440
21/07/1966	Ganymède	Moruroa	tour	Colette	0	04/07/1971	Japet	Moruroa	ballon	Denise	9
11/09/1966	Bételgeuse	Moruroa	ballon	Denise	110	08/08/1971	Phoebé	Moruroa	ballon	Denise	4
24/09/1966	Rigel	Fangataufa	barge	Frégate	125	14/08/1971	Rhéa	Moruroa	ballon	Dindon	955
04/10/1966	Sirius	Moruroa	barge	Dindon	205						
						25/06/1972	Umbriel	Moruroa	ballon	Denise	0,5
05/06/1967	Altaïr	Moruroa	ballon	Denise	15	30/06/1972	Titania	Moruroa	ballon	Dindon	4
27/06/1967	Antarès	Moruroa	ballon	Dindon	120	29/07/1972	Obéron	Moruroa	ballon	Dindon	6
02/07/1967	Arcturus	Moruroa	barge	Denise	22	31/07/1972	Ariel	Moruroa	tour	Colette	0,001
07/07/1968	Capella	Moruroa	ballon	Denise	115	21/07/1973	Euterpe	Moruroa	ballon	Dindon	11
15/07/1968	Castor	Moruroa	ballon	Dindon	450	28/07/1973	Melpomène	Moruroa	ballon	Denise	0,05
03/08/1968	Pollux	Moruroa	ballon	Denise	150	18/08/1973	Pallas	Moruroa	ballon	Denise	4
24/08/1968	Canopus	Fangataufa	ballon	Frégate	2600	24/08/1973	Parthénope	Moruroa	ballon	Dindon	0,2
08/09/1968	Procyon	Moruroa	ballon	Dindon	1280	28/08/1973	Tamara	Moruroa	largué	Océan	6
						13/09/1973	Vesta	Moruroa	tour	Colette	0
15/05/1970	Andromède	Moruroa	ballon	Denise	13						
22/05/1970	Cassiopeé	Moruroa	ballon	Dindon	224	16/06/1974	Capricorne	Moruroa	ballon	Dindon	4
30/05/1970	Dragon	Fangataufa	ballon	Frégate	945	01/07/1974	Bélier	Moruroa	tour	Colette	0
24/06/1970	Eridan	Moruroa	ballon	Denise	12	07/07/1974	Gémeaux	Moruroa	ballon	Dindon	150
03/07/1970	Licorne	Moruroa	ballon	Dindon	914	17/07/1974	Centaure	Moruroa	ballon	Denise	4
27/07/1970	Pégaze	Moruroa	ballon	Denise	0,05	25/07/1974	Maquis	Moruroa	largué	Océan	8
02/08/1970	Orion	Fangataufa	ballon	Frégate	72	28/07/1974	Persée	Moruroa	tour	Colette	0,001
06/08/1970	Toucan	Moruroa	ballon	Dindon	594	15/08/1974	Scorpion	Moruroa	ballon	Dindon	96
						24/08/1974	Taureau	Moruroa	ballon	Denise	14
						14/09/1974	Verseau	Moruroa	ballon	Dindon	332

FRANÇOIS COURNÉE

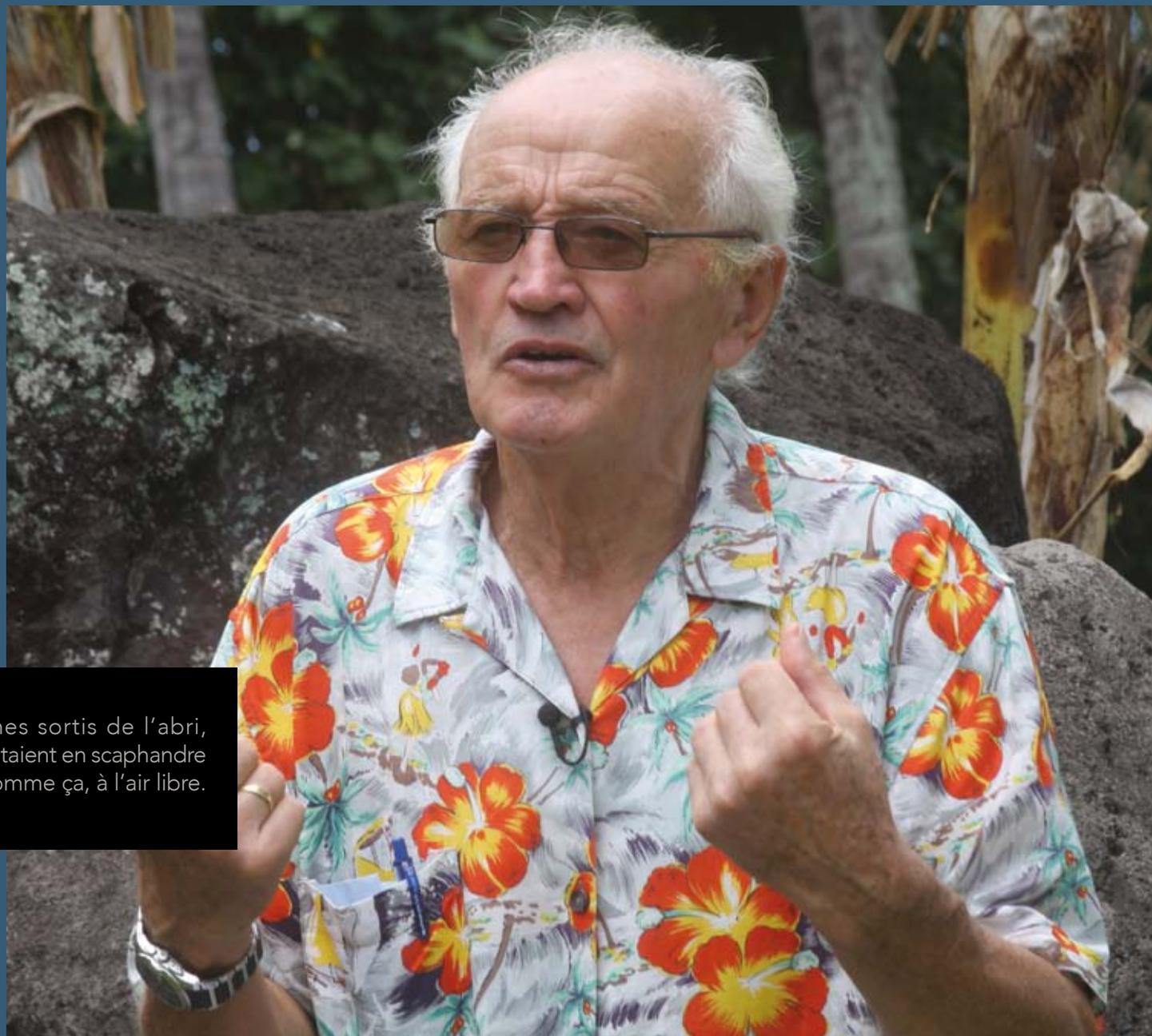
Je me nomme François Cournée. J'ai soixante seize ans. J'ai exercé des fonctions de gendarme aux îles Gambier pendant 3 ans.

Le métier de gendarme était à l'époque surtout administratif. Un exemple : quand une femme, une jeune femme se croyait enceinte, elle venait me trouver et me disait : « Chef, il faut que tu me paies parce que je suis enceinte ! » Je lui disais : « Ce n'est pas moi qui vais t'examiner, ce n'est pas mon boulot. Tu vas aller voir l'infirmière. » L'infirmière confirmait et la femme revenait avec son papier. J'établissais alors un carnet de maternité. J'allais dans mon coffre et je lui versais aussitôt les allocations prénatales. Alors, je savais qui était enceinte et qui ne l'était pas... parce qu'aucune Mangarévienne n'aurait hésité à venir chercher un peu d'argent !

Je représentais donc l'autorité administrative, c'était ma principale casquette. Et en plus, j'avais la casquette militaire par la DIRCEN. J'étais chargé de l'application des mesures de sécurité pour la population des Gambier. Mon travail, en cas de retombées consistait à rassembler tout le monde de façon la plus diplomatique possible et de les mettre sous abri. Quelques-uns râlaient. Alors, les jours où on annonçait un tir, j'évitais que les gens prennent leur pirogue et partent à la pêche. Sous l'abri, ça se passait bien : il y avait un tamaraa et puis les gens apportaient des bananes. C'était bon enfant, mais on interdisait l'alcool.

Au mois d'août 1971 lors du tir Phoebe, j'ai reçu un message de la DIRCEN vers midi. Le tir avait eu lieu vers dix heures.

Quand nous sommes sortis de l'abri, dehors les militaires étaient en scaphandre et nous, on sortait comme ça, à l'air libre.





Abri en 2005 - Photo CRIIRAD

On a sonné les cloches de la cathédrale. J'ai aussi envoyé mon mutoi prévenir les gens. On pensait que ce serait un exercice et, en fait, nous sommes restés toute une nuit. Je crois qu'on a dû rester au moins quinze heures. En effet, quelque fois le nuage pouvait avoir des sautes d'humeur, il partait à droite ou à gauche selon les vents. Lors de Phoebé, quand nous sommes sortis de l'abri, tous les militaires dehors étaient en scaphandre et nous, on sortait comme ça, à l'air libre ! Vous pensez, ça m'a quand même interpellé car j'étais avec ma femme et mes trois enfants. Les militaires, avec les gens du



Totegegie. Zone vie en 1967 - Photo Jean-Claude Baud

service de contrôle biologique, avaient mis des tresses sur le sol en disant : « Vous emprunterez ce chemin-là mais surtout ne sortez pas. » Et ils continuaient de prendre leurs mesures. Il a plu, et donc tout s'est facilement dilué. Ensuite nous avons pu sortir.

C'était un abri en tôle et, sur la toiture, un dispositif avec un arrosage automatique d'eau de mer était installé de façon à ce que l'eau retourne directement au lagon. Le Pantz - on appelait ça le Pantz - faisait, je crois, cinquante mètres de long. Les murs n'étaient pas épais. Dès qu'on sortait du Pantz, les enfants, même les miens, allaient se baigner au lagon. Tout le monde n'est pas mort !

J'ai vu quand même des gens malades, des gens fatigués. J'ai eu des problèmes dans ma famille. Ma fille a eu des problèmes, une malformation congénitale. En Allemagne tout récemment, les médecins l'ont interrogée : « D'où vient cette malformation ? » Elle leur a expliqué son histoire. Ils ont répondu : « Ne cherchez peut-être pas plus loin... ». Peut-être ? Il faut se placer dans le contexte. Nous n'étions pas au courant. On ne pensait pas à ça. On se faisait rouler dans la farine ! On nous racontait des tas de choses : « Mais non ! C'est pas dangereux ». Néanmoins, on s'interrogeait : « Qu'est-ce que tu penses ? C'est quand même bizarre ! » Au fond de moi-même, ça me travaillait. Dans la population, personne n'était scientifique, même moi, je n'ai pas de formation



scientifique. On nous disait : « La France fait des expérimentations », mais on ne voyait pas ça comme du poison.

A Mangareva, il y avait une autorité morale : c'était le père Daniel, le curé de la paroisse. J'allais à la messe - je suis breton d'origine - et j'étais pratiquant. Sans doute, on a profité de ça pour me muter là-bas ! Dans ses sermons, le père disait : « Le CEP vous apporte la nourriture, il vous apporte ceci, il vous apporte cela ... » sans aller trop loin. Alors le brave Mangarévien pensait en lui-même : « Pourquoi pas ? On va avoir un peu d'argent. On va avoir du boulot. On va aller travailler au CEP à Totegegie. Ca va nous donner un plus. »

Le père Daniel avait souci de son église. Il avait demandé à l'officier général, je ne sais pas si c'est le général Guernon ou l'amiral Iéhlé, : « Et mes tuiles, qu'est-ce que vous allez faire pour la cathédrale ? » Il fallait les changer. « On s'en occupe ! » lui avait-on répondu. Un officier de la Légion est venu prendre des ébauches et s'est chargé de ça. Il a pris même



Sortie de la messe à Rikitea 1967

une tuile. Il est parti en France pour trouver où se faisaient ces tuiles-là. Qui a payé ? C'est le CEP ! C'est arrivé par le Trieux. Le père Daniel était une autorité incontournable. Des Mangaréviennes me disaient : « Si tu n'obéis pas au père, tu fais un péché. Tu désobéis à Dieu ! » Le père Daniel avait dû faire 20-25 ans de Polynésie. Peut-être pas dans le style du père Laval, mais néanmoins il avait quand même cette autorité. Il connaissait tout. Il savait tout. Il était au courant de tout. Pour moi, c'était un allié sur le plan administratif. J'entretenais les meilleures relations avec lui. Mais il faisait quand même la pluie et le beau temps.

Quand le De Grasse venait, le père Daniel était automatiquement toujours la première personnalité à venir à bord. On allait manger à bord et les officiers étaient vraiment aux petits soins du père Daniel et le père Daniel avait ce qu'il voulait ... il défendait peut-être les intérêts religieux, mais il défendait sa population. En plus, je savais que le père Daniel était l'oreille des politiques de Paris aux Gambier. Le père Daniel était un « honorable correspondant » du « Service spécialisé » ... je peux le dire, le SDECE ! Le courrier qu'il envoyait - confidentiel - il me l'a remis avec une enveloppe administrative. Je me rappelle encore cette histoire de timbres : ça m'avait marqué. Je lui avais dit : « Mon père ce n'est pas la peine de mettre un timbre puisque ça part par la valise, il n'y a pas besoin de timbres. Donnez-moi ça ! » Comme je suis curieux de nature, j'ai bien lu où ça allait ... et ça allait à l'Elysée ! Je le dis, c'était un honorable correspondant. Une fois, j'ai dit au père en plaisantant : « Vous créez à d'autres râteliers ! » Il a eu un petit rire.

Les militaires faisaient du recrutement. On venait me trouver avec le tavana Tepano Teakarotu, le responsable de l'autorité civile : « Nous avons besoin d'ouvriers. » Aussitôt, les Mangaréviens disaient « Où est-ce qu'on peut s'inscrire ? » Et ils fon-

çaient à Totégégie avec leurs pirogues à 9 km. J'ai dû régler un incident entre la population et un officier de Légion qui voulait faire tirer un câble de 50 mètres du SMCB depuis la cathédrale jusqu'à l'abri atomique qui était de l'autre côté du village. La population avec les enfants devait tirer ce câble ! Je m'y suis formellement opposé. Alors, cet officier de Légion m'a fait comprendre que je n'étais qu'un simple gendarme. Je lui ai répondu : « Ici, c'est moi l'autorité. Tu retournes à Tote ! » - « Ah ! c'est fou, si on ne peut plus se faire aider par la population ! » Il est reparti vite fait et n'est jamais revenu aux Gambier.

Il y a eu quand même des effets positifs. Il y a eu cet aéroport de Totegegie, même si on l'aurait peut-être fait par la suite. Au niveau du suivi sanitaire, il y avait toujours un médecin dans les bateaux militaires qui accostaient. Il s'adressait à moi : « Avez-vous besoin de mes services ? » On disait toujours oui. A ce niveau le CEP a fait un travail très positif. Avant le CEP, la population n'était pas très suivie. La médecine du territoire ne faisait pas trop son boulot : combien de fois l'infirmière, n'ayant plus de médicaments, venait en chercher chez moi, dans ma pharmacie personnelle. A ce niveau, le CEP a apporté un plus, ils avaient pris conscience de l'absence de soins.

Mais d'un autre côté, la population a payé et paie cher pour les retombées des essais ! Maintenant, c'est fait : les expérimentations ont eu lieu, on ne peut pas y revenir. Mais ce que je veux surtout dire, c'est qu'au moins, on ait la décence, la pudeur de reconnaître ce qu'on a fait et qu'on indemnise ces gens-là ! Les populations souffrent dans leur chair, dans leur famille, dans leur cœur. Il faut qu'on ait le courage de le reconnaître. C'est fait, c'est fait. Par contre, que l'Etat français reconnaisse les incidences sur la santé de ces gens. Quand je vois que des hommes politiques ne veulent pas reconnaître cela, ce n'est pas croyable ! Ces dossiers qu'on laisse traîner et qui n'aboutissent pas, ce n'est pas normal ! On invoque la raison d'Etat. Quelle belle jambe !

MAOAKE BRANDER

Je me présente : Brander Maoake. Brander d'origine écossaise ! Né à Tureia. J'ai 52 ans, je suis né en 1959 et mes parents sont décédés de maladies cancéreuses, dues à quoi, je ne sais pas, je n'ai pas de réponse. J'ai toujours vécu à Tureia jusqu'à aujourd'hui.

Tureia se situe à 1200 km de Papeete, à peu près à 90 km de Moruroa. Pendant les essais aériens, la vie de Tureia a tout de suite basculé dans un rythme militaire. Les militaires avaient un programme de la journée et, nous, les habitants, nous étions obligés de suivre ce rythme. C'était une obligation. Ce fut une arrivée inattendue, parce que personne n'était au courant de ce qui allait se passer. Et comme c'était quelque chose de « api », de nouveau, ça a émerveillé un peu les gens. Il y avait du matériel qu'on n'avait jamais vu de notre vie... Des grands engins... Mon papa était tavana : lui seul était un peu au courant de ce qui se passait. Alors les premières impressions, c'est que l'armée apportait un développement avancé,

qu'il y avait plus d'argent qui rentrait dans le quotidien de Tureia... Voilà comment je peux expliquer ce qui s'est passé quand les militaires sont arrivés. J'ai vu construire les blockhaus et un centre du CEA avec un certain professeur Le Nouvel

qui s'occupait du CEA et au moins 400 légionnaires qui ont débarqué pour construire la base militaire de Tureia.

Avec cela, on a quand même eu droit à des protections comme les deux blockhaus, comme des masques noirs

Le jour où arrivera cet effondrement de Moruroa, les sirènes nous préviendront : « Vous allez tous crever. »

pour éviter le toucher du rayon de l'explosion. Une dizaine de minutes après le rayon, le bruit arrive sur Tureia, une fois, puis une autre fois et cette secousse qui secoue carrément tout l'atoll. Il y a même des cocos qui tombent et des petits vitraux des anciennes maisons coloniales qui se brisent à cause de la force du tremblement. Tu sens le toucher du rayon de l'explosion sur la peau. Venant de Moruroa c'est loin quand même : tu sens ce toucher. Vingt-quatre heures avant un tir, les militaires ramassaient la population avec les gendarmes, parce que c'est une obligation sur ordre de Papeete ou même de Paris, pour mettre tout le monde dans le blockhaus.

Ce qui était étonnant - personne n'avait jamais vu ça à Tureia - on voyait les gendarmes se balader avec des pistolets ! Je ne

comprenais pas, c'est comme si on était dans un monde de terroristes ! Vraiment tout était « sécurisé » non seulement par les militaires, mais aussi par les légionnaires et en plus par les gendarmes. Alors nous étions bloqués dans le blockhaus, de force, tout le temps qu'il fallait pour permettre les tirs. Les militaires indemnisaient la population pour être restée bloquée dans le blockhaus. C'était une somme forfaitaire de 1500 francs par personne. Voilà ce que je peux me rappeler.

En 1967, si je ne me trompe pas, il y a eu un changement de direction de la fumée radioactive. Au lieu de basculer au sud-sud ouest comme prévu, le vent s'est dévié pendant l'essai et la fumée est partie par-dessus une partie de Tureia. Et nous, on était là, torse nu. D'après celui qui travaillait à la météo, les

appareils indiquaient qu'il y avait des radiations, mais nous, on ne connaissait rien. Il n'y avait pas encore de téléphone ni même de radio amateur, c'était juste les messages qu'on tapait avec le doigt et il nous a expliqué que Tureia avait été touché par la radiation...

Il y avait des visites médicales de toute la population, je ne sais pas combien de fois dans l'année, mais c'est plusieurs fois dans l'année au temps des essais aériens. C'étaient soit la Jeanne d'Arc, ou sinon l'Ouragan ou d'autres bateaux qui venaient avec des médecins qualifiés pour les visites médicales et on était transporté sur le bateau par l'Alouette. Si le temps ne le permettait pas la population était envoyée carrément à Moruroa au fur et à mesure par rotations des hélicos pour faire passer ces visites médicales à tout le monde. Et en même temps, il y avait un autre bateau du SMCB qui venait faire des prélèvements, des échantillons, de tout le maa qui pousse à Tureia : le coco, le poisson, le uru, et le reste : tout ce qui pousse. Souvent nous avons fait la demande pour avoir les résultats, oralement parce que le maohi, tout ce qui est par écrit c'est pas son point fort ! Jamais, jamais on a eu de réponse à ce niveau là, jamais.

En 1968, au mois de juillet, avec la bombe H qui était prévue pour cette année, toute la population a été évacuée sur Papeete pour ne pas dire déportée. Mais on a été évacué sur Papeete. Nous sommes restés quatre mois à Mataeia, aux frais de l'armée, à l'aller et au retour. Seules deux personnes n'ont pas voulu descendre sur Papeete. Ils ne voulaient pas quitter l'atoll, malgré tout ce qu'on nous a expliqué et la gravité de ce qui allait se passer. Ils ont préféré rester, même si un accident se produisait, ils mourraient à Tureia. Mais par contre, pour le nettoyage, je n'en ai jamais entendu parler de mes parents, ni même de mon père qui était tavana. A notre retour, l'atoll était resté tel qu'il était. S'il y a eu des retombées sur Tureia pendant ces essais de 1968, je suis sûr que tout le monde a bu de l'eau et mangé comme d'habitude.





Tureia. Blockhaus en 2001 - Photo John Doom

Et tout cela, c'était pendant les essais aériens. Après, quand les essais souterrains sont arrivés, il n'y avait pratiquement plus personne parmi les militaires, juste une maintenance avec la météo et puis voilà ! On a un grand souci, je peux dire même que c'est presque officiel. Les fissures qui se sont ouvertes à Moruroa s'élargissent année après année et après le passage de Jurien de la Gravière sur Tureia, il nous a confirmé, devant la population, le risque d'effondrement de Moruroa. Alors si une partie de Moruroa glisse sur elle-même, tant mieux pour nous, d'après ce qu'il a dit... mais s'il bascule, Tureia serait le premier atoll à être touché par un tsunami, d'environ 2,50 mètres. J'avais dit à Jurien : « Un tsunami, ça n'a rien à voir avec une houle de 4, 5, 6 mètres : le tsunami ce sera une masse illimitée qui arrive sur Tureia et Tureia va être anéanti, ça c'est clair. » Mais, un tsunami ça peut passer, mais ce qui est grave c'est ce qui est en dessous : si Moruroa s'ouvre, alors c'est notre fin définitive. Voilà ce qui inquiète la population de Tureia aujourd'hui. J'avais même dit à Jurien de la Gravière, que la population espérait, suite à cette information, que l'Etat puisse trouver un terrain d'accueil à Papeete ou à Taravao ou même à Makatea ou dans une

île haute comme les Gambier pour accueillir Tureia. Sinon il faut prévoir des bouées de sauvetage, au cas où ce jour arriverait. La population de Tureia s'aperçoit aujourd'hui que l'Etat a fait fixer des sirènes sur la mairie du village. Et j'avais dit à Jurien de la Gravière : « J'ai compris pourquoi les sirènes sont sur la mairie, c'est juste pour le jour où va arriver cet effondrement, et bien les sirènes vont nous prévenir que nous allons tous crever. » A la suite de cette discussion, il y a eu des mots violents et s'il n'y avait pas eu intervention des mutoi, Jurien de la Gravière se serait fait tabasser à la mairie de Tureia. On



Blockhaus à Tureia en 1966 - Photo Tataio-Georges Lequesme

l'a fait escorter sur son avion puis il est reparti. Il n'a jamais remis les pieds à Tureia jusqu'à aujourd'hui. J'avais aussi oublié de dire : pendant les essais et après les essais, les poissons sont contaminés à une dose qu'on avait jamais vue auparavant. Je me suis fait empoisonner plusieurs fois. J'étais à 4 pattes : ça pissait par derrière et même par devant, tellement c'était fort ! Et il n'y a pas de remède pour soulager un peu cette souffrance de l'empoisonnement du poisson. Pour le moment, je suis très très malade : j'ai passé

des visites médicales avec plusieurs taote : à la radio, un IRM et même au scanner. Ils n'ont rien trouvé, mais j'ai un mal intérieur du dos et maintenant ce mal commence à sortir de ma poitrine, par devant et un mal de goitre, pour ne pas dire thyroïde, voilà le mot. Il se peut même que la population de Tureia est la population qui a le plus de maladies. Il y a beaucoup d'évasan sur Papeete en ce moment pour les soins, tellement la population était malade. On nous dit que c'est à cause des cigarettes, du tabac, du maa, de la bouffe. Moi, tout ce qui se dit, je n'en crois rien. Mais tout en réfléchissant, je me dis que si les radiations sont tombées au sol, n'est-il pas vrai qu'elles ont empoisonné les racines de la cocoteraie, de toutes les plantes qui produisent les fruits qu'on a mangés ? Il se pourrait même que nos maladies sont dues à tout ce que nous avons mangé à Tureia.

Ce qui me fait mal, c'est que Tureia a accompagné le rêve de la France pour détenir cette force de dissuasion. Eh bien, voilà Tureia qui se retrouve dans une situation catastrophique. Tureia est dans l'oubli total ... avec tous ses malades.



Enterrement à Tureia. Septembre 2001 - Photo John Doom

RAYMOND TAHA

Je m'appelle Taha Teariivetea Raymond. Je suis né le 1^{er} avril 1949 à Papeete.

A 13 ans, j'ai dû quitter prématurément l'école quand mes parents sont décédés. Mon frère avait quitté bien avant que moi pour subvenir aux besoins de la famille. En 1963, il a fallu, à mon tour, partir chercher des moyens pour que nous puissions vivre ensemble. Ça pas été facile. Un jour, en 1965, j'écoutais la radio Tahiti annoncer que la Dumez-Citra embauchait des ouvriers pour Moruroa. Ce fut ma première embauche. Je me suis fait inscrire, mais il ne faut pas oublier, qu'à l'époque, il n'y avait pas de livre de contrôle des cartes d'identité : des garçons de cette époque ont été embauchés très jeunes. Je suis parti à 16 ans et je croyais être le seul partant de cet âge-là. Arrivé à Moruroa, il y en avait d'autres encore plus jeunes que moi ! Cela m'avait étonné.

Quand je suis arrivé, j'ai eu de la chance. J'ai été embauché en tant qu'aide-mécanicien à la société Dumez-Citra. Nous étions bien logés et bien nourris. J'ai commencé à bien observer ce qui se passait à Moruroa. Les groupes de chaque archipel étaient logés sur les dunes du récif et les bulldozers venaient étaler les dunes pour installer les tentes de chaque délégation sur le site : il y avait séparément, les Iles sous le Vent, les Gambier et ceux de Bora Bora, Huahine, Raiatea ... par archipels. Nous avions une paie du mois supérieure à ce qu'on touchait à Papeete.

Quand je suis arrivé à l'Hôtel-Dieu, il y avait des anciens de là-bas. Je suis resté le seul. Ils sont rentrés en cercueil



L'année suivante, le blockhaus a été terminé : ils ont coulé beaucoup de béton et ils ont fini le blockhaus Anémone. Il y a eu la préparation du grand scénario, c'est-à-dire le grand ballon. Et à Faucon, ce grand ballon devait soutenir ce qui devait se passer sur le lagon de Moruroa, c'est-à-dire l'explosion de la bombe nucléaire sur un ponton. Il y avait des sociétés spéciales pour gonfler et déplacer ce ballon et les jeunes gens du CEA étaient là pour arroser, pour éviter que le ballon explose au soleil.

Le 2 juillet 1966, ce fut le premier tir aérien. Avant chaque tir aérien, tout le monde était prévenu et dans la zone vie à Moruroa, ils avaient installé des hauts parleurs partout, pour informer sur ce qui allait se passer. Et voilà, c'étaient les premiers tirs aériens. Ceux qui étaient logés dans les bateaux : le Médoc, la Maurienne, le Morvan et d'autres bâtiments s'éloignaient de la zone de tirs. Beaucoup plus tard, pendant les tirs souterrains, des plateformes ont été installées dans la zone de vie, pour éviter d'évacuer tout le monde sur les bateaux ou même en avion.

Lors des premiers tirs, des essais aériens, on n'était pas conscients. Après trois ou quatre tirs aériens, lorsqu'on débarquait dans la zone vie, il était affiché dans la cocoteraie de ne pas consommer le coco et de ne pas manger le poisson. C'est à ce moment que tout le monde a pris conscience des faits, des problèmes qui vont se poser, c'est-à-dire des problèmes d'environnement et de santé. Et c'est là qu'on nous a interdit le droit à la parole. Je me rappelle avant de quitter l'école, nous n'avions pas le droit de parler le tahitien en classe, arrivés à Moruroa, c'était le même principe : nous n'avions pas le droit de parler entre nous les amis, les copains. Nous étions soupçonnés et observés par les chefs d'entreprise et même par les chefs d'équipe. Si une fois ton chef d'équipe te prend à parler aux copains

« Qu'est-ce qui va se passer ? Est-ce qu'il n'y a pas de danger après les tirs aériens, sur la santé, sur l'environnement ? ... » Tu es le premier à embarquer dans le Bréguet pour Papeete et tu ne peux plus retourner travailler sur Moruroa.

Après les tirs aériens, c'était marqué « Ne pas consommer l'eau de coco, ne pas manger le poisson ». Et c'est là que ça a commencé, le Tahitien, sa vie c'est son poisson cru ! Il ne peut pas rester sans manger son maa tahiti, son mitiari ... Il lui faut le coco pour faire le lait de coco, le poisson cru, et tout son repas. Et même s'il y a danger, il a besoin de ça. Il y a eu des gens qui ont consommé des poissons, des langoustes, un peu de tout et qui ont été contaminés. Mais ça reste secret. C'est par les copains que nous nous apprenions que quelqu'un a été contaminé, qu'il est à l'hôpital et est mourant. Deux jours après nous apprenions que celui-là était décédé des suites de sa maladie. Pendant les tirs aériens, on peut dire que tout Moruroa était contaminé. L'océan et même alentours, tout a été contaminé dans les îles les plus proches, Mangareva, Tureia, Reao, Pukarua, Puka Puka, les Iles Marquises et même Tahiti.



Moruroa. Blockhaus Dindon. 1966



Dindon contaminé & Morvan. 1968 - Photo Hubert Clément

J'ai eu 4 enfants, quatre garçons et une fille. Ma fille a eu une malformation de ses poumons, elle est décédée après. J'ai compris que sa maladie, ça vient de moi, dans le temps où j'avais travaillé à Moruroa. J'ai attrapé la leucémie, c'était en mars 1994. Cela a commencé par un saignement du nez et un crachat de sang gras. C'était un vendredi. Le lundi matin, je me suis présenté aux urgences à l'hôpital de Mamao et trois jours après, j'ai été évacué en métropole, à l'Hôtel-Dieu à Paris. Je suis arrivé, il y avait encore des anciens de Moruroa et sur les huit, je suis resté le seul miraculé. Je me sentais gêné, tous ces malades tahitiens qui étaient là sont rentrés en cercueil. Leurs maladies venaient des essais nucléaires, que ça soit le foie, la prostate, la leucémie, la thyroïde, eh bien, toutes les maladies sont dues aux essais nucléaires.

Nous ne nous taisons pas. Je ne vais pas me taire. Je veux dire à l'Etat français « Viens réparer ce que tu as cassé à Moruroa et Fangataufa. » Les fourmis se cachent sous les feuilles, mais en Polynésie française, il n'y aura pas assez de feuilles pour cacher la vérité et la justice ! Dieu vous bénisse !

RÉGIS GOODING

Je m'appelle Gooding Tetuanui Amuarai Régis je suis né à Paea le 21 février 1954, j'ai 56 ans et je suis retraité de l'armée.

En 1970, j'avais 16 ans quand j'ai commencé à travailler sur les sites et je n'ai fait qu'un an à Moruroa. J'étais magasinier à Citra, une société qui travaille pour le CEA. Je m'occupais de du magasin des pièces de véhicules, de camions, de grues ... J'étais logé sur la Maurienne puis la Moselle ... On était comme dans des cases. La plupart des locaux, étaient logés dans des petits fare à Anémone, sur la zone vie.

Alors à 16 ans, c'est l'aventure. Il a fallu laisser ma famille, surtout ma grand-mère parce que je vivais avec elle. Mon grand-père venait de décéder et je partais à Moruroa pour amener quelque chose pour ma grand-mère et la famille. La vie là-bas ? J'étais servi comme un prince : on a une cabine, le petit-déjeuner et les repas sont servis à table par des serveurs, on allait travailler et on avait 200 mètres à faire pour rentrer chez soi. Le plus dur, c'étaient les soirées et le week-end, c'est la famille qui manque à cet âge-là. Les amusements, les loisirs, il y en avait pour tous les goûts : planches à voile, pirogues à voile, pêche ou encore le foot avec les équipes de locaux, avec les militaires, la marine ou les légionnaires ...

On avait beaucoup de loisirs pour les week-ends. Et le soir, sur le bateau, on avait des séances de cinéma. Parfois avec nos amis baleiniers, le week-end, on allait sur les îles pour pique-niquer avec l'autorisation du commandant du site. On emmenait ce qu'il faut pour boire et manger et on revenait le soir. Le dimanche on avait le culte.

Les travailleurs locaux, ils avaient leurs claquettes, short et débardeur. Voilà leur tenue de travail..



Au début, c'était au réfectoire mais les cuisiniers faisaient tellement de bruit qu'il a fallu construire la chapelle. C'est là qu'on faisait le culte et après les catholiques avaient leur messe.

C'était la belle vie parce qu'on n'avait pas de souci pour les repas. Le linge était lavé sur le bateau. On était là pour le travail de la bombe atomique et tout était fait pour qu'on ne s'ennuie pas. J'avais droit à revenir tous les mois ou tous les 15 jours par avion militaire : le Bréguet, ou la Caravelle. Les autres « locaux », ceux qui habitaient à Anémone, c'était un peu plus long pour eux : deux mois, trois mois. Alors, je restais trois mois par respect envers eux. Voilà la vie qu'on menait là-bas, la vie de château quoi !

Quand j'étais sur Muru, c'était le secret. On te fait signer un papier où il ne faut pas dire à la famille ce qui se passe là-bas, et même pendant la période des tirs, on n'a plus le droit d'écrire à la famille. Au moment des tirs, on était tous embarqués, à 50 km au large et de là on assistait au tir aérien. On n'avait pas de lunettes, on nous disait simplement de se protéger avec les mains et de mettre le dos du côté de la zone tir. Même comme ça, avec le bras replié sur les yeux, on voyait carrément l'éclair pendant un moment assez fort. On se disait qu'on était là pour que la France soit un pays fort. Après le tir et le coup de sirène, on se retournait pour voir le champignon monter. Et après le bateau se rapprochait de Moruroa pour attendre les ordres. Puis on entrait dans le port, parfois le jour même, ou des fois il fallait attendre la nuit.

Je n'ai pas été malade après ces tirs, mais j'ai vu un ami qui a été atteint parce qu'il a consommé du poisson ce qui était interdit. Les Polynésiens sont friands de poissons du lagon. En mangeant ce poisson, il est devenu malade et sa peau se détachait. Il a été admis à l'infirmerie et après plus personne n'a eu de ses nouvelles. On n'a rien su. On repartait au travail, mais à chaque

tir, on se disait entre nous combien il y avait de malades, et la plupart c'était parce qu'ils avaient consommé du poisson. Le lagon de Muru était plein de poissons, et pour améliorer l'ordinaire, le week-end, après le travail, ils faisaient leur petit four tahitien malgré les interdictions... et on ne pouvait pas les empêcher de manger du poisson.

Après un tir, les techniciens du CEA circulaient avec des tenues : des masques à gaz, entièrement couverts en blanc, avec des chaussures et des gants. Mais les Polynésiens, enfin je veux dire les maohi, les travailleurs locaux, étaient en claquettes, short, débardeur, sans rien quoi. Ils n'avaient même pas de gants. Voilà leur tenue de travail. On était affecté à ce travail par le CEA et c'était bien payé. Quand j'avais travaillé à Moorea au Club Médi-

terrannée, je ne touchais presque rien, mais à Muru la solde était triplée. C'est pour ça qu'on était tenté de partir. Et c'est vrai que ça a apporté un plus pour les petits Tahitiens : ils laissaient leurs familles pendant 6 mois, ils rentraient en vacances et ils repartaient là bas pour pouvoir aménager leur petit fare, pour avoir un bateau pour aller à la pêche, etc. Je parle aussi pour moi, ça a permis d'aménager notre logement, d'aider mon papa à nourrir mes 4 frères et mes 3 sœurs. Bref, tout le monde était tenté par l'argent, en ce temps-là.

Mais on n'était pas informés sur le nucléaire et ses conséquences. Je pense que tous les Polynésiens le diront. Si on avait été informés, personne n'aurait été à Muru. Aujourd'hui, dans toutes les centrales nucléaires, on voit la tête de mort : « Danger



Moruroa. « Détente »
Archives TPM

de mort ». Si on avait vu ça partout on n'y aurait pas été... On était là pour que la bombe atomique rapporte quelque chose, mais à qui ? Pas aux Polynésiens, ça rapporte à la France ! Mais ceux qui travaillaient sans protection, je crois qu'ils sont tous malades. J'ai plein d'amis qui sont déjà décédés. J'en ai revu très peu, quand je reviens de l'armée en 2002. Peut-être 2 ou 3, mais les autres ? On m'a dit, un tel est mort, un autre est mort. Ma deuxième mission à Moruroa c'est quand je suis revenu comme militaire, en 1977, pour une mission de gardiennage avec une section militaire d'environ 40 hommes avec un officier et moi comme sous-officier adjoint. On devait monter la garde pendant les tirs souterrains. Une fois, après un tir, il y a eu un raz de marée qui a emporté toutes les affaires du poste de contrôle : un militaire a été blessé et un travailleur « local » a été écrasé par un shelter. J'étais sur place quand tous nos

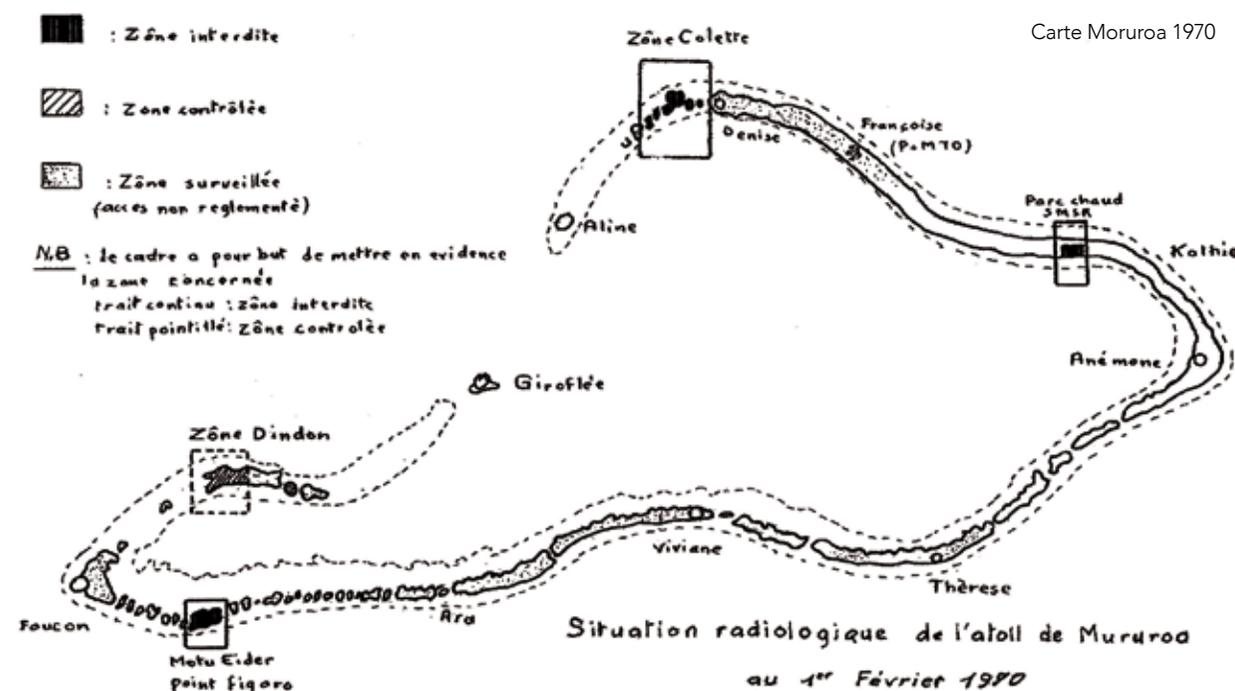
matériels militaires ont été embarqués par les vagues et c'est à ce moment que les légionnaires ont construit un mur de protection et à installer des plateformes de sécurité. Depuis cette date, je ne suis plus revenu à Muru.

Mon père a été magasinier à Muru. Quand il a eu de l'eczéma, on l'a ramené à Mahina. Il y a un centre à Mahina où on manipulait des photos et des coraux venant de Muru. A cette époque, j'étais encore enfant et mon père me disait : « Ah, je vais à Mahina ». Il allait à moto et il travaillait du matin jusqu'au soir. Il allait là-bas pour nettoyer les coraux, les plaques de fer, les coquillages et même les poissons. Tout ça était récupéré dans le lagon de Moruroa, dans les zones de tir, la zone vie et au large, et c'était traité à Mahina. Je ne sais pas ce qu'ils faisaient exactement. En 1968, il a eu tellement

d'eczéma sur la main et de partout qu'on lui a dit de ne plus revenir travailler, et il est resté à la maison. Il a fait d'autres boulots, jusqu'à ce que ça empire au début 80. Je pense que c'est un cancer qui s'est développé : ils parlaient d'eczéma, mais ce n'était pas l'eczéma. En 1989, quand mon père est décédé, j'étais en métropole dans l'armée. Ma mère m'a dit : « Papa est parti parce que c'est l'eczéma ! ».

L'argent ne suffit pas. Est-ce qu'une vie, ça vaut de l'argent ? Quand je vois mes soldats décédés pendant une opération, on fait une cérémonie, l'honneur leur est rendu, on remet des médailles et après l'armée s'occupe de la famille. Et pourquoi on ne fait pas la même chose pour ceux qui ont servi cette bombe atomique ! Pourquoi on les oublie comme ça ? Est-ce que c'est de leur faute s'ils ont servi le CEA ou les sociétés.

Quand on leur dit, là où on les a envoyés : il faut ces papiers, il faut ça, ah, il manque ça, Non ! Ils ont été à Muru, ou à Hao, ou à Fangataufa, ils ont... je parle pas des civils qui sont autour de Muru, Rikitea, aux Gambier et tout ça. C'est pas simplement ceux qui ont été, mais simplement ils ont un contrat de travail. Pourquoi on ne leur reconnaît pas ? Je ne sais plus comment il faut s'exprimer pour dire à la France « Reconnaissez ! » Quelles preuves leur faut-il ? Je sais plus. Ils ont toutes les preuves possibles : c'est top secret. On veut faire nos dossiers, c'est top secret. Il faut écrire à tel bureau, à tel autre bureau, et encore à tel bureau... J'ai eu du mal à constituer le dossier de mon papa pendant des années. On transmet le dossier et il manque encore ce papier, non ! Il a été à Muru, il a contracté le cancer de la peau. Ce n'est pas de sa faute ? A qui la faute alors ? Est-ce parce qu'il a respiré l'air polynésien contaminé ? Mais qui a amené cette contamination ? Maintenant, c'est fait, la France a sa bombe atomique et c'est une super puissance. Mais maintenant, pour nous les Polynésiens, c'est fini. La France va peut-être se retirer au fur et à mesure : « Ca y est, on a eu ce qu'il faut ! On n'a plus besoin d'eux, qu'ils se débrouillent ».



OTCENASEK JAROSLAV

Je m'appelle Otcenasek Jaroslav. J'ai 62 ans, président du syndicat des pêcheurs professionnels polynésiens qui regroupe les bonitiers, les thoniers et les poti marara et qui s'étend sur toute la Polynésie.

Avant les premiers essais, à partir de 1963, j'ai travaillé au CEP à la construction de l'hôpital militaire Jean-Prince et tous les logements des militaires. Dès ce moment, j'ai vu le boom apporté par le CEP, mais nous n'étions pas conscients de la suite. Par exemple, avant, je travaillais un peu au noir et on gagnait 20 francs la semaine, et puis, en travaillant au CEP, on gagnait 140 francs la semaine au lieu de 20 francs. Donc vous voyez l'écart. Donc c'est ça qui a créé le déséquilibre. Tout le monde a abandonné pêche, agriculture, élevage et on s'est engouffré dans le CEP parce qu'on gagnait 5 à 8 fois plus. Ce qu'on gagnait en trois mois, on le gagnait en une semaine. Alors tout le monde s'est engouffré dans cette voie-là, mais on ne nous a pas parlé des dangers que représentait la bombe atomique... Nous

étions comme des enfants que cet apport d'argent avait attirés, tout simplement. C'était une manière de nous acheter et je pointe la France du doigt pour nous avoir caché la vérité. Je crois que si on nous avait dit que c'était dangereux beaucoup

n'auraient pas accepté d'aller à Moruroa. On peut penser qu'à l'époque le vieux Pouvanaa aurait été contre. Qu'est-ce qu'on a fait ? J'étais avec ma mère quand on l'a embarqué du côté de Mahina sur le bateau. Ma mère était pouvanaaniste et j'étais allé avec elle quand Pouvanaa a été embarqué pour la France.

Ce qu'on gagnait en trois mois, on le gagnait là-bas en une semaine. On a été comme des enfants attirés par cet argent.

Nous étions très inconscients, disons, nos parents, nos ancêtres étaient inconscients à l'époque ... c'est probablement parce qu'on ne leur a pas dit que c'était dangereux. Nous, on nous a voilé ce côté-là. On a accepté cet apport d'argent avec la venue du CEP. Alors, tout le monde s'est précipité à Papeete. Avant, on ne descendait qu'une fois par semaine et plutôt une fois par mois à Papeete pour acheter le strict nécessaire : la farine, le sucre et le reste ... Mais depuis l'arrivée du CEP, même ceux des îles sont venus s'agglomérer sur Papeete ; ça a été construction sur construction, on a mis des bâtiments un peu partout. Le résultat est qu'aujourd'hui, ça pose le problème inverse : les gens ont quitté leurs îles et les districts, ils ont abandonné l'agriculture et la pêche pour s'agglomérer dans la ville de Papeete. Aujourd'hui les gens se trouvent dans la promiscuité de cette ville avec les embouteillages ... Tout cela vient de cette manne que les gens ont préféré inconsciemment en venant vers Papeete ... Alors pour les faire revenir dans leurs îles ou dans leurs districts c'est vraiment très dur aujourd'hui.



Couverture bulletin la Mana mars 1990

Il nous a fallu un certain nombre d'années pour comprendre. On a commencé à avoir des copains qui mourraient, qui tombaient malades et on a fait la relation. C'étaient toujours les mêmes : ceux qui travaillaient sur les sites à Moruroa et Fangataufa, quand ils revenaient, ils étaient malades. De plus, même quand ils étaient malades, on leur interdisait d'en parler, on leur interdisait de dire ce qui se passait sur les sites nucléaires et s'ils commençaient à raconter, alors on les mettait dehors carrément, on les reprenait plus. Ils n'avaient plus de travail. Alors on s'est dit : « Il y a quand même quelque chose qu'on est en train de nous cacher, on nous voile la face ! » Et même si on se posait des questions, mais on a mis longtemps, parce que c'était tabu d'en parler, même dans notre propre langue.

On ne leur parlait pas de la dangerosité de la bombe mais on leur interdisait de boire de l'eau de coco, de manger du poisson, de se baigner à la mer etc., et puis il y avait des zones interdites où ils n'avaient pas le droit d'accéder. Et c'est cela qui nous a ouvert la conscience : « Pourquoi, on nous dit que la bombe est inoffensive, qu'elle n'est pas dangereuse ... et puis on met des interdictions, on met des restrictions de plages, on ne peut pas aller par ci, on ne peut pas aller par là. » De plus, ils étaient surveillés jour et nuit, 24 heures sur 24. C'est comme ça qu'on a commencé à se poser des questions, pourquoi autant de restrictions alors que quelque part on fait le contraire ?

Là où j'ai pris vraiment conscience de la dangerosité de la bombe, c'est en comparant avec Bikini. Les Américains ont dit que c'était dangereux et les Anglais aussi. Alors que de notre côté, on nous a toujours bassiné comme quoi la bombe

est inoffensive, qu'elle est propre et tout ça. Je me suis dit : « C'est quand même bizarre, les Américains sont une grande puissance, ils sont en avance techniquement parlant, ils sont allés sur la Lune en 1969 et chez nous, les Français disent que la bombe est propre. Non, il y a quelque chose qui cloche ! » Et c'est comme ça qu'on a commencé à se dire qu'il va falloir en parler et essayer de dire à la France : « Prenez vos responsabilités et puis qu'on arrête là. »

Quand même, en tant que Polynésien, il faut que je sois fier d'être Français et non pas un Français complètement à part, ce qui veut dire que je me sens comme un cobaye au service de cette bombe atomique. Et tout ce qu'à permis la bombe atomique, c'est la France qui en profite et pas moi le Polynésien à qui on a amené tous ces dangers. Non, je ne peux plus me taire. Je suis trop longtemps passé à côté de la plaque. Il faut que je me lève pour mes enfants, pour mes petits-enfants, parce que l'avenir leur appartient. L'avenir ce n'est plus moi, ce sont nos jeunes, nos enfants qui arriveront, nos petits-enfants. Voilà.

Pour moi, cette période de 30 ans d'essais nucléaires, ça a été très néfaste pour nous parce qu'on n'a eu aucune retombée bénéfique ... la preuve on a aujourd'hui les maladies, on est en train de pâtir de la crise mondiale. Il y a aussi nos politiques qui gèrent très mal les deniers publics. Mais ce que je voudrais dire à cette jeunesse : Levez-vous et battez-vous, jusqu'au jour où la France va reconnaître, va nous demander pardon de nous avoir fait du mal, pardon de nous avoir causé du tort. A ce moment, certainement je serais fier, peut-être ne serais-je plus là, mais je serais fier dans ma tombe de dire : enfin la France a demandé pardon pour tout le mal causé !

DANIEL PALACZ

Daniel Palacz. J'ai 65 ans. Je suis entrepreneur en travaux publics.

Je suis arrivé en Polynésie en août 1966. C'était juste l'époque des premiers tirs. Je suis resté trois ans bosco sur le Ché-lif. Notre boulot, c'était de rapatrier le matériel contaminé de Mururoa sur Hao pour le décontaminer. On prenait du matériel juste après le tir aérien : il était trié par l'armée parce qu'une partie était lagonnée. Le reste était hyper-contaminé et on avait ça sur le pont, carrément, avec des bandes plastiques pour ne pas trop s'approcher. Il y avait une base de décontamination à Hao, un peu après le village. On débarquait tout ça : une partie était encore détruite et le reste était lavé directement sur des dalles de béton où on mettait le matériel. Ils appelaient ça la décontamination : avec des lances à incendie et un produit détergent quelconque, ils lavaient les engins à décontaminer. Ca coulait dans le lagon. On n'avait pas de protection ... mais quand on manipulait

les matériels, on avait la « tenue chaude », une espèce de combinaison grise et une paire de gants, on n'avait pas de masque. Bon ... quand on a 20 ans ... On avait un dosimètre. J'avais pris mon dosimètre et je l'avais scotché sur du matériel conta-

miné pendant 4 jours. Normalement j'aurais dû être irradié à bloc. Quand j'ai rendu mon dosimètre, on ne m'a pas dit « Tiens, il y a quelque chose ». On n'a jamais plus eu aucun suivi par la suite. Plus tard, on a cessé d'envoyer du matériel à Hao, la plupart du matériel était lagonné directement.

Sur la vingtaine de plongeurs qu'on était, tous des gens sérieux., de toute l'équipe, on doit rester deux ou trois..

Après je suis passé sur le Saintonge, j'ai fait les postes périphériques, c'est-à-dire que j'allais sur Reao, Pukarua, Tematangi. Après les tirs, on rapatriait les gens de la météo et ceux qui étaient censés faire les prévisions pour le vent. Je me rappelle qu'à Reao, on avait rapatrié un hélico et les gens du poste périphérique. Quand on est rentré de Reao, l'hélico a été lagonné, il était contaminé à bloc. On en a jeté de partout : il n'y avait pas de points précis, cela dépendait des campagnes. Quand ils ont évacué Fangataufa : ils ont mis l'atoll « clair » : tout a été lagonné. Tout a été détruit. Il aurait fallu affréter un bateau spécial.

Plus tard, je suis revenu en tant que civil : j'ai quitté l'armée, et 2 jours après je travaillais comme civil à Mururoa avec mon

entreprise. J'ai fait l'approfondissement de la passe à 11 m 40 de façon à rentrer les bateaux de la CGM qui, au lieu de toucher Tahiti allaient directement à Mururoa. Mon entreprise faisait aussi toute l'implantation sous-marine pour les tirs aériens. C'est-à-dire, en gros, pour régler la hauteur du ballon à une centaine de mètres : une grosse barge avec des treuils et quatre autres barges fixaient les câbles pour que le ballon ne se déplace pas. Donc, chaque fois que ça pétait, tout ça coulait et il fallait remettre d'autres barges, repositionner des câbles. On était au point zéro. A Dindon, quand on a commencé, le fond était à 30 mètres, quand on a terminé, il était à 10-12 mètres avec les barges des tirs qui s'étaient empilées. On faisait 4 plongées par jour et, chaque plongeur, quand il

remonte, indique son fond. On savait que le maximum qu'on pouvait atteindre c'était 34 mètres. Un jour, au temps des essais souterrains, un plongeur est remonté et il a indiqué 42 mètres quoi ... Tout le monde a rigolé, mais en fait le lagon s'était vraiment affaissé et c'est de là que l'atoll a commencé à pencher. Avant, à Dindon, on passait tous les week-ends jouer aux boules. On avait des paillottes sur la route de Dindon, maintenant c'est sous 5 mètres de flotte.

Lors des premiers tirs, les plongeurs étaient évacués par bateaux militaires. Nous étions les derniers à sortir avec les baleiniers de récif qui allaient d'une barge à l'autre pour les derniers réglages. La bombe pétait, on était presque les premiers à revenir ... On prenait des échantillons d'eau dans nos éprouvettes et on donnait ça au bateau pour analyses. Et puis, parfois, « Bah ! contaminé ! Evacuez la zone ! » Mais nous, on était là avec nos tenues « cousteau », en train de plonger ! La plupart des plongeurs étaient des gens sérieux - certains étaient diacres. La plupart ne consommaient pas d'alcool et ne fumaient pas et quelques années après, ils sont morts de cancers de la gorge, de cancers du foie, même pas à 38 ans. Je crois que sur la vingtaine de plongeurs qu'on était, on doit rester 2 ou 3 en vie je crois.



Plongeurs - Photos Daniel Palacz

Dans les îles, il n'y a pas eu de suivi non plus sur les naissances. A Mangareva, quand il y a eu le nuage qui est passé, on a laissé la population se démerder. Voilà comment ça se passait : on récupérait le personnel militaire et pour la population, on ne disait rien, même pas « Attention ne buvez pas la flotte de la citerne, ne mangez pas vos légumes » ou quelque chose comme ça. A Mangareva, personne n'a rien dit, tout le monde les a laissés comme ça. Par contre, quelques années après, une mission soi-disant de contrôle des infirmiers est passée là-bas. Elle a emprunté à l'infirmier le registre sur lequel on notait les décès, la cause, les naissances, les fausses couches ... Et on lui a pris les registres selon de prétendues instructions de la santé à Papeete et depuis, les registres ont disparu et on ne peut faire aucune étude sur ce qui a pu se passer.

Quand on reprend le contexte, il fallait du personnel à tour de bras à Moruroa et les recruteurs de l'armée sont allés aux Australes, aux Marquises, aux Iles sous-le-Vent pour recruter. Auparavant, les gens n'avaient pas de revenu fixe, il y a eu le film des Révoltés de la Bounty qui avait embauché des figurants et après il n'y avait rien. Avec le CEP, d'un seul coup, il y a eu une manne d'argent. C'est-à-dire que le smig avoisinait dans les 15-20 000 francs, puisque mes plongeurs à Moruroa faisaient 21 000, et moi, comme chef de plongée, je touchais 41 000. J'avais 800 francs de prime de plongée en eau contaminée par jour et mes gars avaient une petite prime de je ne sais pas combien. Par contre, il y avait les « marchands de viande » – c'est-à-dire qu'une entreprise locale relouait du personnel à une autre entreprise, qui relouait à la Sode-tra, qui elle-même relouait avant d'arriver au CEA. Il y avait 3 ou 4 intermédiaires qui n'étaient que des bureaux à Paris ... Je remplissais les fiches en tant que chef de plonge jusqu'aux bureaux de Paris et on voyait les prix qui se multipliaient. Et c'est comme ça qu'un jour on a refusé de partir parce qu'ils

ne voulaient pas nous augmenter de 200 balles, alors que la prime, quand on terminait le parcours jusqu'à Paris elle s'élevait presque à 12 000 francs.

Il faut dire que la plupart des gars ne parlaient pas un mot de français, les gens des Australes, les Marquisiens ... on les a pris comme manoeuvres. On les a parachutés sur des bateaux-base comme la Maurienne, le Médoc ou le Morvan : ils étaient à fond de cale. Il y avait des hamacs encore au tout début. Il devait faire 40 degrés, 50 degrés à l'intérieur. Il n'y avait pas de flotte pour boire, c'était l'eau du robinet. C'était aberrant : prenez une population habituée à manger du poisson, du poisson, du poisson ... et les menus qu'on avait à

Mururoa c'était un jour des haricots, un jour steak-frites, un jour choucroute ... il n'y avait pas de poisson ! Alors, la plupart des gens mangeaient le poisson du lagon, même après les tirs ... On ne ressentait pas la contamination. D'ailleurs on ne savait même pas ce que ça voulait dire. Si les gens avaient mangé du poisson empoisonné à cause de la ciguatera, là il y avait un résultat. Mais si rien ne se passe, alors on commence à douter de la contamination. Un jour un des responsables du SMCB était passé. Il nous a dit : « Les gars, je vais vous faire voir un truc ». Il avait pris ce qu'on était en train de manger, et il a passé le dosimètre dessus et ça ne faisait rien. Mais, il a pris ce qu'on mangeait et l'a réduit en cendres. On a repassé le dosimètre dessus, ça crachait à bloc ... C'était comme ça.



Dindon.
Bateaux-bases
à quai. 1968
Photo Hubert Clément

Les gens n'avaient pas conscience de quelque danger que ce soit. On n'a jamais eu des cours, pas d'infos pour nous dire : « Voilà, ça il ne faut surtout pas le faire ». Des fois, on marchait en savates et il y avait un simple fil qui disait que c'était contaminé de l'autre côté ... et des fois, on ne savait même pas de quel côté c'était une zone contaminée ou pas contaminée. Il y avait un black-out total : on n'avait pas le droit de prendre de photos, on n'avait pas le droit de parler, on n'avait pas le droit de ...

En général, ces gars-là étaient trois mois à Mururoa et ils descendaient une semaine à Tahiti. On comprend maintenant que la jeunesse a perdu sa culture. Cela fait au moins 40 ans que je suis là. Avant, les gens connaissaient les plantes et les choses que le père de famille expliquait. Or pendant les 30 années de Mururoa, les pères de famille étaient à Mururoa : leur autorité paternelle a disparue. L'unité familiale du Polynésien, c'était un petit peu de terrain, une famille avec souvent les grands-parents, les parents dans la même maison. A l'époque, les enfants balayaient la cour avant d'aller à l'école, ils passaient le râteau, ils aidaient à planter les bananes, ils aidaient le week-end et tout cela a disparu puisque que l'autorité paternelle était



Plongeur - Photo Daniel Palacz

partie. Il y a eu de l'argent mal utilisé. Les gens ont gaspillé, les gosses se sont retrouvés livrés à eux-mêmes sans aucune autorité. Les jeunes de cette époque ont paumé leur culture, ils ont paumé leurs racines, ils ont tout perdu. Mais pour eux, c'était quand même de l'argent qui rentrait pour faire vivre toute la famille. Certains ont pu construire des maisons, avoir un peu de modernité. Mais c'était un peu la règle du jeu : on ne disait rien. Même les Pères dans les îles ont pu faire des travaux dans leurs églises. Chacun était embrigadé dans le CEP, les pères profitaient des bateaux militaires pour visiter leurs paroisses dans les Tuamotu. Mais en contrepartie, il fallait se taire sinon on ne mettait plus les pieds sur le bateau, c'était évident ! Donc, c'était un accord tacite. Personne ne parlait.

Disons aussi que pendant ces périodes-là, on n'était pas conscients du tout des incidences du nucléaire. Je ne sais pas, à Tahiti, on a commencé à le savoir après Tchernobyl. Quand on était à Muru, on nous disait « Vous avez droit à une dose, tant que vous n'avez pas atteint la dose, c'est bon ! » C'est après Tchernobyl qu'on s'est aperçu que même des petites doses peuvent avoir des conséquences sur les futures naissances et sur plusieurs générations. Mais à l'époque, il n'y a jamais eu ni contrôle ni rien du tout. On disait la « Grande muette » : les généraux passaient, on voyait les ministres passer. De Gaulle est venu, je me rappelle, il nous avait dit « Oui, vous aurez la route traversière ». Il nous avait filé 500 millions et les 500 millions sont repartis dans un bureau d'étude en France. La route traversière, elle s'est faite quand on a fait les barrages hydro-électriques 20 ans plus tard et ça ne venait pas du fait du CEP.

Il y a eu beaucoup d'argent qui a circulé. Mais on s'aperçoit que c'était souvent une manne qui allait vers des bureaux d'étude ou des officines de métropole ... En fait, l'argent ne faisait que transiter et il repartait de l'autre côté. Mais les retombées pour la population ? Il n'y a pas eu grand-chose,

d'ailleurs qu'est-ce qu'il reste ? Les boîtes parallèles qui étaient là, en fait c'étaient des intermédiaires de métropole qui ramassaient la manne : on a vu Bouygues, on a vu Citra, on a vu les Grands Travaux, ils sont venus, ils sont repartis ... On verse l'argent à Tahiti, ces entreprises arrivent, ils prennent l'argent et puis ils repartent. Les vases communicants, quoi !

Mon regret, c'est qu'on a loupé le cap de valoriser ce pays. Avec tout cet argent, on aurait pu conserver l'authenticité du pays et surtout mettre en place des industries de transformation, prévoir l'avenir et donner des emplois pour les générations qui montent. Or en fait, tout est parti dans des futilités, dans des belles bagnoles ... Et puis, on a laissé faire : si le premier maire qui avait mis la main dans le pot de confiture, on l'avait foutu au tribunal et collé trois mois de tôle, il n'y aurait pas eu tous ces autres qui ont tout gaspillé en manœuvres politiques. Or les maires étaient sous tutelle de l'Etat et, d'un seul coup, on leur a donné de l'argent ! Ils ont gaspillé, ils ont fait n'importe quoi, ils ont acheté, ils ont embauché la belle-sœur, la grand-mère et tout le monde et personne ne disait rien. On aurait pu avoir une gestion saine du Pays. On aurait pu faire des industries de transformation, on n'a rien fait, rien, rien, il reste rien ! On a loupé le coche complètement. Je pense que l'Etat français est responsable, parce que il a voulu - c'est de bonne guerre - peut-être acheter la parole des hommes politiques, mais de plus, il ne les a pas contrôlés. Comme ici c'est un petit pays, les hommes politiques seuls ont eu droit à la parole, on les a laissés faire et maintenant on se retrouve avec des scandales ... Alors certains vont peut-être payer, mais c'est trop tard : l'argent est parti et on est à zéro.

Mais je pense que le pays se relèvera. Les Polynésiens sont habitués à vivre au jour le jour. Ils ont la faculté de se relever et un jour ou l'autre ce pays se relèvera ... Mais pour moi, quand même, c'est une grande gabegie, un grand gaspillage. On a perdu des années, on aurait pu faire un pays phare pour le Pacifique.

Essais souterrains en Polynésie

Derricks de forage



Date	Nom	Localisation	NRJ kt	Date	Nom	Localisation	NRJ kt	Date	Nom	Localisation	NRJ kt
05/06/1975	Achille	Fangataufa	23	07/12/1978	Dolon	Moruroa		27/02/1981	Broteas	Moruroa	8
26/11/1975	Hector	Fangataufa	17	17/12/1978	Etéocle	Moruroa	14	06/03/1981	Tyro	Moruroa	2
				19/12/1978	Eumée	Moruroa	12	28/03/1981	Iphiclès	Moruroa	5
03/04/1976	Patrocle	Moruroa	1					10/04/1981	Clymène	Moruroa	8
11/07/1976	Menelas	Moruroa	12	01/03/1979	Penthesilée	Moruroa	8	08/07/1981	Lyncée	Moruroa	22
22/07/1976	Calypso	Moruroa	0	09/03/1979	Philoctète	Moruroa	14	11/07/1981	Eryx	Moruroa	8
30/10/1976	Ulysse A	Moruroa	1	24/03/1979	Agapenor	Moruroa	8	18/07/1981	Théras	Moruroa	2
05/12/1976	Astyanax	Moruroa	1	04/04/1979	Polydore	Moruroa	6	03/08/1981	Agénor	Moruroa	16
				18/06/1979	Pyrrhos	Moruroa	4	06/11/1981	Leto	Moruroa	1
19/02/1977	Ulysse B	Moruroa	5	29/06/1979	Egysthe	Moruroa	28	11/11/1981	Proclès	Moruroa	3
19/03/1977	Nestor	Moruroa	47	25/07/1979	Tydée	Moruroa	112	05/12/1981	Cilix	Moruroa	5
02/04/1977	Oedipe	Moruroa	1	28/07/1979	Palamede	Moruroa	14	08/12/1981	Cadmos	Moruroa	15
28/06/1977	Andromaque	Moruroa	0	19/11/1979	Chrysostemis	Moruroa	1				
06/07/1977	Ajax	Moruroa	28	22/11/1979	Atrée	Moruroa	4	20/02/1982	Aerope	Moruroa	3
12/07/1977	Clytemnestre	Moruroa	0					24/02/1982	Deïphobe	Moruroa	1
12/11/1977	Oreste	Moruroa	16	23/02/1980	Thyeste	Moruroa	1	20/03/1982	Rhesos	Moruroa	17
24/11/1977	Enée	Moruroa	50	03/03/1980	Adraste	Moruroa	11	23/03/1982	Evenos	Moruroa	1
17/12/1977	Laocoon	Moruroa	12	23/03/1980	Thésée	Moruroa	78	31/03/1982	Aeson	Moruroa	0
				01/04/1980	Boros	Moruroa	18	27/06/1982	Laodice	Moruroa	2
27/02/1978	Polyphème	Moruroa	1	04/04/1980	Pelops	Moruroa	2	01/07/1982	Antilokos	Moruroa	20
22/03/1978	Pylade	Moruroa	12	16/06/1980	Euryphyle	Moruroa	26	21/07/1982	Pitane	Moruroa	2
25/03/1978	Hecube	Moruroa	1	21/06/1980	Ilus	Moruroa	9	25/07/1982	Laïos	Moruroa	56
01/07/1978	Xanthos	Moruroa	1	06/07/1980	Chryses	Moruroa	5	27/11/1982	Procris	Moruroa	1
19/07/1978	Arès	Moruroa	2	09/07/1980	Leda	Moruroa	0				
26/07/1978	Idoménée	Moruroa	4	19/07/1980	Asios	Moruroa	78				
02/11/1978	Schedios	Moruroa	3	25/11/1980	Laerte	Moruroa	2				
14/11/1978	Aphrodite	Moruroa	0	03/12/1980	Diomède	Moruroa	51				
30/11/1978	Priam	Moruroa	64								



Essais souterrains en Polynésie

Derricks de forage

Date	Nom	Localisation	NRJ kt	Date	Nom	Localisation	NRJ kt	Date	Nom	Localisation	NRJ kt
19/04/1983	Eurytos	Moruroa	40	26/04/1986	Hyllos	Moruroa	5	11/05/1989	Epeios	Moruroa	16
25/04/1983	Automedon	Moruroa	1	06/05/1986	Ceto	Moruroa	4	20/05/1989	Tecmessa	Moruroa	2
25/05/1983	Cinyras	Moruroa	42	27/05/1986	Sthelenoss	Moruroa	4	03/06/1989	Nyctee	Moruroa	20
18/06/1983	Burisis	Moruroa	3	30/05/1986	Galatee	Moruroa	30	10/06/1989	Cyzicos	Fangataufa	74
28/06/1983	Oxylos	Moruroa	33	10/11/1986	Hesione	Moruroa	6	24/10/1989	Hysipyle	Moruroa	24
20/07/1983	Battos	Moruroa	10	12/11/1986	Nauplios	Moruroa	24	31/10/1989	Erigone	Moruroa	20
04/08/1983	Carnabon	Moruroa	8	06/12/1986	Peneleos	Moruroa	9	20/11/1989	Tros	Moruroa	28
03/12/1983	Linos	Moruroa	4	10/12/1986	Circé	Moruroa	32	25/11/1989	Daunus	Moruroa	0
07/12/1983	Gyges	Moruroa	15					27/11/1989	Lycos	Fangataufa	87
				05/05/1987	Jocaste	Moruroa	5				
08/05/1984	Demophon	Moruroa	22	20/05/1987	Lycomède	Moruroa	30	02/06/1990	Telephe	Moruroa	30
12/05/1984	Midas	Moruroa	56	06/06/1987	Dirce	Moruroa	3	07/06/1990	Megapenthes	Moruroa	4
12/06/1984	Aristée	Moruroa	6,8	21/06/1987	Iphitos	Moruroa	15	26/06/1990	Cypselos	Fangataufa	100
16/06/1984	Echemos	Moruroa	34	23/10/1987	Helenos	Moruroa	51	04/07/1990	Anticlee	Moruroa	18
27/10/1984	Machaon	Moruroa	3	05/11/1987	Pasiphae	Moruroa	18	14/11/1990	Hyrtaeos	Fangataufa	118
02/11/1984	Acaste	Moruroa	34	19/11/1987	Pelée	Moruroa	62	21/11/1990	Thoas	Moruroa	36
01/12/1984	Miletos	Moruroa	1	29/11/1987	Danae	Moruroa	3				
06/12/1984	Memnon	Moruroa	53					07/05/1991	Melanippe	Moruroa	1
				11/05/1988	Nélée	Moruroa	20	18/05/1991	Alcinoos	Moruroa	16
30/04/1985	Cercyon	Moruroa	13	25/05/1988	Niobe	Moruroa	82	29/05/1991	Periclymenos	Fangataufa	106
08/05/1985	Nisos	Moruroa	90	16/06/1988	Antigone	Moruroa	5	14/06/1991	Pitthee	Moruroa	28
03/06/1985	Talaos	Moruroa	11	23/06/1988	Dejanire	Moruroa	30	05/07/1991	Coronis	Moruroa	1
07/06/1985	Erginos	Moruroa	5	25/10/1988	Acrisios	Moruroa	2	15/07/1991	Lycurgue	Moruroa	34
24/10/1985	Héro	Moruroa	2	05/11/1988	Thrasymedes	Moruroa	47				
26/10/1985	Codros	Moruroa	18	23/11/1988	Pheres	Moruroa	45	05/09/1995	Thétis	Moruroa	8
24/11/1985	Zetes	Moruroa	5	30/11/1988	Cycnos	Fangataufa	103	01/10/1995	Ploutos	Fangataufa	97
26/11/1985	Mégarée	Moruroa	54					27/10/1995	Aepytos	Moruroa	39
								21/11/1995	Phégée	Moruroa	17
								27/12/1995	Thémisto	Moruroa	21
								27/01/1996	Xouthos	Fangataufa	46

RAYMOND PIA

Je suis né le 4 novembre 1944.

Quand j'ai appris qu'on recrutait pour Moruroa, je travaillais déjà, mais je n'avais pas un très bon salaire. J'ai su aussi qu'à Moruroa, on était nourris, logés et qu'on était bien payé. Alors pour toutes ces raisons, je suis allé travailler à Moruroa.

C'était en 1968. Et au moment du recrutement, on m'avait dit, comme j'étais maçon, qu'ils n'avaient pas besoin de maçon, ils n'avaient pas non plus besoin d'ouvriers. Ils avaient besoin seulement de manœuvres. Ainsi, quand j'ai été là-bas, je faisais de tout : ouvrier, manœuvre, beaucoup de travaux différents. J'ai été d'abord recruté par une société Sodetra qui travaillait là-bas. Par la suite aussi dans une entreprise de soudure : j'ai aussi pratiqué la soudure dans les premiers temps. J'ai commencé à travailler à Moruroa sur les barges. Ces barges soutenaient les ballons où on suspendait les bombes et mon travail consistait à peindre sur les barges après que d'autres aient soudé des ferrailles. Il fallait donc peindre sur les soudures.

On nous a fait signer que nous ne devons absolument rien dire de ce que nous verrons là-bas. C'est le secret.

Voilà, j'ai donc été travailler là-bas pour avoir de l'argent et parce qu'on faisait beaucoup d'économies à Moruroa. Ainsi, j'arrivais à avoir de l'argent. Avant de signer mon contrat, on ne nous a pas du tout dit qu'on courrait des risques. Ce qu'on nous a fait signer, c'est que nous ne devons absolument rien dire de ce que nous allons voir. On appelait ça « le secret » et il était précisé que si vous parliez, vous risquiez la prison. Mais pour dire qu'il y avait des risques, ça non, on ne nous a absolument jamais



Moruroa. Barge de forage sous lagon

indiqué qu'il y avait des problèmes. Pourtant, il y avait des gens qui allaient sur les endroits contaminés et eux, ils avaient des dosimètres. Mais nous, on nous envoyait souvent nettoyer certains coins et c'est seulement lorsque nous avions nettoyé, qu'on se rendait compte par la suite que cet endroit était interdit et qu'il était donc contaminé. Ce n'est qu'après avoir travaillé sur ce lieu-là qu'on nous informait. Au début, je n'ai pas été malade. C'est dans les années 1980 que j'ai eu des problèmes de dos. Nous étions en période intense de travail, et je devais rester à mon poste, même sous la pluie, je n'avais pas le droit de quitter mon poste. Il fallait rester coûte que coûte parce qu'on l'exigeait à ce moment-là.

Nous n'étions pas ensemble avec les militaires. Les militaires

étaient traités différemment des civils. Par exemple au CEA, les civils étaient à part. C'était rare que les Polynésiens aient une protection. Nous, on n'avait pas de protection. Lors des essais atmosphériques sous ballon, on faisait les tirs vers huit heures du matin, mais à 2 heures du matin, on nous réveillait pour partir au large sur des bateaux, des grands bateaux comme la Moselle. Nous allions au large jusqu'au moment de l'explosion et nous attendons les consignes... pour savoir si nous pouvions rentrer dans la passe et dans le lagon. Lors des essais souterrains, on avait construit des plateformes de 6 mètres de hauteur. Sur terre à Moruroa, il y avait des lieux où on pouvait se mettre en hauteur, et une heure avant le tir, on demandait à tous ceux qui étaient à terre de monter sur ces plateformes. Au moment du tir, la terre bouge, l'atoll bouge et on voit la plateforme aussi bouger et après 30 secondes, ça s'arrête. Nous restons là sur la plateforme pendant une demi-heure et jusqu'à ce que les autorités nous donnent l'autorisation de descendre. Je n'avais pas peur, parce que d'abord j'ignorais tout ce qui pourrait se passer, et aussi parce que on ne nous a jamais informés des risques à venir. Donc on était là, on ne se souciait pas tellement de ce qui allait se passer.

En 1996, j'ai pris ma retraite. Je suis revenu à Tahiti. Six ans après, j'ai été atteint de la maladie que j'ai aujourd'hui, c'est-à-

dire du diabète. Et j'ai eu une autre maladie qui s'est déclarée ensuite : c'est la prostate. On m'a opéré à la clinique de Paofai pour la prostate et j'ai été évacué sanitaire ensuite pour faire ma radiothérapie en France.

Voilà ce qui m'a mis dans cet état, c'est cette contamination, c'est ça. Ils ont apporté de l'argent, ça c'est vrai, mais ils ont aussi apporté la contamination. La vie du Tahitien a complètement changé aujourd'hui. Il y a toutes les maladies qu'on subit. Le Tahitien vit toutes les difficultés de la vie d'aujourd'hui parce qu'il a quitté son île d'origine. Il n'a rien. Il n'a pas planté pour lui-même, il a mangé ce qui était facile et rapide et à cause de cela, il est malade aujourd'hui. Cela a été



Equipe des foreurs. Années 1980 - Archives Raymond Pia

bénéfique pour ceux qui avaient de l'argent, mais pas pour ceux qui n'en avaient pas. Et je pense que maintenant, c'est trop tard ! Il reste cette contamination qui est à Moruroa : la terre tremble et un jour un tremblement de terre se produira à Moruroa. Ce sont les générations à venir qui subiront les conséquences. Aujourd'hui, on s'aperçoit bien qu'il y a beaucoup de maladies au Pays. Dans le temps, il n'y avait pas toutes ces maladies ici. Nous, nous avons dépassé les 60 ans. Mais la jeunesse, pour demain ? Il est trop tard, le mal est fait. Voilà mon témoignage !

Sous-traitants

Le CEP ne pouvait pas fonctionner sans l'apport de personnel local. Dès 1964, il a donc fallu recruter de très nombreux ouvriers dans la population polynésienne. Des dizaines d'entreprises du bâtiment et des travaux publics ont vu le jour comme sous-traitants des grands donneurs d'ordre, le CEP et le CEA. En 1965, près de 1000 entreprises travaillaient pour le CEP, mais une quinzaine seulement employaient plus de 100 salariés, dont Dumez-Citra, la plus souvent citée. La force de travail mobilisée représentait 4000 personnes en 1964, 7000 en 1965 et 13000 en 1966, soit le quart de la population active de Polynésie. Mais la décroissance de l'emploi local viendra rapidement, avec des fluctuations lors des grandes campagnes de tirs de 1968 et du début des années 1970.

A partir de 1975, avec les essais souterrains, les effectifs salariés sont considérablement réduits. Les travailleurs locaux du CEP n'étaient plus que 1205 en 1984, 860 en 1992 et près de 600 à la fin des essais en 1995.

MARIUS CHAN

Bonjour, je m'appelle Chan Marius. Aujourd'hui, je vais avoir mes 64 ans au 12 décembre si Dieu le veut. Aujourd'hui, je suis gendarme retraité.

De février 1978 à juin 1981, j'ai été affecté en tant que gendarme sur le site nucléaire pour assurer le gardiennage de l'ensemble du site d'essais. On m'a fait revenir à Tahiti parce que j'ai commencé à manifester mon mécontentement. J'ai reproché à mes supérieurs de ne pas me dire la vérité.

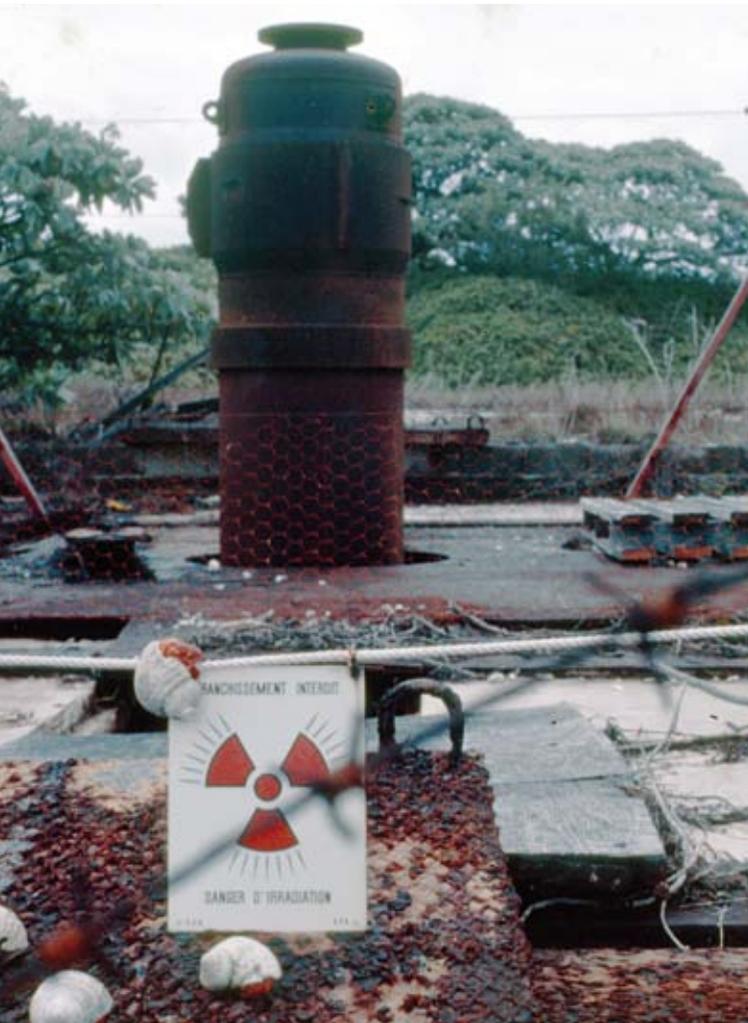
A Moruroa, on devait contrôler tout : personne n'avait le droit de mettre le pied sur le site nucléaire sans passer par la gendarmerie. Le gendarme tahitien, en gendarmerie, était totalement nécessaire pour intervenir dans des conflits entre Polynésiens ou vis-à-vis de la Légion étrangère. Souvent c'était le cas. Mais aussi avec des militaires de la Marine. Des histoires de beuveries. On pouvait régler ces problèmes par notre langue tahitienne, tout en faisant apparaître qu'en tant que gendarme, je suis la loi et qu'ils devaient la respecter.

Il m'arrivait de prendre des Polynésiens en flagrant délit de pêcher. Alors je les grondais et je me mettais à table avec eux.

On était obligé d'assurer la surveillance des gens, la plupart des Tahitiens, notamment l'interdiction formelle de boire de l'eau de coco, dans notre langue

du pape haari. Il était également interdit de manger tous les produits de la mer. Parfois, il m'est arrivé de prendre en flagrant délit des Polynésiens en train de pêcher. Et Dieu sait que lagon de Moruroa était poissonneux ! Combien de fois je les ai vus en flagrant délit et moi, je me disais : « Si je leur fous

un rapport, ils prennent la Caravelle et ils seront obligés de revenir à leur activité première - l'agriculture - pour gagner 25 000 francs, avec 30 000 francs ou 35 000 francs en vendant leurs récoltes ».



Moruroa Bouchon puits de tirs - Photo A. du Prel

Alors, je les grondais et pour finir, le gendarme que je suis s'est parfois mis à table avec eux pour manger du poisson ! Je voudrais m'expliquer là-dessus : ce n'était pas possible de maintenir le repas occidental pour les Polynésiens. Tôt ou tard, il retournera vers sa nourriture de base, c'est-à-dire le poisson, lait de coco, tout ce qui s'en suit.

Alors dès la saison de productivité, une équipe était chargée de descendre toutes les noix de coco, sous contrôle, afin d'éviter, disait-on, que quelqu'un ramasse une noix de coco sur la tête ! Mais moi je dis que faut pas prendre les gens pour des couillons : c'était pour éviter que les gens consomment une noix de coco. Ils savaient très bien que le Polynésien aime s'asseoir au bord du lagon, puis ouvrir une noix de coco et puis boire son eau et manger ce qu'il y a à l'intérieur. Voilà, c'est leur manière de vivre.

Au début, je ne voyais pas le danger. Ce n'est que bien après, au moins un an. J'ai constaté que lorsque je posais des questions à mes supérieurs hiérarchiques tout à fait logiques et légitimes pour moi qui suis polynésien, on me répondait : « T'occupe pas. Occupe-toi de ton salaire. Et puis, tu as à manger et à boire ! » Ce genre de réponses ne me convenaient pas, c'est ma nature ! J'ai cherché à savoir plus. Aucune précaution n'était prise. Je peux en parler, j'étais sur le site. Je n'ai jamais été détenteur d'un dosimètre ! Il m'est arrivé de faire des contrôles et je voyais bien que des premiers maîtres, des premiers maîtres principal, avaient des dosimètres : ils étaient métropolitains. Il ne fallait pas parler de sécurité, il n'y avait pas de sécurité. Je crois que si on avait parlé de ça aux hauts responsables de cette époque, sur le site nucléaire, ils répondraient : « Contentez-vous des milliards qu'on vous donne. Des milliards sont injectés dans ton pays. » Et ces milliards, aujourd'hui je le dis, ils ont servi à asservir le peuple, à faire taire le peuple.

Juste après un essai souterrain, il y a eu des fissures qui sont apparues tant du côté de l'océan que du côté lagon. Et lorsque j'ai regardé ces fissures. Je n'avais pas de décimètre pour mesurer la largeur de ces fissures et il y avait des bulles d'air, on dirait du gaz, qui sortaient. J'ai demandé à un haut responsable, c'était un jeune d'à peine 28 ans ou 30 ans, physicien nucléaire : « D'où proviennent ces bulles d'air ? » Il m'a répondu : « C'est quand même malheureux pour un Tahitien, mon gamin de 5 ans t'aurait répondu et t'aurait expliqué. Avec l'explosion, c'est la mer qui est rentrée dans la cavité et qui a chassé l'air d'où la présence de ces bulles d'air qui arrivent à la surface. » J'ai vu pas mal d'endroits avec des fissures et en juin 2010, lorsque nous nous sommes rendus à Moruroa avec quelques personnalités, des militaires, des gradés, j'ai dit : « Il faut arrêter de nous prendre pour des demeurés, il faut arrêter de mentir ! Moi, j'ai été gendarme ici. Tout ça ce sont des fissures dues aux essais nucléaires. Et depuis le début jusqu'à aujourd'hui, le mensonge a prévalu. » On nous a toujours menti, on nous a toujours mal informé.

En 2001, j'avais rencontré un ami à Papeete et qui m'a dit « Ce soir, à la salle de conseil de l'Eglise, il y a des personnes qui vont créer l'association de Moruroa e tatou pour le nucléaire. Est-ce que ça ne t'arrange pas ? Tu ne veux pas aller voir ? » Je lui répondis : « Ecoute, tu passes me chercher, on ira ensemble. » Et je suis allé à cette réunion : il y avait John Doom, Roland Oldham, Bruno Barrillot et d'autres personnes encore. Je crois qu'il y avait également Marie-Thérèse Danielsson. Je m'étais mis un peu à l'écart. J'ai reconnu beaucoup de dockers, des anciens Polynésiens qui ont travaillé sur le site. Au moment de la création de cette association, je n'étais pas tout à fait chaud. J'ai regardé comme ça, j'ai entendu un peu quelques témoignages : c'étaient des témoignages parlés avec franchise, des témoignages frais, et je sentais cette colère

interne dans le langage parlé en tahitien. Certains parlaient en français et les dockers, avec le nommé Keru qui est décédé aujourd'hui – Paix à son âme – ... C'est lui qui m'a appelé et a dit : « On aimerait faire partie de cette association, nous les dockers, mais comme on ne comprend pas tellement le français, nous désignons le gendarme que nous avons eu sur Moruroa. En tahitien, il disait : Marius lève-toi, le barbu ! » Je me suis levé et à partir de là, voilà, j'ai donné mon nom. Voilà comment je suis devenu membre de cette association.

En 2005, je souffrais souvent de mon dos et en 2005, j'ai été obligé de partir sur la Nouvelle-Zélande pour y subir l'ablation de mon rein gauche et j'ai vu sur les écrans que mon rein gauche était complètement noir, noirci, avec cette tumeur. Et on m'a enlevé ce rein. En Nouvelle-Zélande, j'ai demandé au professeur : « Est-ce que ce n'est pas dû à ma présence sur le site nucléaire ? » Il a parlé en anglais avec mon interprète Tony Mara. Alors j'ai demandé à Tony de reprendre ma question, de redemander à nouveau. Le professeur m'a simplement regardé. Il ne m'a pas dit oui ni non. Il est parti. Quelques jours avant mon retour, je suis retourné le voir avec Tony Mara, l'interprète, pour lui demander : « Est-ce que je peux avoir un rapport ? » J'ai parlé du nucléaire. J'avais l'impression que ce professeur évitait de parler du problème

nucléaire ici en Polynésie. Alors, je lui ai dit tout carrément en français, en présence de Tony Mara, mon interprète, qu'il ne voulait pas en parler parce qu'il était soumis à la pression économique de la France. Si vous vous mêlez des essais nucléaires français, je sais que vous allez subir une répression économique. Et j'en suis resté là.

Mon épouse a été évasanée sur la métropole, pourtant elle avait été opérée ici de la thyroïde. Mais il a fallu la faire partir parce qu'on a déniché quelques « machins de cancer » à la thyroïde. Ma femme n'a jamais été sur le site nucléaire. Elle était employée au CEP à Taaoone (Tahiti). Elle était employée dans un bureau et puis, elle et d'autres, elles s'occupaient de postes à réparer qui venaient de Moruroa. Elles étaient obligées de faire des essais de ces postes. Est-ce que sa maladie est dû à ça ? Je ne sais pas. Mais toujours est-il que ma femme a subi une opération de la thyroïde et qu'elle a été évasanée. Il y a deux mois et demi, ma fille qui a 25 ans est partie sur la Nouvelle-Zélande pour subir l'opération de la thyroïde également. Mes deux garçons qui ont vécu ici quand j'étais gendarme sur le site nucléaire, m'ont toujours dit : « Papa ! C'est quand même dangereux le nucléaire ! Est-ce que tu es protégé ? » J'ai toujours répondu aux enfants : « Faut pas vous inquiéter. Voyez, Papa est gendarme. » Je pense qu'avec

cette réponse venant de leur papa, ils ne se sont plus inquiétés. Et après quand j'ai subi cette opération, mon fils cadet m'a dit : « Papa, voilà ! Bonjour les dégâts ! Personnellement, je te respecte toujours. Tu seras toujours mon Papa, mais que ces autorités de l'Etat ou du gouvernement ne viennent pas me faire avaler le contraire : tu as été contaminé. Papa, toi, tu as été contaminé ! » Voilà.

C'est l'Etat français qui a décidé, seul, que des essais se feraient ici en Polynésie, sans consultation populaire et pourtant j'entends dire que la France est un pays des droits de l'homme. Tous les Polynésiens ou personnalités politiques qui ont osé soulever cette question nucléaire, ils ont pratiquement été débarrassés de la scène politique lors des élections suivantes. Débarrassés, ils étaient considérés comme des démons !... parce qu'il y avait tellement de milliards à cette époque-là. Et je voudrais terminer en affirmant que malgré les milliards injectés par la France dans mon pays, je ne dirai pas merci !



Faille sur le platier de Moruroa

YANNICK LOWGREEN

J'ai 54 ans.

Je suis entré au CEA en février 1982. Avant d'être embauché, ils ont fait une enquête puisqu'on travaille sur des sites « secret défense ». Je suis entré comme employé de bureau et j'ai terminé comme technicien après une formation en métropole. J'étais à la section forage. On creusait des puits entre 600 à 1100 mètres, et les plus profonds allaient jusqu'à 1200 mètres. On utilisait le même équipement que pour les forages pétroliers. On faisait d'abord les forages gros diamètres et ensuite, les équipes « engins » venaient déposer l'engin à l'intérieur. Puis nous revenions pour faire le bourrage avec du ciment, du sable, du gravier etc., pour amortir les ondes de choc du tir. Une fois que le tir était fait, les foreurs intervenaient à nouveau pour aller récupérer des échantillons suite à l'essai, dans la zone d'explosion, à 600 ou 700 ou 800 mètres suivant la profondeur du tir. Ce forage se faisait à peu près à une vingtaine de mètres du puits de tir, à voire une centaine de mètres. Auparavant, des contrôles sont faits par le SMSR qui nous donnait l'autorisation de rentrer dans la zone. On a le feu vert à peu près deux trois heures après le tir. Donc on positionne notre matériel, on positionne nos pompes. Ensuite, les équipes travaillaient 24 heures sur 24.

A la sortie du forage, ça crépitait. Il fallait aller très vite pour ne pas chopper de dose.

La première partie du forage, en partie « froide », dure entre une semaine et quinze jours. Ensuite on passe en partie « chaude ». Et les carottes étaient « chaudes », à la sortie ça crépitait dur. Et donc, les gens étaient en tenue. Il fallait aller très vite pour ne



pas chopper de dose. On mettait la carotte dans un château de plomb : c'était un réceptacle ouvert en plomb pour éviter que les radiations sortent une fois que la carotte est à l'intérieur. Quand la carotte arrivait, il fallait entre trente et quarante seconde pour refermer le château de plomb et c'était évacué vers le laboratoire géologique où se faisaient les premiers contrôles.

Pour ce travail, les consignes étaient strictes : pour entrer dans la zone de forage, on passait obligatoirement par des cabines contrôlées par des gens du SMSR. Et on ne peut rentrer sur le chantier que par ces cabines-là. On devait se déshabiller entièrement et on nous donnait des combinaisons pour entrer dans la zone. Chacun a son dosimètre les gens qui vont intervenir sont inscrits sur une liste. Quand on a fini le travail, à la sortie, on se mouchait, on se déshabillait et on leur redonnait tout. Les combinaisons, les bottes, etc., allaient dans un drum spécial. Lors du contrôle de sortie, c'est rare que ça bipe, très rare. On prenait une douche et on repartait.

Je n'ai jamais vu des gens qui n'avaient pas de dosimètre ou qui ne portaient pas de combinaison. Toutes années que j'ai



Moruroa. Personnel de service en 1998
Archives Kehapuia Mahiti

passées là-bas, je n'ai pas eu de problème de santé. Il y a juste eu une fois, après une prise de sang. On en avait pratiquement tous les deux mois. Une fois, ils se sont rendu compte qu'il y avait un problème. On m'a envoyé à l'hôpital Jean-Prince à Tahiti et ils ont analysé ça. Le médecin m'a dit que c'était dû au « mélange » que je suis, un mélange de bretons, un mélange de corses, un mélange de danois, un mélange de polynésiens et donc, quand vous êtes mélangés comme ça, au niveau sanguin, on arrive à trouver ce genre de problème. Mais ils ont dit que ce n'était pas du tout lié au travail que je faisais. Et donc, j'ai repris mon travail, je n'ai pas été classé « inapte ». Il y a deux trois ans de cela, le médecin qui a lu ma prise de sang, m'a dit : « Si j'avais les mêmes résultats que vous avez, je serais vraiment très heureux. » J'ai 4 enfants, mon dernier a 4 ans et mon aînée a 31 ans : ils ont aucun problème de santé.

Je ne connais pas de gens qui ont été vraiment irradiés. Ceux que j'ai revus ont d'autres problèmes, la goutte, le diabète, ... C'est peut-être dû à leur présence sur l'atoll puisque sur Moruroa, parce qu'on mangeait beaucoup. La vie sur l'atoll voilà comment ça se passait. On se levait à 5 heures et demie. Donc on partait à la restauration : on avait du beurre, des croissants, du pain, de la confiture, du fromage, du café, du chocolat et le travail commençait à 6 heures et demie. A 8 heures, tout s'arrête, le site est complètement mort, c'est l'heure du casse-croûte. On avait du gigot, de la viande, des boîtes de pâté, des gros saucissons et du vin en self service. Ensuite, au boulot et à 11 heures, soit les gens allaient manger à la cuisine, ou ils mangeaient le poisson qu'ils avaient pêché. Ensuite, on reprenait le boulot jusqu'à cinq heures. Les activités des sites étaient arrêtées, sauf le forage qui tournait 24 heures sur 24. Quand on allait faire les forages vers Denise ou vers Fuschia, on allait chercher des langoustes, on allait pêcher du poisson - bien sûr

c'était interdit - et on mangeait les langoustes qui étaient très bonnes, elles étaient super. J'en ai mangé des langoustes et j'en ai même ramené à Tahiti, avec des maoa, du poisson, de la viande qui était dans le frigo, parce qu'il y en avait tellement.



Moruroa. Entrée de la zone vie CEA

Alors on récupérait des petites glaciers, on congelait tout ça, on le mettait sur l'avion - les gendarmes savaient ça - et on ramenait le tout à la maison, ça nous faisait faire des économies. Ma grande fille a mangé du poisson de Muru, des langoustes de Muru, ... quand elle avait 8-10 ans.

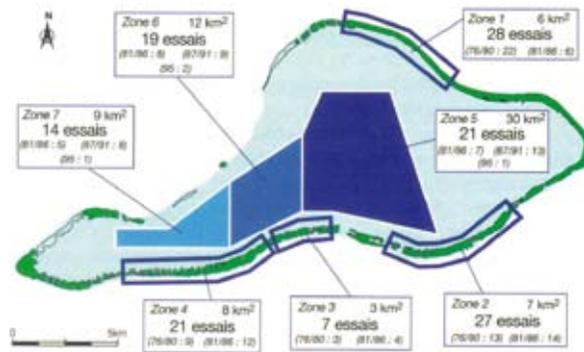
Ces dix dernières années, après que les premières associations se sont montées, tout le monde a commencé à parler, à faire peur à la population. Nous ne nous sommes pas mis tout de suite en association parce que lorsque nous avons quitté le CEA, on a signé un document disant qu'on ne divulguera pas les choses. On a signé un papier. C'est dans la loi française, dans le code civil, et tu es obligé de signer comme quoi tu gardes le secret même si tu es parti. Mais quand on a lu dans les journaux, dans Paris-Match, tout ce que le CEA nous avait dit de ne pas dire, on s'est monté en association.

Je ne suis pas un spécialiste du cancer, de l'ADN et tout ça. Donc pour comprendre, on a aussi rencontré des spécialistes. On a même rencontré M. de Vathaire de l'INSERM : il nous a appris que sur 278 ou 299 personnes qui ont un cancer de



Plateforme de tir sous le lagon - Moruroa

la thyroïde, il lui semble que peut-être, je dis bien peut-être, il n'y a que 2 voire 3 personnes qui auraient un cancer, peut-être, il en est pas sûr, issu des radiations de Moruroa. C'est lui qui nous l'a dit ... On estime à peu près sur 50 000 à 60 000 personnes qui ont travaillé sur les sites et que 2 ou 3 000 personnes ont eu un problème. Donc si on fait le ratio, c'est petit, il n'y a pas eu un marasme dû aux essais nucléaires. Et je ne dis pas que les essais nucléaires sont propres. Toutes les précautions étaient prises. Mais par contre, pour les maladies, il ne



Zonage officiel Moruroa

faut pas tout mettre sur le compte des essais nucléaires. Il faut regarder ce qui s'est passé. Si les essais nucléaires n'avaient pas eu lieu en Polynésie française, on ne serait pas dans la situation où nous sommes aujourd'hui, nous n'aurions pas un mode de vie comme aujourd'hui, nous n'aurions pas évolué. Le seul problème, c'est ce que nos politiciens ont fait avec l'argent, la manne qu'ils ont touché du CEP, ils ont fait n'importe quoi. Il y a une autre chose néfaste : les essais nucléaires n'ont pas profité aux Polynésiens qui ont travaillé

sur place, ce sont les métropolitains venus de France qui en ont profité. Pourquoi je dis ça ? Une secrétaire - deux ans d'ancienneté au CEA - qui était sous mes ordres, arrivant à Moruroa, elle touchait un million de francs pacifique par mois. Et moi, avec mes 60 heures, je touchais 180 000 francs par mois ! Et je ne parle pas du reste : ils arrivaient à l'aéroport, ils étaient couronnés, on leur donnait une clé de chambre à l'hôtel et une clé de bagnole. Ensuite, ils arrivaient à Muru, la première des choses qu'ils faisaient, c'est d'aller à la caisse. Ils allaient y toucher 80 % de la prime qu'ils devaient toucher sur le site pendant leur séjour. La prime pour un petit salarié était de 10 000 francs par jour de présence en plus du salaire. Et c'était en 82 ! Ensuite, ils allaient directement à la poste et ça repartait en métropole. Et nous on touchait 500 francs par jour comme prime d'éloignement.

Et donc, c'est pour ça que notre lutte à nous, c'est aussi pour certains qui sont devenus des cas sociaux. Ils ont peut-être gagné des sous, mais quand vous écoutez les chansons tahitiennes que « pendant que Papa est à Moruroa, Maman est au Kikiriri en train de danser » ... Certains sont restés à Muru, et lorsqu'ils sont redescendus à Tahiti, ils n'avaient plus rien sur leur compte, ils avaient plus rien à la maison, leur femme était partie et ils se sont retrouvés des cas sociaux.

Mais globalement, le CEP a fait marcher le pays. Bien sûr, tout n'était pas parfait en ces 30 ans de nucléaire. Il y a eu des problèmes, mais ça n'a pas apporté que du mal. Cela a apporté aussi du bien : si on a une université, si on a aujourd'hui des écoles qui ont été construites, c'est un peu grâce à ça. Et c'est un peu tout ça qu'on laisse à la génération à venir.

MICHEL ARAKINO

Je m'appelle Tanemaruata Arakino. Je suis né sur l'atoll de Reao, le 9 décembre 1960.

De 1960 à 1968, j'ai vécu à Reao les débuts de l'ère du CEP et l'installation des zones météo. Je me souviens du mouvement qu'il y avait sur notre atoll, c'était tout nouveau pour nous. C'est vrai, à cet âge, c'était de l'amusement toutes ces nouveautés. Pour les enfants de mon âge, c'était merveilleux pendant la période des tirs, on allait dans des maisons gonflées à l'air pour nous protéger des retombées. Et après, on allait sur les gros navires qui étaient au large avec Papa qui était « potini » : il surfait sur les vagues avec les grosses baleinières. C'était bien parce qu'on avait distribution de bonbons quand on nous faisait des contrôles médicaux. On nous faisait des vaccins et celui qui ne pleurait pas, il avait beaucoup plus de bonbons. Alors on serrait les dents, même si les larmes coulaient. Des médecins nous contrôlaient et puis les marins étaient contents de voir d'autres personnes. Dans les années 68, le corps médical de l'armée faisait le contrôle de tous les habitants de notre atoll : tout le monde était embarqué sur les bateaux pour faire la visite médicale complète. Et pour nous les enfants, ce qui était intéressant, c'est d'embarquer sur un gros bateau et de voir toutes ces personnes d'une autre couleur que la nôtre, qui étaient gentils avec nous. Aujourd'hui, c'est important de garder en mémoire ces contrôles médicaux. On est là pour confirmer. Ainsi le CEP, je l'ai connu depuis mon enfance et pas seulement à partir du moment où j'ai travaillé à Moruroa.

Les médecins militaires faisaient le contrôle de tous les habitants de notre atoll. On allait au large sur les gros navires.

Puis, Papa est allé sur l'atoll de Hao d'où il était originaire pour travailler au CEP. Son premier travail, c'était de nettoyer les Vautour qui traversaient les nuages nucléaires après les tirs. Ensuite, nous sommes allés à Tahiti vers la fin des années 1970 et je suis parti en métropole pour le service militaire vers 1980. A mon retour, j'ai été recruté au sein du SMCB qui était un service qui faisait les contrôles et les relevés des retombées de la radioactivité sur la Polynésie. J'ai appris le métier de plongeur et plongeur je suis resté jusqu'à aujourd'hui. Au SMCB pour faire les contrôles biologiques sur des prélèvements effectués autour des zones et sur les zones des tirs. On recherchait les effets des retombées de la radioactivité sur tout ce qui était végétal, les plantes, les arbres et puis sur tout

ce qui pouvait être transmis par la terre, dans les racines, dans le tronc, dans les feuillages et même dans les fruits. La Légion étrangère avait récupéré de la terre à Terme Sud sur l'atoll de Fangataufa et avait ramené cette terre contaminée à Moruroa où on faisait un petit jardin. Ce jardin se situait à côté du blockhaus de Denise, côté mer. Des scientifiques faisaient le suivi des traces de radioactivité dans le sol. Nous n'avions aucun équipement spécial et d'après nos responsables, il n'y avait aucun risque. Nous avons fait des récoltes de pastèques, de melons, de patates douces, de concombres. Les scientifiques récupéraient ces légumes, mais nous n'avons pas reçu les résultats. Ils nous disaient « C'est bon ! » Et parce qu'ils disaient ça, des fois nous avons mangé des légumes qu'ils

n'avaient pas pris. Pourtant, c'était que les militaires ne touchaient à rien. Ils ne venaient pas au jardin. C'était toujours nous, les Polynésiens, qui faisons ces travaux.

Ensuite comme plongeur on faisait un peu de tout. On récoltait aussi bien des échantillons terrestres que de l'eau ou du plancton parce que c'était la première espèce vivante qui était exposée aux effets de la radioactivité après les tirs. On prélevait aussi toutes les espèces marines : tortues, holothuries, etc. et les sédiments. On faisait beaucoup de prélèvements autour des puits, avant, après et pendant un certain temps jusqu'à la clôture de la zone de Moruroa, pour mesurer les effets de la radioactivité.

Les plongeurs contrôlaient les fuites des essais souterrains sur les « tulipes », ces couvercles qui étaient posés sur les têtes de puits d'où sortaient les câbles qui rejoignaient les appareils de mesure. Il y avait des fuites au niveau des câbles, mais pour les scientifiques, c'était minime. Pourtant, quand on sortait de l'eau, on était nettoyés deux ou trois fois. Mais je tiens à dire qu'elles n'étaient pas minimales : il y avait des fuites mesurables dans une zone de plus de 500 mètres de diamètre autour de la tulipe. On allait sur ces « zones chaudes » parce que c'est là qu'on pouvait savoir le niveau exact des fuites, ce qui permet-



Abri « tortue » de Reao. 1966 - Photo Daniel Bax

taut à la DIRCEN de choisir l'emplacement des tirs suivants. Quand Cousteau est venu sur l'atoll de Moruroa ce ne fut pas facile. Nos missions consistaient à faire les mêmes prélèvements que M. Cousteau pour faire la comparaison des résultats. On allait aussi travailler sur les atolls « périphériques » où les résultats étaient bien évidemment, comment dire, divisés ou soustraits pour montrer l'absence de contamination de ces zones-là. Or certains scientifiques disaient que des atolls avaient subi des retombées, notamment Tureia, Tematangi, Reao et l'île de Mangareva. Je confirme également qu'à Hao, ce n'est pas anodin. C'est donc justifié aujourd'hui de demander la clarté sur l'atoll de Hao.

Ma mémoire a été réveillée lors de la création de Moruroa e tatou à Paofai. Moi, j'étais venu pour écouter, et pour renseigner mes chefs sur ce qui se disait et surtout pour rentrer dans le lard au Dr Sue Roff par rapport aux essais nucléaires. J'étais sur le premier rang et je regardais cette dame nous expliquer les effets de la radioactivité. Je me suis rendu compte que ce qu'elle disait me concernait directement. C'est là que j'ai pris conscience de la gravité de l'héritage que j'allais laisser à mes enfants, car il faut

le dire : j'ai été contrôlé positif. C'est à partir de ce moment que j'ai commencé à poser des questions auprès des autorités. En guise de réponse, ils sont devenus agressifs ! Comment dire ? Ils n'étaient plus des copains. Ils disaient : « Mais Michel, on t'a soigné, c'est bon, il y a plus rien, tout est redevenu normal, c'est résorbé ! » J'ai quand même des doutes et je ne peux pas, en tant que père laisser cet héritage à mes enfants.

Le combat que j'ai mené en entrant dans Moruroa e tatou n'a pas été facile. Cette décision m'a coûté très cher ; ça m'a coûté aussi d'être renié par mon parti politique, le Tahoeraa, parce que j'avais osé demander au sénateur Flosse de soutenir la démarche de Moruroa e tatou. Et puis, aujourd'hui quand je le vois en train de dire « Et oui, on m'a menti ! », ça me fait un peu rire. Mais le combat que je mène aujourd'hui n'est pas pour moi, mais pour les futurs polynésiens.

Aujourd'hui, des suivis médicaux doivent être continués et les démarches de Moruroa e tatou auprès des réseaux internationaux sont importantes à maintenir. Moruroa e tatou ne peut plus être seul dans ce combat qui devient le combat de tout le monde. Le combat est aussi bien politique, scientifique, social, économique et pour la mémoire. Il est important

Les retombées

Les 46 essais aériens qui explosèrent au-dessus des atolls de Moruroa et Fangataufa entre 1966 et 1974 ont provoqué des retombées radioactives sur toutes les îles de la Polynésie et bien au-delà. Depuis 2006, les documents publics officiels du ministère de la défense reconnaissent plus de 200 retombées réparties sur les cinq archipels polynésiens, principalement sur les îles ou atolls où se trouvaient des stations de surveillance radiologique.

Les taux de radioactivité de l'air, de l'eau de boisson, des produits alimentaires, du lait, des poissons et crustacés étaient mesurés par les stations de surveillance pendant les campagnes de tirs. Ces données étaient publiées dans les rapports annuels envoyés à l'organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la radioactivité mondiale (UNSCEAR).

Les chiffres sont éloquentes. En 1971, la salade récoltée à Nuku Hiva – à 900 km de Moruroa – montrait une contamination près de 10 000 fois plus élevée que la salade récoltée dans la même île des Marquises aujourd'hui. Entre le 11 et le 20 juillet 1974, les habitants de Papeete – à 1400 km de Moruroa – ont respiré un air 35 000 fois plus contaminé que leurs concitoyens de Montlhéry en région parisienne ! Aujourd'hui encore, un mérou pêché dans le lagon de Tahiti contient deux fois plus de césium-137 qu'un poisson pêché au large de l'île Longue en Bretagne, près de la base des sous-marins nucléaires.



Moruroa. Tulipe - Photo Thalassa

que la génération future puisse prendre conscience des dégâts que la France a faits sur nos îles. Nos jeunes doivent s'orienter vers des métiers scientifiques pour défendre les intérêts de notre pays face à tous ces scientifiques qui ne cessent de minimiser les retombées. Notre combat, c'est celui-là.

SERVICE DE SANTÉ DES ARMÉES		Labo de B.S.L. RANCE	
FICHE D'EXAMEN "SPECTROGRAPHIE GAMMA HUMAINE"			
Nom	T		♂
Prénoms	T		
Date de naissance	14.01.1955	Lieu	REAO - P.F.
Grade	Polynésien	Unité	REAO
Emploi tenu			
Poids	42 kg	Taille	
EXAMEN N° 267		préparé le 16 Avril 1968	
par le Méd. Capitaine PERLES		à B.S.L. RANCE	
Temps de passage	10 minutes	Motif de l'examen : SA	
Nombre de Sondes	3	Ambiance ; P	
Ordonnées		Résultat pondéré : 28	
Abcisses de	0 MEV à 2 MEV	Indice de tri : 2.1	
Nombre total de coups	12.060	BdeF/mn : 1.390	
RÉSULTAT GLOBAL & DÉCISION MÉDICO-MILITAIRE			
Fiche d'examen en spectrométrie d'un enfant de 13 ans de Reao.			

CHANTAL AVIU

Mon nom est Madame Aviu Chantal, née Tetua. Je suis âgée de 60 ans.

Mon époux, Teriitaria Aviu, était docker. Pour la construction des sites, avant les essais nucléaires, il allait sur Moruroa pour décharger les bateaux. Les dockers étaient à la disposition du CEP, en fonction des besoins pour le déchargement des bateaux qui se présentaient à Moruroa. Le CEP fait une demande au port autonome et le port autonome demande à la compagnie Cowan : « Nous voulons tant de dockers pour partir travailler à Moruroa ». C'était comme ça leur contrat. Il a été docker à partir de 1959.

Par la suite, il y a eu les tirs, avec les risques ... Ils n'étaient pas présents là-bas au moment du tir aérien parce que les dockers vont à Moruroa pour décharger et après le déchargement, ils reviennent. Il n'y a que les militaires qui restent là-bas, mais les dockers y allaient souvent : c'était à tour de rôle. Ils déchargeaient les bateaux, ou rechargeaient des bateaux avec des trucs qui avaient servi pour les tirs. Le CEP devait ramener ça je ne sais où. Au début, ils avaient des contrats d'un mois, et bien plus tard, ils y allaient pendant une semaine. Dès que le bateau est terminé, ils reviennent de Moruroa. Ils prennent la Caravelle, ils reviennent à Tahiti. Et puis c'était un autre groupe qui faisait le voyage suivant parce qu'il fallait contenter tout le monde. C'était bien payé. Pour ça, il n'y a pas de reproches. Ils sont allés travailler là-bas, mais quand ils revenaient, ils étaient bien payés. Ils n'ont pas pensé aux conséquences. On ne leur a rien dit. Ils ne savent pas. Eux, s'ils vont là-bas, c'est pour l'argent.

Il ne fallait pas en parler. C'était tabou. Je parlais de la mort de mon mari uniquement avec ma famille.



Sur tout ça, je vais vous dire quelque chose de personnel, pour moi-même, pour le peuple maohi. Les personnes politiques qui étaient à l'époque et qui ont signé l'accord pour que la France vienne mettre leurs essais nucléaires chez nous, ils sont d'ailleurs presque tous décédés. Ces personnages étaient, à l'époque, assoiffés des milliards proposés par l'Etat français. Et par la suite, comme mon mari docker allait là-bas sans penser à quoi que ce soit, qu'est-ce qu'ils pouvaient avoir : ils n'ont pas pensé au reste ! Eh bien, moi, je veux dire que les Polynésiens ont été aveuglés par la proposition du CEP et du CEA, par tous ces milliards ... Parce que si on avait su que c'était comme ça, je crois qu'il n'y en aurait pas beaucoup qui seraient allés là-bas. Ils auraient dit : « Non, non, non, on n'y va pas parce que c'est dangereux ! » Mais on a été bien piégés par le CEP et le CEA. Nous avons été piégés. Moi je dis que c'est un piège. Parce que tout ce monde qui est parti sur le site pour travailler, je parle des dockers et je ne parle pas des autres qui partaient pour une autre société, ils sont tous morts !

Une fois, mon mari était là-bas – ce n'était pas du temps des tirs aériens – il se trouvait sur les quais, ils avaient une pause casse-croûte. Il n'était pas tout seul, il était avec d'autres copains, quoi. C'est ce jour-là qu'il avait eu peur. Et quand il est revenu, il m'a dit « Dommage, on a besoin de l'argent. Mais Moruroa m'a fait peur. » Il était sur le quai, il y a eu le tir et on leur a pas donné la protection, de masque ... non. Ils étaient comme ça. A Moruroa, il a cru qu'il n'allait plus nous revoir parce que quand le tir a été fait sous la mer, Moruroa s'est détaché de son socle ... et puis ça a tremblé au moins cinq dix minutes comme ça ... et eux dessus. Il ne voulait plus travailler ... travailler si, mais sur le quai à Papeete, mais il ne voulait plus aller là-bas. Mais comme du côté finances, il était obligé de continuer. Parce qu'il y a quand même une différence : travailler là-bas un mois, t'as la paie de six mois, tout en étant docker. Tu fais là-bas deux semaines, tu as la paie de

trois mois. C'est ça, c'était avantageux pour eux ... mais sans penser aux conséquences.

Sa maladie s'est déclarée au mois d'avril, au début du mois d'avril 1988 et là, en peu de temps, il a été évasané en France. En l'espace de 4-5 jours, on m'appelle pour me dire qu'il est décédé. Il n'y a pas d'explication : il est mort, il est mort. On vous ramène votre mari. Mort à l'âge de 51 ans. J'ai eu juste sa pension de reversion. C'est tout. Les allocations pour les enfants, c'est tout. Mais pas de complément ... non, rien de plus ! Je remercie ma mère qui a vécu un peu longtemps, elle m'aidait. Plusieurs fois, je l'appelais : « Maman, tu peux pas m'aider un peu ? » Heureusement, il y avait ma maman qui était là, qui me dépannait un peu en argent, de temps en temps.

Il ne fallait pas en parler, c'était tabou. C'était pas bien. Il fallait pas. Mais moi, je parlais de la maladie de mon mari, sa mort, des problèmes que j'ai eus, uniquement avec ma famille : ma mère, mes sœurs, c'est tout. Mais jamais en dehors, pas avec les amis, non ! Ca ne les intéressait pas. Ils disaient : « Mais tu parles pour rien dire ! Fais attention là ! » C'était vraiment

le secret. Tu parlais de ça : ça y est, t'es visée, ah oui ! « Mais qu'est-ce qu'elle raconte ? Elle raconte n'importe quoi ! » Non, les gens ne voyaient pas comme maintenant. Les gens avant, c'était chacun pour soi, Dieu pour tous. Ils vont jamais venir me demander : « Alors, et ton mari ? » Non, il n'y avait pas des attentions comme ça ... Je parlais de la maladie de mon mari uniquement avec ma mère, avec ma sœur qui était infirmière, en famille, mais en dehors, c'était tabou, il fallait pas !

Il a été contaminé. Qu'on arrête de dire des mensonges. On veut savoir la vérité. C'est trop tard, le mur se brise, le silence se brise. D'après ce que j'entends un peu dans la télé, aux nouvelles ... Dans les autres nations : l'Amérique reconnaît, l'Angleterre et les autres pays reconnaissent que c'est vraiment dangereux cette bombe. Mais pourquoi pas l'Etat français, pourquoi ? La bombe atomique française, elle est comme toutes les autres bombes ... elle tue, elle rend infirmes les enfants, elle nous donne des maladies, des cancers, voilà ! Comme les autres nations qui ont leur bombe atomique et qui, eux, ont reconnu qu'elle tue ... Pourtant, ils ont eu de la chance d'avoir la Polynésie française, les Français, pour eux, seuls !

Les veuves

Des femmes, des mères de famille, ont vécu dans le drame les conséquences des essais nucléaires. Elles sont nombreuses à avoir perdu - souvent très tôt - leurs maris ou leurs compagnons qui avaient travaillé sur les sites d'essais nucléaires. La plupart ont dû élever seules leurs enfants. Le vécu de ces veuves comme en témoigne Mme Aviu est d'autant plus poignant qu'elles ont souvent gardé le silence et qu'elles ont été oubliées par les employeurs, par les hommes politiques et même par leur entourage.

Elles sont plusieurs centaines à s'être inscrites et à s'inscrire encore aujourd'hui dans les listes de Moruroa e tatou. Lors du premier procès des victimes des essais nucléaires à Papeete, en 2009, les veuves étaient cinq sur les huit dossiers engagés. Bien qu'entourées de leurs enfants, on doit admirer le courage personnel de ces femmes, pour la plupart simples mères au foyer, qui ont décidé d'affronter la justice. S'ajoutant à leur douleur, elles ont dû affronter les propos méprisants et mensongers des défenseurs du CEP réfutant toute responsabilité de l'Etat dans la maladie et toutes les souffrances subies par leurs maris et l'ensemble de la famille. La loi d'indemnisation des victimes des essais nucléaires, votée en 2010, devait rendre justice à ces veuves. Hélas, la plupart d'entre elles ont reçu un nouveau refus signé du ministre de la défense : « le risque attribuable aux essais dans la survenance de la maladie dont votre mari était atteint peut être considéré comme négligeable. » De nouveau, les veuves devront faire appel de telles décisions ignominieuses devant les tribunaux.

EMILIENNE LARGETEAU

Je m'appelle Largeteau Emilienne, nom de jeune fille Tatarata, j'ai 53 ans et je suis femme de ménage.

Mon époux a travaillé sur les sites nucléaires depuis 1976 jusqu'à 1986. Pendant la période où il était à Moruroa, il travaillait comme manœuvre pour ramasser les poissons morts après les tirs nucléaires. Ils n'avaient pas de protection, ils travaillaient à mains nues et par la suite il a commencé à avoir des problèmes de peau et d'autres problèmes de santé. Nous avons eu 5 enfants dont un, le plus jeune, qui était atteint d'une maladie dont on ne sait toujours pas le nom. Depuis sa naissance, il a été suivi à Paris et jusqu'à maintenant, il est toujours suivi médicalement. Il est né avec une malformation ano-rectale, mais il a aussi un problème rénal donc il est suivi à Paris. Pour le moment, on le traite également pour la vessie, et là, on en est qu'à chaque année une nouvelle maladie se déclare. Il a un aussi un problème au niveau du dos - la moelle épinière se rétrécit - et il est devenu paraplégique à l'âge de 17 ans.

Pour les causes de tout ça, on ne nous a rien dit. J'ai essayé de discuter avec les médecins pour savoir la cause réelle de sa maladie mais ils m'ont dit qu'ils ne savent toujours pas d'où vient cette maladie. Effectivement ils n'ont pas trouvé de nom, ils ont juste inventé un nom pour qu'il ait réellement un nom pour sa maladie. Alors mon fils a inventé un nom disant que sa maladie s'appelle

Depuis sa naissance, mon fils est atteint d'une maladie dont on ne sait toujours pas le nom. C'est la maladie du nucléaire.

« le nucléaire », la « maladie du nucléaire » parce qu'il a été touché par son père. C'est pour ça qu'il a donné ce nom-là.



Les médecins ont dit qu'il ne faut pas dire ça. Il ne faut pas dire que ça vient du nucléaire parce que c'est une maladie normale. J'ai répondu que ce n'est pas une maladie normale, parce que si, chaque année de plus, cela dégénère, cela ne s'appelle pas une maladie normale.

Mon fils, Pierre-Emile, est né en 1986 à la clinique Cardella à Papeete. Une heure après, l'armée était venue pour le récupérer et le faire évacuer en Nouvelle-Zélande. Mais malheureusement l'enfant était déjà transféré à l'hôpital territorial de Mamao et les médecins de Mamao ont refusé de rendre l'enfant pour qu'il parte en Nouvelle-Zélande. Alors, vu le refus de Mamao, l'armée qui devait normalement s'occuper de tous les frais et de l'hébergement des parents, a laissé tomber, ils ne s'en sont plus occupés.

Pierre-Emile a été évacué plusieurs fois depuis 1986, l'année de sa naissance, jusqu'à 2009. En 86, c'est la première fois que je voyageais. C'est aussi la première fois que j'allais à Paris et j'ai dû beaucoup me débrouiller en arrivant là-bas, parce qu'on ne nous avait pas expliqué en arrivant à Paris comment ça allait se dérouler. On nous avait juste dit : « Dès que vous arrivez à l'aéroport, on vous récupère pour vous envoyer à votre foyer et l'enfant à l'hôpital ». Arrivés là-bas, on a déposé l'enfant à l'hôpital et moi, on m'a déposé au Rosier Rouge. Le lendemain, il fallait que je me débrouille pour aller à l'hôpital et je ne sais pas par où commencer. Heureusement que j'avais une copine qui se trouvait sur place, c'est elle qui m'a guidée pour prendre le métro car je ne savais pas où ça se trouvait. On m'avait dit que le métro, ça se trouvait dans le sol et moi je cherchais sur la route où se trouvait l'entrée. Je cherchais comme une taupe cherche son trou ! Puis à l'entrée du métro, elle m'a expliqué comment ça se passait et je suis allée. C'est comme ça que j'ai commencé depuis le début.

Pendant trois jours, j'ai circulé un peu partout, mais j'avais un peu peur parce que l'hôpital se trouvait très éloigné du métro ainsi que le foyer. Il fallait faire 800 mètres pour prendre le métro... Arrivée à la sortie pour se rendre jusqu'à l'hôpital, il faut encore cavalier sur la route malgré le froid, et j'étais un peu perdue, mais je me suis quand même bien adaptée. J'ai pris mon courage à deux mains et j'ai foncé pour voir mon fils. Même si je devais arriver à 5 h du matin, je courrais sur la route. On me prenait toujours pour une folle parce que j'étais en train de courir. J'avais peur de voir des gens à côté de moi, car on nous disait toujours que Paris « c'est très dangereux » quand on voit des gens traîner ! Alors on courait, je courais en sortant de l'hôpital, je courais attraper le métro. Petit à

petit je me suis adaptée : je pouvais prendre le bus, le métro, le RER, le train, jamais perdue, comme une Parisienne... parce que les Français là-bas, ils sont perdus : ils nous demandaient leur chemin, où se trouvait la tour Eiffel, où trouver les hôpitaux, alors nous on servait de guide (rires) !

L'année passée – 2009 - en évacuation, nous étions à Saint-Antoine. On est resté 4 mois à cause de son problème d'infection. Mais nous n'avons pas terminé les soins, on nous a ramenés à Tahiti. D'après le professeur qui devait nous suivre à Paris, nous devons rester six mois à Paris et nous devons rentrer en février, mais on nous a abrégé le séjour. C'est la CPS (Caisse de Prévoyance Sociale) qui nous a fait rapatrier



avant la fin des soins. Il semblerait que c'est parce qu'on nous a vus à la télé. On nous a interviewé au Sénat où nous étions invités pour la discussion de la loi Morin. Suite à ça, on nous a renvoyés parce qu'on nous a vus à la télé. Pour moi, ce n'est pas interdit d'être vus à la télé. D'ailleurs, ce n'est pas la première fois qu'on nous a vus à la télé. On est passé souvent à la télé. On a fait des films sur Pierre-Emile, mais là, ils ont trouvé que ce n'était pas normal qu'on doive être à la télé au Sénat. C'est pour ça qu'on a été renvoyés. Nous sommes revenus de Paris sans le dossier médical, sans la feuille de soins et lorsqu'on est arrivés à Tahiti, on a eu aussi un problème parce que les médecins ne s'attendaient pas à nous voir si tôt. Ils avaient reçu le certificat médical disant qu'on devait rester



Le Rosier rouge

jusqu'en février pour terminer les soins. Mais là à leur tour les médecins étaient étonnés de nous voir là.

Pendant toutes les évacuations, nous avons fait beaucoup d'hôpitaux. Nous étions à Sartrouville en banlieue parisienne et puis après nous sommes revenus sur Paris. Ensuite, on était à Saint Vincent de Paul, on était aussi à Necker et on a fait une rééducation à Saint-Maurice et des examens à Cochin, au Krémelin-Bicêtre. On a fait un peu presque tous les hôpitaux de Paris !

Quand je partais, je laissais les enfants avec la famille ici à Tahiti. Je partais là-bas. Je me soutiens avec l'aide de mon fils. Il a été un bon soutien, mon fils, malgré sa maladie : il sait aussi soutenir les personnes qui sont à côté de lui. Il n'y a pas eu besoin de soutien par d'autres. Nous avons eu quand même le soutien de l'association Atou turiana qui venait encourager les personnes qui accompagnent les malades aussi bien que les malades. On ne nous dit toujours rien. Mais on se bat aussi pour être reconnu au niveau de cette maladie. Ensuite, mon fils



Pierre-Emile Portrait - Photo MHV. Villierme

pense qu'il doit être indemnisé pour sa maladie. Il faut qu'ils reconnaissent que sa maladie vient de là. Pierre-Emile dit : « Connaître le nom de sa maladie, ça changerait beaucoup. Moi, quand j'étais petit, j'ai trouvé une maladie, c'est la maladie du nucléaire, tout simplement : il n'y a pas d'autre nom plus juste. »

HEIAVA LENOIR

Bonjour, Je suis Heiava Lenoir. Je suis la secrétaire de Moruroa e tatou. Je suis chargée d'accueillir les personnes qui viennent s'informer auprès de l'association, et de les aider à constituer leurs dossiers.

L'association Moruroa e tatou a été créée en 2001, notamment par John Doom, l'actuel coordinateur et par le Pasteur Taarii Maraea, aujourd'hui Président de l'Eglise Protestante Maohi. Les fondateurs de l'association ont toujours rappelé que les essais nucléaires n'étaient pas propres ! Aujourd'hui, nous comptons plus de 4000 adhérents et le but de l'association est aussi d'informer la population de ce qui s'est passé pendant la période des essais nucléaires. Les adhérents de l'association sont essentiellement des anciens travailleurs de Moruroa et la plupart sont Polynésiens, il y a aussi les veuves qui ont perdu leur mari. Mon rôle dans l'association, c'est d'abord de les accueillir, de les informer de l'aide que l'association peut leur apporter et de constituer leurs dossiers médicaux. Ces dossiers

sont la clé de notre combat car ils peuvent permettre de prouver qu'ils ont bien mis les pieds sur les atolls de Moruroa, de Hao ou de Fangataufa au temps des essais nucléaires. Et moi, je les aide à faire les courriers de demande des dossiers médicaux

de la période où ils travaillaient à Moruroa. Il faut écrire à divers endroits à Paris ou ailleurs, car toutes les archives du CEP sont aujourd'hui en France. Nous demandons aussi leur relevé de cotisations sociales qui se trouve à la Caisse de Prévoyance Sociale : cela permet d'avoir des preuves qu'ils ont

Les enfants ne connaissent presque rien des essais nucléaires. Alors ils disent « Papa a un peu perdu la tête ! »

bien travaillé sur les sites nucléaires. La plupart des adhérents ne savent pas tout ça parce qu'ils ont un problème de langage. Ils ne connaissent pas trop le français et ils ont besoin qu'on les aide, qu'on les aiguille pour récupérer tous ces papiers. Ce n'est pas facile parce que la plupart des adhérents habitent assez loin du bureau de l'association, à Tahiti, mais aussi dans les îles éloignées. Donc je les aide à préparer leur demande de dossier médical parce que la loi Kouchner leur permet de récupérer leur dossier qui se trouve en France.

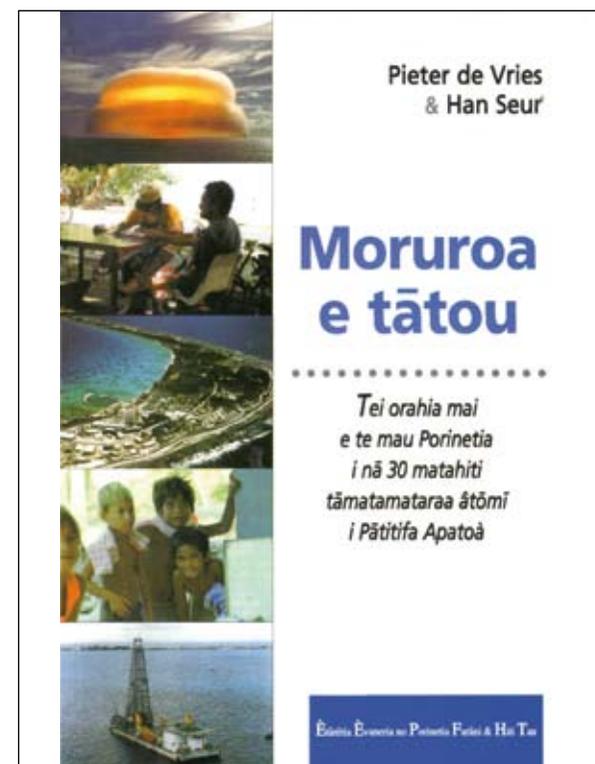
Parmi les personnes qui viennent me voir, il y en a qui reçoivent un gros dossier. Ils sont bien contents, même s'ils ne savent pas ce qu'il y a dedans : ils sont contents parce

qu'ils ont reçu leur dossier. Certains disent : « Ca y est, mon dossier est arrivé, donc l'association pourra faire quelque chose pour moi ». Mais parfois, ils s'arrêtent là et on a plus de nouvelles d'eux alors qu'il faut souvent d'autres papiers. Ce n'est pas bien ! Pour d'autres, quand ils reçoivent leur dossier, ils ne sont pas contents du tout ! « Non, ça ne va pas, j'ai travaillé tant d'années » ... et ils poursuivent en tahitien ... « J'ai travaillé tant d'années mais pourquoi je ne reçois que ce petit dossier ! » Et voilà, comme je le remarque souvent, les services des armées qui archivent les dossiers retirent des années, je crois que c'est comme ça, mais je n'en suis pas certaine. Mais, c'est un fait, il y a des années qui manquent ... Quand on explique ça aux anciens travailleurs, ils se mettent

en colère. Et quand ils parlent comme ça, on continue la discussion en tahitien. Moi, je leur dis qu'il faut être patient, qu'on va y arriver petit à petit. Mais c'est difficile de parler à une personne qui est âgée et malade. Comment leur expliquer qu'on ne pourra rien faire avant que le dossier arrive au bout ... Il arrive parfois que je reçoive des personnes, des veuves des victimes des essais nucléaires, qui reviennent deux ou trois mois après avoir fait la demande de dossier médical. Ils m'apportent l'enveloppe sans l'avoir ouverte parce que tout simplement il y a marqué « secret » sur l'enveloppe, « secret défense ». Et moi, je suis gênée, je leur dis : « Pourquoi vous n'avez pas ouvert votre enveloppe ? et ils répondent : « Parce que c'est marqué secret défense ». Alors, je leur demande



Les anciens travailleurs de Moruroa avec leur avocat Ph. Neuffer devant le tribunal 1^{er} décembre 2008



l'autorisation : « Je peux ouvrir l'enveloppe ? » et ils disent « Oui ». Et ensemble, nous découvrons ce qu'il y a à l'intérieur de l'enveloppe. Parfois peu après la demande de dossiers médicaux, on reçoit une réponse rapidement pour dire si le dossier de l'ancien travailleur est bien dans les archives du CEP ou dans celles du CEA ou s'il n'est pas chez eux. C'est juste un simple courrier d'une page et on découvre cela ensemble. Et je dois leur expliquer encore : « Voilà. Il va falloir à nouveau attendre pour obtenir le dossier ».

Le désir de la plupart des adhérents, c'est que l'on reconnaisse que leurs maladies viennent de Moruroa, des essais nucléaires. Mais bon, hélas, ce n'est pas vraiment le cas pour tout le monde : on ne peut pas affirmer que ça vient vraiment de là-bas. Disons que pour 60 % des adhérents qui viennent ici au bureau, ils demandent qu'on reconnaisse leur maladie, et pour les 40 % restant, c'est plus pour être indemnisés. Il y a même des anciens travailleurs qui viennent au bureau avec leur famille. L'ancien travailleur s'exprime, et à côté de lui, il y a soit la fille, soit la femme, enfin la famille qui disent en tahitien : « Ah, Papa a perdu un peu la tête. C'est ce qui lui fait dire un peu n'importe quoi ! » Mais quand on écoute parler les anciens travailleurs, quand je les écoute, je dis à sa famille qu'il dit la vérité et qu'il n'a pas perdu la tête. En fait,

la famille n'est pas du tout au courant de ce qui s'est passé et ne sait pas grand' chose des essais nucléaires. Tout ce qu'ils ont vu, comme ils disent : « A l'époque, mon papa gagnait bien ... et moi je ne m'occupais de rien. » Ca arrive. Alors, je discute avec la famille de ceci, de cela ... j'explique que la loi Morin est une reconnaissance de certaines maladies. Quand ils commencent à comprendre la loi, alors ils me demandent : « Quand est-ce que mon papa va être payé puisqu'il est malade aujourd'hui ? » Je réponds : « Le but de l'association ce n'est pas vraiment que ton papa soit payé. C'est un des buts, mais le but principal c'est que sa maladie soit reconnue par l'Etat. » Alors parfois, ils ne sont pas contents : « Il faut payer ! » Parfois, je les ramène à la réalité : « Ecoute, ton papa il a travaillé. C'est toi-même qui me l'as dit. Il a bien été payé et tu ne manquais de rien ! Et nous, l'association, on est là pour aider. Nous sommes au début d'un long combat. » Mais c'est dur de leur faire comprendre ça ... Parfois, quand ils viennent, ils sont en colère ! Il faut être très patient pour les accueillir. La plupart sont des personnes âgées. Il y en a même qui arrivent au bureau très malades ... Je pense que ce n'est pas uniquement l'argent qui les motive, je ne pense pas. Ils viennent chercher des réponses et parfois je suis incapable de leur répondre. Ils savent que les essais nucléaires ce n'était pas une bonne chose ... Même si à l'époque, on ne leur disait



Assemblée générale de Moruroa e tatou. 2002

de ne rien dire et de garder le secret : ils ont vu des choses qui se sont passées là-bas qui n'étaient pas bien et aujourd'hui, ils ont envie de dénoncer ça.

Je crois que si les démarches et les procédures traînent en longueur comme c'est le cas, c'est pour éliminer ... pour que ces personnes ne soient plus vivantes le jour où leur dossier sera vraiment complet. Je veux dire à la génération qui arrive que les essais nucléaires n'étaient pas propres, ce n'était pas bien du tout pour nous. Il faut qu'ils en prennent conscience et qu'ils bougent. D'abord il faut que l'histoire des essais nucléaires fasse partie de l'éducation à l'école, qu'on parle des essais nucléaires non pas dans un petit paragraphe de 4 lignes comme c'est le cas dans les livres scolaires de mes enfants. Il faut qu'on fasse une place aux essais nucléaires dans l'histoire de la Polynésie française. Les jeunes doivent être bien informés des conséquences des essais dans notre pays et il faut se bouger, que ça ne soit plus tabou dans les familles. Ce n'est pas seulement une question d'argent, c'est une question de santé, de bien-être, surtout pour ceux qui ont travaillé là-bas. Il faut que la France reconnaisse que les essais nucléaires, ce n'était pas bien de venir les faire ici, ni ailleurs non plus.

Moruroa e tatou

En 1996, une enquête auprès de plus de sept cents anciens travailleurs de Moruroa a été réalisée à l'initiative de l'ONG Hiti Tau et de l'Eglise Evangélique de Polynésie Française. Il en est ressorti un livre « Moruroa et nous » (Moruroa e tatou en reo maohi) traduit en plusieurs langues et une préoccupation principale : le suivi de l'état de santé des anciens travailleurs et de leurs enfants. Le 4 juillet 2001, à Papeete, l'association Moruroa e tatou était créée. Elle regroupe aujourd'hui plus de 4500 membres, anciens travailleurs de Moruroa ou leurs veuves qui, hélas, sont de plus en plus nombreuses.

Moruroa e tatou est de tous les combats pour faire reconnaître, devant le Parlement national et les tribunaux, les droits des victimes des essais nucléaires face à la mauvaise foi et à l'intransigeance de la France. En Polynésie, l'association ne cesse d'interpeller les dirigeants du Pays sur la gravité des conséquences sanitaires, environnementales, économiques, et culturelles des essais nucléaires sur le peuple maohi. Ce message est aujourd'hui largement partagé par les élus et la population.

Moruroa e tatou dispose d'un site internet : www.moruroaetatou.com

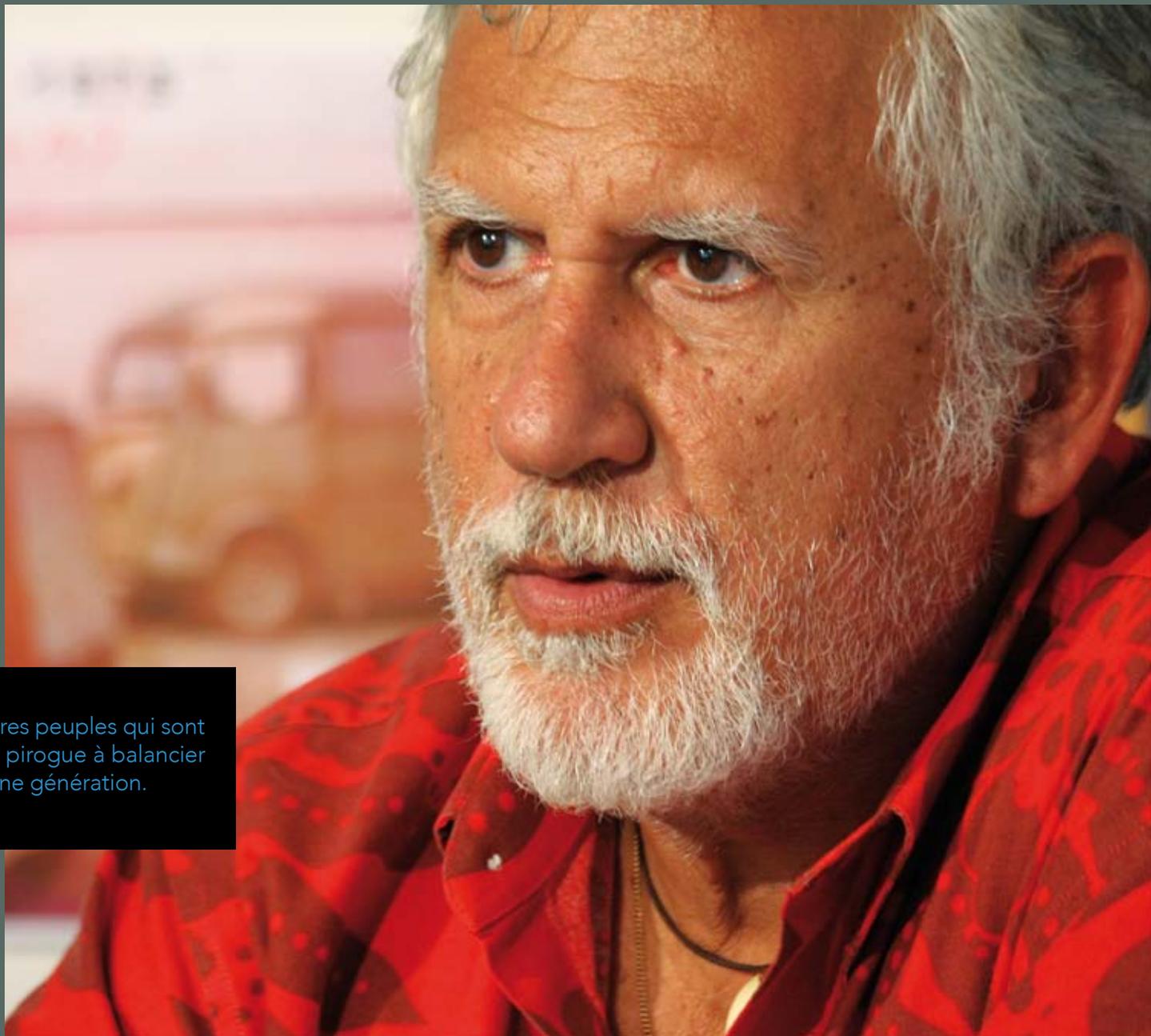
HIRO TEFAARERE

Tefaarere Hirohiti, citoyen de la Polynésie.

Je suis parti en France faire mon service militaire et en revenant au Pays, j'ai travaillé à Moruroa plus de 2 mois. Mon boulot consistait à faire le pointage de tous les salariés des entreprises sous-traitantes du CEA et du CEP en activité sur les sites. Par la suite, je suis devenu inspecteur de la Police nationale, à la Direction des Renseignements généraux. Et donc, j'ai accompagné à maintes reprises les ministres qui venaient ici en service. Avec mon chef de service de l'époque, nous sommes allés à Moruroa lors du fameux incident de 1979 où la bombinette n'a pas pété à la profondeur voulue, ce qui a provoqué un raz-de-marée : il y a eu mort d'hommes.

A cette époque, j'ai commencé mon combat syndical à la police. « A tia i mua » - qui veut dire « Debout et en avant » - était associée à la CFDT, et allait devenir le principal syndicat du Pays et surtout à Moruroa. Les mouvements sociaux ont commencé à Moruroa en 1982, en 1985 ... En 1986, on a fait « Moruroa île morte » par solidarité avec les travailleurs de Tahiti qui réclamaient la gestion paritaire de la CPS, la Caisse de prestations sociales. Et ce sont les 2000 camarades de Moruroa qui ont bloqué Moruroa. Ils ont été expulsés et sont venus prêter main forte à ceux de Tahiti. C'est ça qui nous a permis d'obtenir gain de cause pour la gestion paritaire de la CPS et ainsi, quelques années plus tard, je me suis retrouvé président de la CPS. Vous me direz : « Mais quel lien ? ». Il y avait un lien énorme puisque je voulais savoir pourquoi, chaque

Nous sommes ces rares peuples qui sont passés de l'ère de la pirogue à balancier à l'ère nucléaire en une génération.



année, les miens, mes proches, évacués sanitaires revenaient dans ... une caisse.

A Moruroa, l'apartheid existait. Il y avait sur place plusieurs catégories sociales : les ingénieurs du CEA, les officiers de l'Armée, les travailleurs du CEA et de l'Etat affectés en Polynésie et ceux des entreprises sous-traitantes qui travaillaient pour le CEP et le CEA. Toutes ces catégories étaient réparties en zones géographiques. Pendant plusieurs années, tous les travailleurs des entreprises sous-traitantes n'ont pas été déclarés à la CPS. Ici, le monde politique se foutait de cette situation ! Précaires, s'ils ouvraient leur gueule, ils prenaient l'avion et rentraient à Tahiti. Voilà pourquoi je m'étais promis de mettre un terme à ces problèmes de discrimination. Et donc, je sensibilisais A tia i mua et la CFDT en France et à travers la CFDT, le gouvernement de la République. Et on a commencé donc à secouer le cocotier et nous battre pour un statut des sites nucléaires. Au départ, l'Etat, le CEA et le CEP, nous ont laissé faire parce qu'ils ne pensaient pas un seul instant qu'on allait réussir. Mais lorsqu'il y a eu le mouvement social de 1987, là ils ont commencé à avoir peur. Ils se sont rendus compte que l'organisation A tia i mua était suffisamment costaud pour mettre en péril toute la stratégie de l'Etat.

Et nous avons continué ce travail, d'information, de formation de nos cadres, à Moruroa et ici, mais également d'information du large public. En 1988, nous avons répondu à l'appel de l'Eglise Evangélique, des principaux partis politiques à l'époque opposés au nucléaire, de créer le premier collectif antinucléaire Te rei hau – Le ciel en paix -. En effet, quand on faisait le bilan humain, les principaux leaders de A tia i mua de Moruroa disparaissaient ... Je vais vous donner l'exemple de Roland Epetahui : son nom, nous l'avons donné à une salle de réunion de A tia i mua. Roland travaillait à EPPV qui faisait

du sablage au lendemain des explosions nucléaires. C'étaient les premiers qui allaient décaper les points de tir. Un jeudi, il vient nous voir, pour nous dire qu'il était très mal. Quand il mangeait, il avait des démangeaisons et il vomissait en permanence. Je lui dis « Mais va voir un toubib ! » Il me dit « Non, notre toubib là-bas a dit que c'était rien ! » Je lui dis : « Va voir un toubib ! » Le vendredi, j'appelle son patron pour le prévenir. Le patron avait réussi à le mettre à l'avion pour la France ce vendredi soir. Dimanche, je vois son patron à Pirae : « Vous avez des nouvelles de Roland ? » Il me dit : « Il est mort. » Voilà ! Et Roland est parti comme ça ... avec une concubine, un enfant à charge. Heureusement que le patron de Roland a régularisé la situation. On est en 1989 et EPPV a été la pre-

mière entreprise à régulariser les situations abusives de tous les travailleurs qui n'étaient pas déclarés depuis des années. Il n'y avait pas de suivi médical à Moruroa. Seuls les travailleurs du CEA ou du CEP étaient suivis. Mais pour les entreprises sous-traitantes, les visites médicales étaient bâclées : « A E I O U Terminé ! C'est bon ! Vous partez. » Mais dès que vous ouvrez votre gueule à Moruroa, vous prenez l'avion ! Tous les Polynésiens qui avaient des postes à responsabilité au CEP et au CEA, ils se la bouclaient. Tous.

En 1989, A tia i mua a commencé à faire des actions fortes, musclées. On n'a même pas parlé de ça, mais des bâtiments ont flambé à Moruroa ! En 1992, alors que nous participions



Roland Epetahui sur son lit d'hôpital

au congrès de la CFDT à Paris, grande surprise, le président François Mitterrand, prend la décision de suspendre les essais nucléaires. Quel soulagement pour nous ! Et aussitôt, vont déboucher, non seulement le Pacte de progrès, mais surtout la mise sur place de notre première grande victoire sociale et syndicale : la mise en place de la protection sociale généralisée. C'était un geste fort en faveur des familles de ceux et celles qui nous avaient quittés à Moruroa.

Malheureusement en France, changement politique ! M. Chirac succède à M. Mitterrand : c'est le choix démocratique des Français. Il prend comme première décision de refaire péter les bombinettes après un arrêt de plus de trois ans. Bien sûr, A tia i mua a repris contact avec les partis politiques de l'époque : le Tavini, le Ia Mana, ce qui restait du Here Aia, les Eglises, notamment l'Eglise protestante, les associations Hiti Tau, les associations de défense de l'environnement, Piango, les femmes pour la paix avec Marie-Thérèse Danielsson. On a recréé un nouveau collectif Te ihitai no te Hau – la Flottille de la paix -. Cette fois-là les manifestations à Tahiti étaient d'ampleur. On a réussi entre



Andrea de Balmann

juin et septembre 1995, à faire la démonstration à l'Etat que tout un peuple ne voulait plus de ces explosions nucléaires. Mais deux hommes au pouvoir régentaient tout : en France le grand frère Chirac, en Polynésie, le petit frère Gaston. Alors nous avons été, par la force des choses, obligés de déposer un préavis de grève générale avec plusieurs revendications mais dont deux parlaient de Moruroa : la nécessité et l'urgence de faire la lumière et la vérité sur les conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires à Moruroa. Malheureusement pour nous, il n'y a jamais eu de négociations entre l'Etat, le Pays et nous. Nous sommes partis en grève générale en septembre 95 et le jour de l'explosion de la première bombe nucléaire depuis la décision de reprise des essais, le 5-6 septembre 95 ... eh bien, le Pays a pété. Avec les miens, nous avons fait de la prison, c'est des choses qu'on n'oublie pas, qui marquent un homme, qui marquent une famille. On a continué l'action, mais sur un terrain politique.

En février 1999, nos amis français organisaient le premier colloque à l'Assemblée nationale. En plein hiver ! Cela faisait des années que je n'étais plus retourné en France. C'est là-bas qu'on a repris le fil du combat, avec le soutien incontournable de l'Eglise protestante, de créer le collectif Moruroa e tatou, avec l'équipe actuelle qui était là dès le début : Roland Oldham, John Doom, Ralph Teinaore, les responsables de l'Eglise Evangélique et Bruno Barrillot. Et moi, j'ai utilisé et usé de mes fonctions politiques pour être porte-parole de Moruroa e tatou, ici à l'Assemblée et aux niveaux régional, national et international.

Aujourd'hui, qu'est-ce qu'on peut dire de ce long combat : l'Etat qui nous disait que ses essais étaient propres, reconnaît grâce aux actions répétées de l'Aven, de Moruroa e tatou, de nos amis de partout dans le monde, que ces essais n'étaient pas si inoffensifs que ça. Mais il y a encore du chemin à parcourir. Quand est-ce que l'Etat comprendra que ce pays n'est pas la France. Ce pays, c'est un peuple, c'est une civilisation et non pas des populations. Ce pays a le droit d'exister en toute liberté comme les autres pays au monde. La décision prise par le Général de Gaulle de nous imposer ses expériences chez nous a tué ce peuple. Nous faisons partie de ces rares peuples au monde qui sont passés de l'ère de la pirogue à balancier à l'ère du nucléaire et du computer en une génération. Le Polynésien n'osait plus se lever et dire « Ca suffit ! » Nos parents disaient : « Il faut que nos enfants réussissent à l'école. Il faut qu'on trouve un job. Il y a le CEP et le CEA qui sont là ad vitam aeternam, on ne va pas s'inquiéter, on va vendre nos terres, construire des maisons, des immeubles ... » Voilà comment on est passé du paradis sur terre à l'enfer nucléaire ! Que vont devenir ces résidus atomiques qui sont dans le ventre de ma mère nourricière ? Grande question ! D'où l'intérêt de continuer le combat au niveau environnemental.

J'ai là le portrait de ma Mamée, Andréa de Balmann Tourneux, première polynésienne à être docteur qui a été une grande dame. Je lui disais : « Mais Mamée, pourquoi tu rinces tes légumes, tes fruits ? » Vingt-quatre heures ! Je ne sais pas si ça avait un effet. Mais elle me disait : « Mon fils, je suis médecin. Je sais que durant la période des tirs aériens, nos îles ont été contaminées, ont reçu plusieurs doses radioactives et la moindre des précautions c'est de laver nos légumes et nos fruits à l'eau au moins 24 heures. » Elle a vécu longtemps.

CHARLES TETARIA

Je m'appelle Charles Tetaria. Je suis médecin chef au centre hospitalier de Taaone maintenant. Je suis médecin chef du centre de transfusion.

Depuis mon retour de métropole, j'ai d'abord exercé un travail de médecin urgentiste avant d'aller à l'Institut Malardé parce que je voulais me destiner à la recherche. Je suis reparti à l'Institut Pasteur pour faire des études en biologie et au retour, l'Institut ne pouvant m'embaucher, je suis parti dans le privé. A ce moment-là, le président Flosse est venu me solliciter pour faire partie de son équipe du Conseil de gouvernement. J'ai donc été ministre de 1982 à 1984 pour retourner ensuite dans un laboratoire privé et revenir dans le public en 1991. Depuis cette date, j'exerce le métier de médecin biologiste au Centre de transfusion sanguine jusqu'à maintenant.

A l'époque tout ce qui touchait l'armée et tout ce qui touchait au nucléaire, on n'en parlait pas. Le Haut-Commissaire nous

opposait une sorte de secret d'Etat et du coup, les seules affaires que traitait le Conseil de gouvernement étaient les affaires du Pays. En conséquence, il n'y avait aucune discussion à notre niveau concernant le nucléaire. S'il y avait

quoi que ce soit qui se passait à Moruroa et à Fangataufa, les soins étaient réglés de là-bas, directement à l'hôpital militaire Jean-Prince de Papeete et, le cas échéant, en France. Lors de mon séjour aux urgences, je n'ai jamais eu à traiter ou à m'occuper de personnes qui avaient un problème en rapport

A l'époque, la santé publique était aux mains des militaires. A l'hôpital Mamao, les chefs de service étaient des militaires.

avec Moruroa. Même s'il y avait des évacuations sanitaires (Evasan), les personnes parlaient de Moruroa et ce n'est même pas nous qui en avions la charge, parce que j'étais aux urgences. L'armée allait chercher les malades ou les blessés à Moruroa et Fangataufa, pour les transporter directement à Jean-Prince. S'il faut les évacuer en France, ils étaient évacués en France par l'Armée. Donc pour nous, c'était le calme plat de ce côté-là ! Ce processus était bien programmé à l'avance pour que tout se passe sans que la population soit inquiétée, sans que la population soit avertie... Et c'est tout ! Ce qui intéressait l'Etat, c'était de faire ses essais nucléaires, sans que cela perturbe la population...

Le système de santé polynésien, à notre niveau de médecins, tant à l'hôpital civil qu'au niveau de la Direction de la santé se résumait ainsi : la Direction de la santé, le Directeur de la santé, c'était un médecin militaire ; à l'époque, le directeur de l'hôpital civil de Mamao, c'était encore un médecin militaire. Presque tous les chefs de service de l'hôpital de Mamao étaient des militaires. Il y avait bien quelques médecins polynésiens comme le Dr Van Fat, le Dr Laudon ou moi-même, mais nous étions de simples médecins exécutants. Ce qui est sûr, par contre, c'est que toutes les Tuamotu étaient visitées par des médecins et uniquement des médecins militaires. Donc, ils prenaient en charge les malades civils des Tuamotu sur place, dans leur milieu, pour les soigner. Encore une fois,

les malades polynésiens des Tuamotu ne venaient pas chez nous. Soit ils étaient traités là-bas, soit, s'il y avait un problème, l'Armée les évacuait à l'hôpital militaire Jean-Prince. Peut-être, suis-je naïf, mais je pense que l'idée des militaires, c'était d'inquiéter le moins possible la population et c'est pour cela que tout a été organisé pour que les Paumotu soient bien soignés. Ce fut à tel point que, lorsque les militaires se sont retirés, il n'y avait plus de médecins militaires dans les Tuamotu et les Paumotu n'ont eu de cesse de réclamer des médecins. Jusqu'à maintenant, et pour un peu, ils regrettent l'époque des militaires parce qu'ils se rappellent qu'à cette époque-là, tout était pris en charge par l'armée comme dans la presque totalité de la Polynésie. Donc, ils n'avaient pas d'inquiétude à avoir : même la moindre diarrhée était traitée sur place par les militaires. Ils n'avaient même plus besoin de venir à Tahiti : tout était pris en charge par les militaires. A tel point qu'à Hao, il y avait un hôpital qui était flambant neuf. Il a été remis quasiment neuf au Pays en 2000, et comme nous n'avons pas pu mettre de médecins, cet hôpital est tombé en décrépitude.

Pourtant, nous avons des échos, des gens qui disent qu'un tel est mort à cause de la bombe atomique. Mais nous les médecins, nous n'avions que ces échos, il était impossible de faire la preuve si vraiment c'était dû aux effets de la bombe. Voilà, c'était comme ça ! Il y a eu le témoignage de M^{me} Danielsson



Centre hospitalier territorial de Mamao

– je crois même que c’est pour sa fille – qui disait qu’elle était morte de la suite des essais nucléaires. C’était peut-être vrai, mais nous ne pouvions pas en faire la preuve puisque nous n’avions même pas accès à ces malades.

Je pense que la véritable prise de conscience des méfaits des essais nucléaires ici, c’est lorsque Jacques Chirac a annoncé qu’il allait recommencer les essais que Mitterrand avait justement décidé d’arrêter. C’est à ce moment que nos leaders syndicalistes ont engagé le mouvement de contestation des essais nucléaires. Il y a eu des manifestations en ville. La deuxième prise de conscience, c’est à partir du changement politique de 2004 : ça a été net et les gens ont commencé à en parler. Auparavant, nous avions quand même un gouvernement qui maintenait la pression, disant que tout est parfait dans le meilleur des mondes et que « la bombe atomique, c’est rien du tout, c’est pas grand-chose » ! C’est donc seulement depuis le changement politique que les consciences se sont réveillées et que les gens commencent à en parler. Il est vrai que les médias, notamment français, insistaient sur les méfaits des essais nucléaires en Polynésie. Il y a eu peut-être aussi, l’avènement d’internet qui a fait

que plus rien ne se passe dans le monde sans qu’on soit au courant. Je pense qu’il faut saluer les médias français qui venaient ici à chaque fois et dénonçaient les méfaits des essais en Polynésie. Mais ce qui était écrit en France n’était pas repris par la presse d’ici, sauf depuis peu. Mais à l’époque, c’est vrai, c’est plutôt par le biais des médias français et étranger qu’on était un peu mieux au courant de ce qui se passait.

Si on avait pris conscience du fait nucléaire, je pense qu’on aurait dû très vite de mettre en place un service de santé, un service médical de surveillance de tous ces travailleurs. Et cela, nous ne l’avons jamais fait. Je regrette que cela ait été mis en place seulement tout dernièrement car tous ceux qui auraient eu besoin d’être suivis, je crois qu’ils sont déjà partis ! Donc, aujourd’hui, on suit encore les quelques retardataires, mais les véritables malades, à mon avis, sont déjà partis. Donc, le suivi qui se fait actuellement, ça n’apporte plus rien du tout. Lorsque je suis revenu au gouvernement, avec Bruno (Barrillot), lors d’une réunion du Coscen, nous nous étions interrogés sur la mise en place d’un médecin militaire pour le suivi de nos malades polynésiens. Cela donnait l’impression qu’on revivait des situations antérieures. Je pense que le Pays

aurait dû faire en sorte que ce ne soit pas un militaire qui soit nommé à ce poste là mais que ce soit un médecin civil. Un médecin civil serait peut-être plus objectif dans ses investigations qu’un médecin militaire. Du moins le doute est permis. Même longtemps après la fin des essais, voir encore un militaire suivre nos malades... là je pense que le Pays a mal joué.



BD « Au nom de la bombe » Drandov-Alarcon

Santé

Depuis un siècle, les dangers de la radioactivité sont une certitude, comme l’écrit Jean-Philippe Desbordes : « *Au lendemain de la première guerre mondiale, c’est-à-dire vingt ans à peine après la découverte de la radioactivité naturelle, la communauté scientifique et médicale disposait d’éléments suffisants pour considérer la nocivité de l’accumulation des doses de rayonnement comme un fait solidement établi.* » (Atomic Park)

A la fin des années 1950, des lauréats du prix Nobel et la communauté scientifique internationale se sont élevés avec vigueur contre des essais nucléaires atmosphériques qui allaient mettre en cause la survie de l’humanité. Ces protestations ont abouti au premier traité d’interdiction des essais nucléaires dans l’atmosphère en 1963.

En 1966, le généticien français Jean Rostand accusait les « auteurs » d’essais nucléaires de perpétrer « un crime vivant qui s’entretient de lui-même ». Quarante ans plus tard, en 2006, le Comité scientifique des Nations unies pour l’étude des effets des rayonnements ionisants (UNSCEAR) confirmait en publiant une synthèse de la recherche sur les conséquences sanitaires des radiations. Pour cet organisme internationalement reconnu, les effets des radiations se mesurent non seulement en nombre de cancers, mais aussi de pathologies cardio-vasculaires et allergiques mais aussi dans leur transmission génétique. Les scientifiques disposent aujourd’hui d’un recul suffisant pour constater les effets sanitaires des radiations sur les enfants et petits-enfants des personnes atteintes par les radiations.



Hôpital Jean Prince Papeete

JEAN-MARC REGNAULT

Jean-Marc Regnault. Je suis en Polynésie depuis 26 ans. J'ai une formation d'historien et je suis venu ici pour préparer la création de l'université du Pacifique et mon travail d'enseignant chercheur m'a amené à faire des recherches notamment sur les essais nucléaires.

Il est évident que les essais nucléaires sont un élément majeur de l'histoire contemporaine de la Polynésie. Comme historien, il était intéressant de regarder comment la France a décidé d'installer ses essais et de voir comment les hommes politiques locaux, les dirigeants, etc., avaient vécu la chose. On avait très peu d'archives. Bien sûr, j'avais quelques idées sur les essais nucléaires et ce qu'ils représentaient – mais j'en ignorais les ressorts essentiels. La principale difficulté pour un historien était de sortir des mythes et des propagandes pour ou contre les essais nucléaires.

La première chose qui m'a intéressé était de voir comment la France a pu implanter ses essais ici. Quelles étaient les résistances et comment finalement les hommes politiques avaient relativement bien accepté ? J'ai donc travaillé sur les archives locales essentiellement et dans un second temps, j'ai essayé d'avoir des informations de l'armée. J'ai obtenu des dérogations pour consulter les archives du CEP et de la DIRCEN. Lorsque j'ai expliqué le sens de ma démarche, j'ai plutôt rencontré une oreille attentive, car du côté de l'armée, ils étaient assez désireux qu'on élimine un certain nombre de mythes. Je n'ai pas eu toutes les dérogations, notamment un dossier qui

La Polynésie n'est peut-être pas le meilleur endroit pour faire des essais, mais politiquement, c'était plus facile.



n'est toujours pas consultable malgré mes demandes réitérées. C'est un dossier qui s'intitule : « L'implantation du CEP. 1957-1964 ». Toutes ces archives m'ont permis de voir comment la France avait peu à peu décidé.

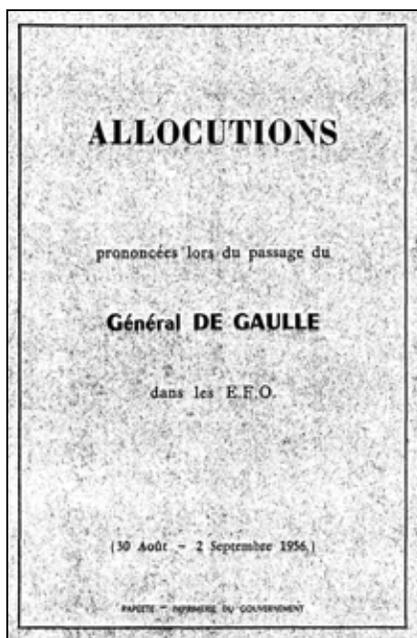
En 1958, le député de la Polynésie Pouvanaa a Oopa était en même temps vice-président du gouvernement. Il a été arrêté, mis en prison, jugé et emprisonné en métropole puis interdit de séjour. C'était en 1958 et l'implantation du CEP s'est faite en 1963. Je voulais savoir si l'éviction de Pouvanaa de la vie politique était liée aux essais nucléaires. Il y a des documents que j'aurais bien aimé avoir mais j'ai toujours des refus. Les premiers ont été motivés par le « secret défense » et la dignité de certaines personnes toujours vivantes. Pour moi cela sonne comme un aveu, c'est-à-dire qu'un certain nombre de personnes, toujours

vivantes, ont été parties prenantes d'un complot pour que le CEP puisse s'installer en relative tranquillité. Et certains documents montrent clairement que le CEP a acheté quelques responsables politiques.

Voilà donc un monsieur qui est arrêté sous le prétexte étonnant d'avoir voulu mettre le feu à la ville de Papeete. Donc, il est mis en prison, jugé, condamné. Quel lien pouvait-il exister entre son arrestation et cette volonté de la France de faire des essais nucléaires ? Donc j'ai cherché des documents. Il y avait d'abord le témoignage du général Ailleret. Le général qui avait été chargé fin 56, début 57, de répondre à une question du gouvernement « Où pourrait-on faire des essais nucléaires ? » Après l'affaire de

Suez, les gouvernements français prennent conscience que sans l'arme nucléaire, ils ne sont rien et que si on veut restaurer la grandeur de la France, il faut pouvoir répondre par la dissuasion. Le général Ailleret a publié ses mémoires où il explique qu'« il y a deux endroits au monde où la France peut faire des essais, c'est aux Tuamotu ou en Algérie. » Et il ajoute « Aux Tuamotu, c'est impossible actuellement, il n'y a pas d'aéroport en Polynésie et les avions n'ont pas un champ d'action pour aller jusque-là, de toutes façons, même s'il y a un aéroport ». Enfin, il constate que c'est en Algérie qu'on doit les faire « au moins tant qu'on ne va pas procéder à des essais thermonucléaires ».

Une autre question se posait sur Tahiti : est-il possible de créer



un aéroport sur l'île de Tahiti ? A ceux qui le souhaitent on opposait la réponse suivante : « Non, ça coûte trop cher. On n'a pas les moyens. De toute façon, pourquoi faire ? C'est isolé ! etc. » Donc, c'était impossible. Or fin janvier, début février 57, le général Nivet dépose son rapport et en avril ou mai, une réunion interministérielle débloque le problème de l'aéroport avec énormément d'argent et des moyens considérables. Officiellement, il est construit pour le tourisme. Mais il n'y a pas dix mille touristes, à l'époque pour venir en Polynésie. Donc il y avait manifestement une autre idée derrière. Au début de l'année 58, le général Ailleret attire l'attention du gouvernement français sur le fait qu'on perdra l'Algérie et qu'on va avoir des problèmes diplomatiques avec les pays africains voisins. Et, alors que le gouvernement fran-



Pouvanaa a Oopa

çais avait décidé de faire des essais en Algérie, il dit qu'il faut envisager autre chose. Il suggère plusieurs endroits dans les Hautes-Alpes, ou en Corse éventuellement et il ajoute « ou selon une étude déjà faite, en outre-mer ». Donc, c'est clair, il relance déjà la Polynésie. Et d'autres archives montrent que, dès 1958, des ingénieurs commencent à travailler en Polynésie pour chercher des endroits où l'on pourrait assez facilement faire des essais nucléaires. On s'aperçoit donc que la France a bien compris que, même avant l'arrivée du général de Gaulle, qu'un jour on aurait besoin de la Polynésie. Lorsque le général de Gaulle revient au pouvoir, il a deux objectifs : la stabilité politique et la grandeur de la France. Et le nucléaire devient la priorité des priorités. Quatre ou cinq semaines après son retour, il prend la décision de confirmer que les essais devront avoir lieu impérativement en janvier ou février 1960. Le général de Gaulle est bien conscient que l'Algérie est perdue. Donc, il faut envisager autre chose. Alors la Polynésie, n'est peut-être pas le meilleur endroit pour faire des essais, mais politiquement, c'était plus facile. Le général de Gaulle ne voulait pas entendre parler d'essais en Nouvelle-Calédonie : « Avec les Calédoniens on ne sait jamais », disait-il. Il était persuadé qu'un jour ou l'autre la Calédonie se séparerait de la France mais surtout, c'était trop près de l'Australie. L'idée du général de Gaulle, c'était la Polynésie, malgré les problèmes de distance. Nous connaissons la phrase du général : « L'intendance suivra ! » C'est là que cela posera le moins de problèmes. De plus, comme les Américains ont tiré dans la région, on ne pourra pas accuser la France de le faire. Il est donc clair qu'il faut « dégager le terrain ». Or le député Pouvanaa a Oopa était un nationaliste, partisan de l'indépendance de la Polynésie ou en tout cas, d'une séparation d'avec la France et compte tenu du caractère religieux de son parti politique, il était tout à fait exclu qu'il puisse accepter un jour qu'on fasse une arme nucléaire dans son pays. Le personnage

était devenu dangereux, même s'il n'a appris l'implantation des essais comme tout le monde en 1963.

En 1956, le général de Gaulle lors de son périple dans le Pacifique, avait bien senti qu'il y a un monde du Pacifique et que, dans le Pacifique, on ne laisserait pas faire les essais facilement. Mais si les Polynésiens acceptaient le centre d'essais, diplomatiquement, ce serait plus facile. Mais le général, ne voulait pas le faire par la force. Néanmoins, dès la fin 1958, il fait supprimer le statut d'autonomie organisé par la loi Defferre. Désormais, les responsables politiques du pays n'auront plus les moyens d'empêcher l'implantation du CEP. Et cela tombe bien parce que la Polynésie est en train de faire face à des problèmes incommensurables : une hausse démographique extraordinaire et des ressources - la nacre, le coprah, le phosphate - en train de s'effondrer. Donc, les responsables politiques polynésiens sont bien conscients que si la métropole ne vient pas en aide, la Polynésie court à la catastrophe.

Tout concourt donc pour qu'on prenne conscience ici de la misère à venir, ce qui éclaire la phrase du général de Gaulle : « Les Polynésiens sont gentils, il ne faudra pas regarder à l'argent. » Ce qui peut s'interpréter de différentes façons : soit, il va leur faire un cadeau, ou alors, c'est que il sait très bien qu'on pourra facilement les acheter. Dès 1958, en même temps qu'on a arrêté Pouvanaa, l'armée a mis en place des cellules d'action psychologique pour que les Polynésiens ne regrettent pas Pouvanaa et pour que tout milite en faveur de liens très forts avec la France. Alors le gouverneur, l'armée, la radio, la presse : tout se met en place pour montrer que le temps de Pouvanaa est fini. On a pu truquer le procès de Pouvanaa et on a pu acheter un certain nombre d'hommes politiques lorsque le général de Gaulle se décide enfin à prévenir les Polynésiens : « Voilà, je vais installer chez vous un centre d'essais nucléaires », qu'il présente comme un cadeau : « Vous n'aurez plus de problèmes d'argent ! ».

Les hommes politiques sont un peu subjugués. Il y a bien quelques oppositions de façade, mais ce sont longtemps des oppositions de façade. C'est-à-dire que, même ceux qui protestent, sont en train en même temps d'investir pour louer des maisons aux militaires ou lancer des affaires et bénéficier de la manne qui est en train de se déverser. Il a fallu l'énergie d'un homme, Henri Bouvier, arrivé ici à l'âge de 20 ans en 1932, pour faire comprendre que les essais étaient dangereux et qu'il fallait s'y opposer. Mais quand enfin une partie de la classe politique s'oppose aux essais, il est trop tard, la chose est faite. On ne peut pas revenir en arrière, l'argent se déverse à flots et ceux qui s'opposent, s'opposent dans le désert. Ceux qui auraient pu vraiment s'opposer étaient les pasteurs protestants mais ils étaient conscients que s'ils remuent un peu trop, ils n'auront pas la liberté spirituelle qu'ils attendent.

Donc, sauf quelques cas isolés, leur protestation sera pendant un moment assez feutrée. De plus, la France interdit toute velléité d'autonomie et à chaque fois que des hommes politiques ont tenté de reprendre l'idée d'autonomie, ils ont été balayés par l'Etat, et on les a fait taire de différentes façons. La presse de l'époque était très pro-française, pro-nucléaire jusqu'à peu. Les choses ont commencé à se débloquer progressivement lorsque Giscard d'Estaing s'est rendu compte qu'avec les essais souterrains, la contestation serait peut-être un peu moins dangereuse. D'autre part, Giscard d'Estaing craignait pour sa réélection en 1981 et cherchait des voix outre-mer. Or, en 1974, les voix étaient allées à Mitterrand. Donc, curieusement, Giscard d'Estaing s'intéresse aux autonomistes et passe un accord avec les autonomistes pour qu'ils acceptent de mettre en sourdine leurs revendications antinucléaires. Ainsi, les choses commencèrent à se débloquer en 1977, quand ce n'était plus le gouverneur qui était à la solde de l'Etat, mais le gouvernement local qui ne s'opposait plus véritablement ni à la France, ni aux essais. Et ce fut encore mieux lorsqu'ils ont trouvé Gaston Flosse, en 1982, qui arrive au pouvoir. Gaston Flosse fut le seul avec son parti, à protéger le CEP ; donc, pour le ministre socialiste Charles Hernu, le prix à payer pour la tranquillité du CEP est de soutenir Gaston Flosse. Ce dernier a été effectivement l'homme qui a permis les essais. Lui-même d'ailleurs le reconnaît implicitement quand il dit qu'il a été trompé par la France et qu'on lui a fait croire que c'était sans danger !

Cette période des essais nucléaires a bouleversé la vie de la Polynésie avec des conséquences qui persistent aujourd'hui. L'argent s'est déversé, et du coup, ce n'était pas la peine de se casser la tête. Pourquoi développer le tourisme puisqu'on avait quand même de l'argent ? On pouvait embaucher du personnel dans la fonction publique, on pouvait redistribuer l'argent ... donc, il n'y a pas lieu de trop s'inquiéter. Le résultat, c'est que la Polynésie reste fondamentalement sous-développée au point de vue de l'activité. Plus grave, la richesse de la Polynésie est la cause de sa pauvreté d'aujourd'hui. Les salaires et les prix sont si élevés qu'on ne peut rien exporter aujourd'hui sérieusement. Le tourisme est difficile à exploiter parce que non seulement le voyage est cher, mais que sur place tout est cher aussi. Aujourd'hui, on entend beaucoup le patronat se plaindre, mais il ne faut pas oublier que le patronat, pendant des années et des années, a été à la solde du parti de Gaston Flosse et on ne réussissait des affaires que si on était bien avec le pouvoir. Un homme d'affaires qui n'était pas bien avec le pouvoir, il était coulé. Donc, on a créé des habitudes et la vie politique est encore aujourd'hui complètement perturbée par ces habitudes d'acheter les gens, de changer de camp, de ne penser qu'à soi-même, à son île, à sa propre clientèle. Un industriel m'a dit un jour : « Ce n'est pas très glorieux, l'argent qu'on a gagné. Mais on l'a gagné quand même ! » Un monsieur pour lequel j'avais beaucoup d'estime et d'admiration, avait suivi mes travaux, notamment sur Pouvanaa a Oopa, m'a sorti cette phrase extraordinaire : « Vous savez, Monsieur Regnault, on a été très dur envers Pouvanaa. Mais si Pouvanaa était resté au pays, on n'aurait jamais pu faire les affaires que nous avons faites ... et vous, Monsieur Regnault, ne seriez jamais venu en Polynésie ! »



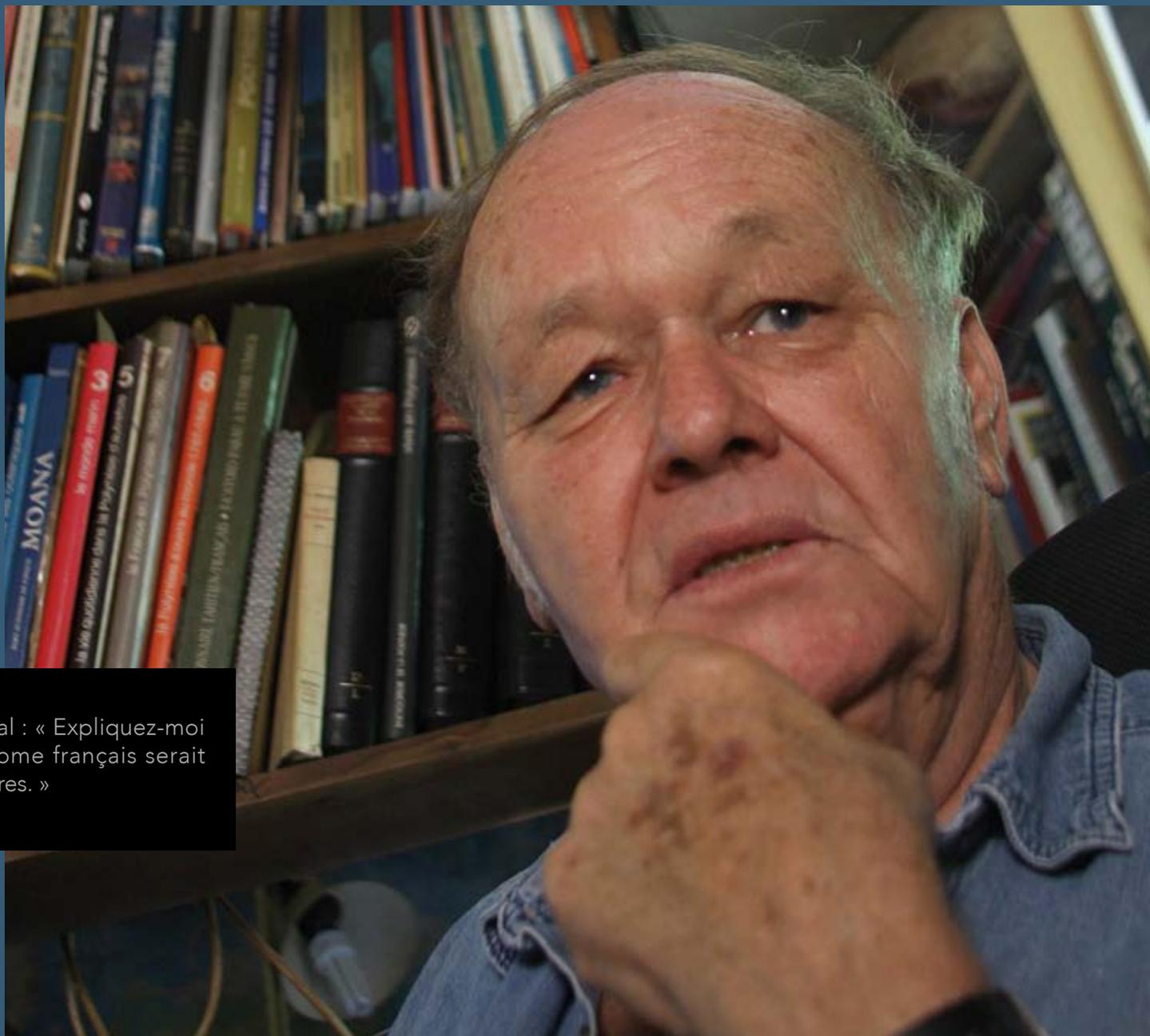
ALEX DU PREL

Je m'appelle Alex du Prel et je vis en Polynésie depuis 36 ans et je m'occupe du magazine Tahiti Pacifique qui existe depuis plus 20 ans.

La population était encore très polynésienne dans les années 1960 et parler des essais nucléaires, c'était être mal poli ! Il ne fallait pas en parler et puis on faisait confiance. A l'époque il n'y avait pas de télévision, juste une petite radio locale qui s'arrêtait à 8 heures du soir et je crois que la majorité de la population ne connaissait même pas le mot radiation. Ils ne comprenaient pas. C'était mis de côté. Il y avait deux quotidiens qui racontaient ce que le CEP voulait bien dire. Le représentant de l'Agence France Presse était en même temps le directeur de la communication du Haut-Commissaire. Donc toute l'information était verrouillée. Ceux qui faisaient « mousser » un peu étaient Bengt Danielsson et sa femme Marie-Thérèse. Lui était suédois. Ils avaient publié un livre « Moruroa mon amour » qui avait eu un grand succès. La société était traditionnelle. Si on prenait ceux qui lisaient un livre, cela se réduisait à peu près à 10 000 personnes qui vivaient sur l'île de Tahiti. Dans les îles isolées, la population était encore dans l'oral et le seul livre qu'ils possédaient et que la plupart avaient lu, c'était la Bible. Ca n'allait pas au-delà. Tout était contrôlé par l'Etat, en extension par l'armée.

C'était bon enfant ! Une petite anecdote. L'armée s'était aperçue que la population savait à l'avance quand allaient avoir lieu les tirs aériens. Les militaires ont déclenché une enquête

J'ai interrogé l'amiral : « Expliquez-moi donc pourquoi l'atome français serait propre et pas les autres. »



avec le « Deuxième Bureau », la DGSE et tous les services pour voir d'où venait la fuite. Finalement, ils ont trouvé, c'était très simple : comme l'armée coupait les appels téléphoniques des travailleurs de Moruroa vers leurs familles, après deux essais, les gens avaient compris. Il n'y avait pas d'espions, c'était simplement l'armée qui donnait l'information !

Plusieurs fois, j'ai été invité à visiter les sites nucléaires de Moruroa. Généralement, on voyait à l'arrière de l'avion une ou deux jolies dames, métropolitaines ou locales. Arrivés à Moruroa, on nous faisait faire le tour. On envoyait quelqu'un chercher un coco qui buvait l'eau de coco pour bien montrer que ce n'était pas radioactif. Peu après, lorsque nous étions au club des officiers où l'amiral nous servait un magnifique gueuleton, on voyait les jolies dames de l'avion en bikini laissant tomber leur serviette en plongeant dans le lagon... C'était la mise en scène pour montrer l'innocuité des eaux du lagon... Ces belles vahine faisaient partie de la propagande !

Etant Américain, je connaissais les problèmes des Iles Marshall. Il faut dire que les essais aériens français, même s'ils étaient de moindre puissance, c'était la même chose. Il était logique de penser que les effets étaient les mêmes. Nous ne voyons pas l'atome français être plus propre que l'atome américain ou russe. En 1991, lorsque j'ai commencé le magazine, les essais étaient le moteur économique du territoire : on ne pouvait pas ne pas s'y intéresser. Donc, j'avais contacté le CEP. J'avais fait un grand dossier en 1991. A ce moment, Greenpeace était là. J'avais fait les deux côtés et j'en étais assez content : j'ai eu les félicitations du CEP et celles de Greenpeace ! Le CEP avait été assez fin : j'ai eu la propagande officielle, mais certains reconnaissent qu'« effectivement, à certains moments, les radiations ont été en des endroits non prévus ». A cette époque, j'ai appris que durant les tirs aériens, le CEP avait pendant quelques mois racheté tout le lait des

vaches du plateau de Taravao pour protéger la population, surtout les jeunes enfants. Peu à peu, on apprenait de plus en plus d'éléments sur les problèmes créés par la radioactivité à Moruroa. Ainsi, Monsieur Vincent Coutrot, un des dirigeants du CEP du temps des aériennes, m'avait envoyé de la documentation établissant le lien entre la radioactivité et les leucémies, alors que lui-même décédait d'une leucémie. D'ailleurs, il est étonnant que sa maladie ait été reconnue par la Sécurité sociale en France comme maladie professionnelle alors que cette reconnaissance a toujours été refusée à tous les travailleurs que ce soit au Sahara ou à Tahiti. Il y a eu bien d'autres problèmes. Un officier de marine m'expliquait que l'armée

avait oublié que l'eau de mer passait à travers les moteurs des bateaux et quand ils passaient sur une zone de retombées, les moteurs étaient refroidis par l'eau de mer hautement radioactive, ce qui fait que le bloc moteur devenait une sorte de pile atomique au point qu'il avait fallu couler ces bateaux... Et les mécaniciens qui s'occupaient des moteurs ont, eux, subi les radiations...

Comme j'étais le seul média qui en parlait, je recevais et publiait de plus en plus d'informations d'anciens du CEP. Quand ça allait un peu trop loin, le CEP avait un journaliste à La Dépêche prétextant que j'essayais de déstabiliser, que



Photo d'un champignon atomique en vente dans les magasins de Papeete

j'étais un agent américain ... Une fois l'amiral m'a invité à déjeuner : « Mais pourquoi écrivez-vous tout ça ? Etes-vous convaincu ? » Je lui ai répondu : « Expliquez-moi donc pourquoi l'atome français serait propre et pas les autres. » Il a reconnu qu'effectivement, c'était la même chose. Il n'a pas été hypocrite. De la part des militaires, j'ai toujours eu une réaction honnête et sincère. Bon j'étais le petit « gratte, gratte », mais les essais étaient pratiquement finis.

Une fois, j'avais appelé le responsable du CEA pour vérifier une information. Je lui demande ce qu'il en est des cocos monstrueux comme les pommes de Tchernobyl, : « Ah ! C'est un mythe. Ça n'existe pas ! » Je lui dis : « Mais, Monsieur, j'ai un mythe sur mon bureau ! » En effet, un ancien travailleur m'avait ramené le coco atomique de Hao ! On l'a fait radiographier. A l'intérieur, la noix est toute petite et la bourre est immense. J'ai trouvé d'autres souvenirs de Moruroa. C'était une industrie du folklore local. La Polynésie française était connue pour ses belles explosions et le service de documentation des armées avait donné des photos des essais nucléaires à un imprimeur local qui en a fait commerce pendant 20 ans ! Il n'y avait pas seulement ces photos. Jusqu'en 1995, on pouvait aller dans les magasins chinois où on ven-

ait le briquet atomique comme souvenir de Moruroa. Pour avoir bonne conscience, le fabricant avait mis sur le côté « Never more. Plus jamais ! »

Il faut replacer tout ça dans le contexte. Depuis l'annexion, Tahiti avait été abandonné par la France. Arrive la deuxième guerre mondiale, de Gaulle se rend compte que pour être une grande nation il faut une arme nucléaire. En 1945, il mijote le plan. On fait les premiers essais en Algérie en 1960, mais l'Algérie n'est plus tenable. Dès 1958, ils savaient que ça allait se passer sur les atolls des Tuamotu, un des endroits les plus isolés. Donc, arrive le CEP, il faut tout construire : des entrepôts, des ports, des aéroports, etc ... ce qui a généré un super boom économique qui n'a pas profité à toute la population, mais uniquement à la classe bourgeoise ... Et tout d'un coup la société polynésienne s'est complètement recréée. Auparavant, il y avait un petit microcosme « moderne » à Papeete, mais le reste de la population dans les îles vivait en autarcie. On travaillait un peu de temps en temps pour acheter, si on avait de la chance, une mobylette ... Et tout a basculé avec cette arrivée d'argent : cette société qui vivait en phase avec son environnement a été transformée en une population de consommateurs.

Que faire puisqu'il n'y a pas de production. Pendant 40 ans, la bombe atomique transférait énormément d'argent. Et maintenant la société ne sait plus vivre d'elle-même. On se retrouve maintenant dans une impasse. Chaque Tahitien a appris à l'école que pour être quelqu'un il faut une belle bagnole, une belle maison, une piscine ... et il faut prendre ses vacances à Los Angeles, etc ... tout ce qu'une partie de la population aura fait au temps du CEP. Ce n'est plus possible maintenant, c'est tout. C'est insoluble et ça risque d'exploser dans un très proche futur.



Visite officielle à Moruroa - Photo Alex. du Prel

En mémoire de Marie-Thérèse Danielsson

Marie-Thérèse Danielsson était l'épouse de Bengt Danielsson, ethnologue suédois débarqué en 1947 sur les rives de l'atoll de Raroia avec l'équipage du Kon Tiki. Ce couple « popaa », installé à Paea sur les bords du lagon de Tahiti, s'est engagé courageusement contre les essais nucléaires aux côtés des opposants polynésiens ce qui lui valut l'antipathie tenace des autorités françaises aux temps où le CEP broyait toutes les contestations. En 1974, leur livre « Moruroa mon amour », traduit en plusieurs langues, fit connaître le combat antinucléaire du peuple maohi dans le monde entier. Marie-Thérèse fut l'infatigable ambassadrice de la lutte des Polynésiens et des peuples du Pacifique contre les armes nucléaires. Présidente de la Ligue polynésienne des femmes pour la paix et la liberté, elle fut invitée à Moscou, Pékin, en Australie, en Nouvelle-Zélande, aux États-Unis et dans les pays européens. L'engagement de Marie-Thérèse et Bengt Danielsson fut couronné, en 1991, par le prix Nobel alternatif « Right Livelihood Award » qu'ils reçurent des mains du roi de Suède.

Le couple Danielsson partagea douloureusement le sort de nombreuses familles polynésiennes lorsque leur fille Maruia fut emportée par un cancer à l'âge de 20 ans, le 8 juin 1972. Après le décès de son mari en 1997, Marie-Thérèse contribua au soutien et à la création de l'association Moruroa e tatou jusqu'à son décès le 6 février 2002.



Marie-Thérèse Danielsson
© Arapo-fondation Danielsson

BRUNO BARRILLOT

Je m'appelle Bruno Barrillot. J'ai 70 ans.

Je suis originaire de Lyon.

Au milieu des années 1980, j'ai participé à la création d'un centre de recherche sur les questions de paix et de désarmement complètement indépendant. Et c'est comme ça que je suis rentré de plein pied sur les essais nucléaires. Il se trouvait que Greenpeace Nouvelle-Zélande avait publié une brochure avec des témoignages de Polynésiens en anglais. A Paris, même à Greenpeace, on disait « C'est encore un coup des anglophones qui attaquent la France » ... En effet, les témoignages étaient effarants sur les maladies et sur le déroulement des essais à Moruroa. Donc, le directeur de Greenpeace France, avait demandé que le centre de recherche de Lyon puisse aller vérifier ces témoignages sur place. Comme j'étais le seul disponible à l'époque, on m'a envoyé à Tahiti. Je suis venu ici en 1990.

En avril 1990, pour préparer cette mission, le directeur de Greenpeace me dit : « Viens donc à Paris, on va discuter ensemble de la manière dont ça va se passer. » Le bureau était dans la rue des Petites Ecuries. Dans la salle d'attente, il y avait une femme d'un certain âge. On commence à discuter. Je lui dis : « Je dois aller à Tahiti ». Elle me dit : « Ah ! tu vas à Tahiti ! ». Elle me tutoie et poursuit : « Tu vas à Tahiti, mais qu'est-ce que tu vas faire ? » « Je vais vérifier des témoignages de Greenpeace Nouvelle-Zélande. » « Je m'appelle Marie-Thérèse Danielsson ! » Ah ! Danielsson ! Je connaissais bien

Comment mesure-t-on aujourd'hui les conséquences des essais nucléaires, si ce n'est dans la santé des Polynésiens ?

sûr ce nom : « J'ai lu votre livre *Moruroa mon amour* ! » Tout d'un coup, je me trouvais devant quelqu'un qui avait nourri ma réflexion sur les essais nucléaires. Elle me dit : « Mais, où vas-tu loger à Tahiti ? » « Probablement à l'hôtel et je viens ici pour voir tout ça avec le directeur de Greenpeace. » « Ah ! Non ! Pas question. Tu viens chez nous ! Bon, tu arrives quand ? » C'est comme ça que pendant 15 ans, jusqu'à leur décès, j'ai habité chez eux à Papehue, Paea, chaque fois que je venais à Tahiti. J'étais un peu l'enfant adoptif de la famille.

Alors, en 1990, il y avait encore les essais souterrains. Mes premiers contacts, c'étaient les gens du Tavini : Oscar Temaru, Tea Hirshon, Vito Maamaatua... Marie-Thérèse les connaissait

tous, c'étaient ses amis, ses voisins : elle m'a mis en contact avec eux et c'est avec eux que j'ai passé quasiment deux mois à aller voir les témoins : il fallait les voir quasiment secrètement... les gens osaient à peine parler. Marie-Thérèse avait insisté pour que je puisse aller aussi dans les îles, à Mangareva. Donc j'ai débarqué là-bas. Il n'y avait pas d'hôtel. On loge chez l'habitant. J'ai fait le tour de l'île en mobylette. A la sortie de Rikitea, on tombait sur un immense hangar. Etonnant ! C'est le plus grand bâtiment après la cathédrale. C'était l'abri où on enfermait toute la population pendant le temps des essais nucléaires. Je savais que ça existait, mais c'est un choc quand on voit ça. Mais ce n'est pas tout ! A l'autre bout de l'île, à Taku, c'est la stupéfaction ! Je tombe sur l'abri des militaires : un blockhaus, des murs de 90 cm recou-

verts de plaques de métal... C'est choquant, choquant ! Quelle discrimination ! Je pense que c'est ce « choc » qui m'a incité à aller au-delà des simples témoignages et à continuer.

Avec les collègues du Centre, nous avons décidé de faire une rétrospective des essais nucléaires français qui sorte de la propagande du ministère de la défense. Il fallait trouver de l'argent pour ça. Autre coup du hasard, il se trouve que nous étions en contact avec une américaine, Mary Davis, dont le mari était prof dans un lycée de Lyon à titre d'échanges franco-américains. Elle était écolo et elle nous a promis de chercher des financements pour travailler sur ce sujet. Et elle a trouvé des fondations aux Etats-Unis qui, finalement ont financé une grande partie de mes premiers livres sur les essais nucléaires. Mais ce n'était pas simplement une question d'argent. En France l'information est en grande partie couverte par le secret. Certains rapports parlementaires ou autres ont été utiles, mais je n'avais pas accès à tout. Finalement, Mary Davis est allée à la bibliothèque de Lexington, la capitale du Kentucky, pour fouiner dans les rayons de microfiches et elle a trouvé des tas de documents du CEA sur le déroulement des essais nucléaires français à Moruroa... et tout en français ! J'ai donc pu publier un livre intitulé « Les essais nucléaires français » qui est quasiment passé inaperçu, surtout à Tahiti !

A cette époque, Bengt Danielsson publiait la réédition de « *Moruroa mon amour* » sous le titre « *Moruroa notre bombe coloniale* », leur premier livre avec sa femme. Il était venu le présenter à Lyon avec Marie-Thérèse et John Doom qui était à l'époque le directeur du bureau Pacifique du Conseil Œcuménique à Genève. John Doom était venu avec Tetua, sa femme, et c'est donc le point de départ d'un long périple commun ! Dès son arrivée à Genève, John avait lancé un réseau d'Eglises « Solidarité Europe Pacifique ». Le cor-



Genève.
Bureau Pacifique du
COE. John Doom et
Bruno Barrillot - 2000

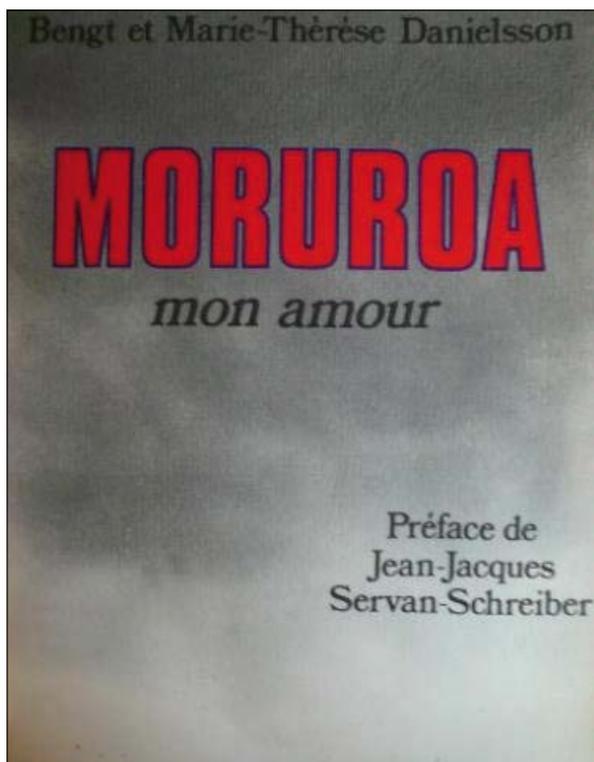
respondant à Tahiti était Gaby Tetiarahi. Quand les essais ont été arrêtés en 1996, avec l'animatrice hollandaise du réseau, Madeleen Helmer, nous avons décidé de demander l'avis des Polynésiens sur les essais nucléaires. Ce travail s'est effectué à Tahiti sous la direction de deux sociologues hollandais et grâce au dynamisme de Gaby qui a su mobiliser une bonne équipe de jeunes enquêteurs. L'Eglise protestante était évidemment en soutien avec son vice-président de l'époque, le pasteur Taarii Maraea. En 1998, l'enquête a été publiée sous le titre « Moruroa et nous », en tahitien « Moruroa e tatou ».

En France, aussi, quelques vétérans des essais s'inquiétaient. L'équipe autour de John Doom s'est donc concertée et il a été

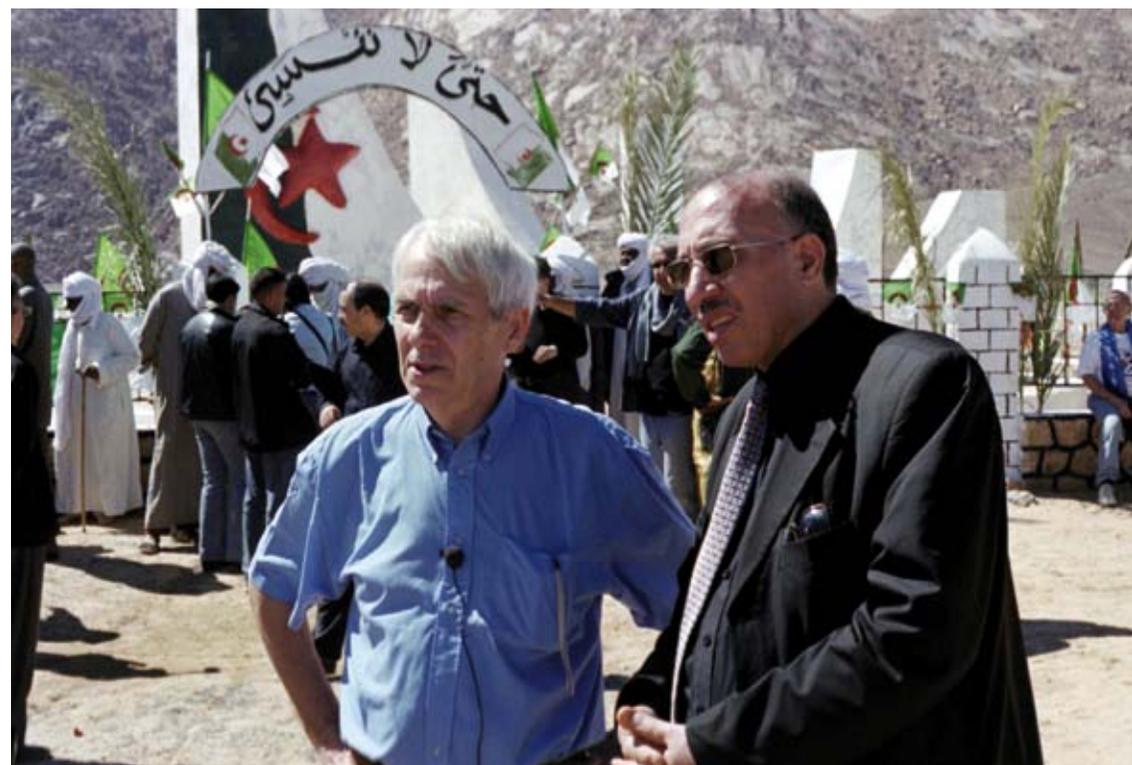
décidé de créer deux associations, l'Aven en France et Moruroa e tatou en Polynésie. Les deux associations ont vu le jour en juin et juillet 2001. Lorsque quelques années plus tard, en 2004, le « tauï » avec Oscar Temaru remportait les élections en Polynésie, c'était très impressionnant pour moi de voir arriver aux rênes du pays ceux avec qui nous avons milité contre les essais. Ils n'avaient rien oublié de ce combat et Tea Hirshon, nouvelle présidente de la Commission permanente de l'Assemblée m'a fait appel pour animer une commission d'enquête sur les essais nucléaires.

Bien sûr, l'opposition de Gaston Flosse et le Haut-Commissaire ont tout fait pour nous mettre les bâtons dans les roues,

jusque devant le tribunal administratif ! Mais le rapport de cette commission d'enquête, voté en février 2006, est le déclencheur de tout ce qui a été mis en place pour le suivi des essais nucléaires en Polynésie jusqu'à ce jour. Du côté du ministère de la défense, la réaction n'avait pas tardé. A Paris, on avait déjà refermé le dossier depuis 1998 ... et voilà que ça redémarrait à Tahiti. On a donc eu le « pare-feu » du ministre de la défense, M. Jurien de la Gravière qui débarqua à Papeete, en novembre 2005, avec médecins, spécialistes et propagandistes aussi, pour dire aux Polynésiens : « Voilà, peut-être que nos essais ont été moins propres qu'on a pu le dire. On n'avait pas l'habitude de communiquer à l'époque des essais, donc c'est un malentendu, une question de mauvaise communication. »



In-Eker. Sahara.
Aux côtés
d'Ammar Mansouri. 2007
Photo Nic Mclellan



Tout cela a eu le don de m'énerver pour de bon. Il a fallu leur mettre sous le nez, des faits complètement inacceptables. « Comment se fait-il, vous le reconnaissez du bout des lèvres, qu'en juillet 1974, le nuage de la bombe est retombé sur Tahiti. Vous écrivez vous-mêmes dans un document envoyé à l'ONU, que la radioactivité de l'air à Papeete était dix mille fois plus importante qu'à Montlhéry en région parisienne ? Et vous nous dites que ce n'est rien du tout. C'est véritablement du mensonge ! » A l'époque des essais aériens, le CEP mesurait quotidiennement l'iode radioactif dans le lait des vaches de Taravao, sur la presqu'île de Tahiti. C'est la preuve qu'ils savaient que leurs essais de Moruroa provoquait des retombées radioactives jusque sur Tahiti et ailleurs et qu'ils avaient une parfaite connaissance des risques de ces retombées sur la santé des Polynésiens. Et ces risques, ce n'était pas rien du tout, puisqu'on dispose de leurs chiffres communiqués à l'ONU. Le lait de Taravao était, en juillet 1974, cent vingt fois plus contaminé en iode radioactif que le lait actuellement récolté près d'une centrale nucléaire française en 2009. Aux Marquises dans les années 1970, au temps des essais aériens, la salade était dix mille fois plus contaminée



New York. Rosalie Bertell et Mary Davis. 2010
Photo Bruno Barrillot

que ce qu'on mesure aujourd'hui aux Marquises. J'espère qu'ils n'en mangeaient pas trop, mais quand même, la question se pose sur les risques sanitaires !

Aujourd'hui, c'est intolérable parce que ces faussaires du ministère de la défense voudraient nous prouver « scientifiquement » que tout cela n'était pas grave. Ils nous disent qu'à l'époque des essais aériens, leurs appareils de mesure n'étaient pas au point et qu'il faut aujourd'hui tout « recalculer ». C'est intolérable ! J'ai parfois de la peine à faire admettre cette imposture à mes interlocuteurs polynésiens : « Ecoutez, ces gens-là vous ont menti pendant 30 ans. Aujourd'hui, ce ne sont pas les mêmes, mais leurs successeurs qui viennent vous racontent des balivernes. Comment imaginer qu'aujourd'hui encore, ils ne vous racontent pas des histoires, c'est dans la même logique : ils vous mentent ! »

Aujourd'hui on mesure les conséquences de ces retombées radioactives dans la santé des Polynésiens ! Combien de femmes et de jeunes polynésiens sont atteints de cancers de la thyroïde et qui étaient enfants à l'époque des essais aériens ? Combien de cancers, combien de leucémies mettent dix ans, vingt ans, trente ans à se déclarer, c'est phénoménal ! Et les essais n'y seraient pour rien ? La question doit être posée. La réponse ne pourra pas être scientifique car il est difficile de trier dans les causes de maladies qui mettent si longtemps à se déclarer. Alors, quand mes interlocuteurs polynésiens, en bons chrétiens disent : « Ecoute, les militaires quand ils sont venus chez nous, ils ne savaient pas tout de la radioactivité. » Mais si, ils savaient tout ! Ils savaient tout. Franchement, je pense qu'il n'y a aucune excuse. Pour un Etat, le seul motif de faire des essais nucléaires, c'est la raison d'Etat. Les populations peu importe, les travailleurs, les militaires engagés dans le programme des essais nucléaires, peu importe. C'est la raison d'Etat qui compte.



Papeete. Réunion du Coscen. 2006

Il faut dénoncer l'irresponsabilité des dirigeants du CEP. Exemple ! Au début des essais aériens, il y avait à peu près un millier de décontamineurs, des soldats, des légionnaires du Service Mixte de Sécurité Radiologique. En 1966, on les affublait tous de « tenues chaudes », qu'il fallait changer plusieurs fois par jour parce qu'une tenue qu'on quittait, on ne pouvait pas la remettre. On lit ça dans les rapports ! En 1968, avec les essais thermonucléaires, le SMSR avait calculé qu'il faudrait 3000 tenues chaudes par jour. 3000, c'est ingérable à laver, même dans la laverie spéciale de Hao. Alors qu'est-ce qu'on a fait ? Le CEP a classé les gens : ceux qui étaient « directement affectés à des tâches sous rayonnements ionisants » - belle formule ! - c'est-à-dire en gros les personnels du CEA, Commissariat à l'énergie atomique, et puis les personnes « non directement affectés à des tâches sous rayonnements ionisants », c'est-à-dire que de temps en temps, ils allaient décontaminer parce qu'on avait besoin de renforts. Enfin, l'essentiel du personnel, surtout polynésien et les soldats du contingent, étaient « non affectés », c'est-à-dire qu'ils pouvaient travailler sans tenue de protection. L'irresponsabilité tourne au cynisme pour les habitants des îles voisines dont on écrivait dans les rapports secrets que

c'était « une population génétiquement fragile ». A 110 km de Moruroa, les 60 habitants de l'atoll de Tureia étaient aux premières loges des bombes atomiques. On leur a construit deux blockhaus pour les abriter, le temps que le nuage passe. Finalement, campagne de tirs après campagne de tirs aériens, ils absorbaient la radioactivité déposée dans leurs jardins, leurs citernes et leur lagon. Tous les ans, on les examinait comme des cobayes. Ils étaient même classés en trois catégories : les jeunes, les vieux et les autres. Pourquoi faire ? Tureia constituait un groupe extraordinaire pour une étude, histoire de voir ce qu'une bombe donnerait sur les populations proches du champ de bataille. Je n'ai pas de preuve qu'une telle étude ait été faite, mais seulement une question. Pourquoi avoir fait un « point zéro » sanitaire des habitants de Tureia au 30 juin 1966, deux jours avant le premier essai ? Mais après les essais, on a laissé cette population sans rien, sans suivi. Or, c'était bien des gens qui avaient subi des risques radioactifs. Pourquoi a-t-on mis plus de 20 ans après les premiers essais, pour mettre en place un registre du cancer ? Il aura fallu que le Service de santé de la Polynésie française ne soit plus dirigé par des officiers du Service de santé des Armées. On aurait peut-être



Taravai. Gambier. Léon Paheo et Christian Courbon. 2005
Photo CRIIRAD

évité je ne sais pas combien de centaines de cancers de la thyroïde, etc... Voilà encore une immense responsabilité du CEP !

Pourquoi les archives des essais nucléaires ont-elles été interdites à titre définitif par une loi de 2008 ? On a quelque idée sur les raisons de cette interdiction. En effet, quelques documents des années 1966-67 leur ont échappé. On lit dans ces comptes rendus estampillés « secret » qu'il fallait taire les retombées radioactives, tout cela en présence des plus hautes autorités militaires et scientifiques... Et tous ces gens-là faisaient quelques escapades pour admirer les vahine des Gambier et les belles fleurs de leurs montagnes alors qu'ils savaient très bien que les bombes allaient attenter à la vie et à la santé de cette petite population sans défense. C'est innommable et méprisable !

Alors ? « La Polynésie a-t-elle été contaminée ? » Ce n'est

pas une question, c'est une certitude ! Bien sûr, les faussaires du ministère de la défense nous répondent que les normes de l'époque le permettaient ! Plus de 200 retombées radioactives reconnues officiellement sur toutes les îles habitées de la Polynésie entre 1966 et 1974, ce n'est pas rien ! Et les voilà, ces messieurs, qui aujourd'hui, nous affirment que c'était négligeable... Même excuse pour les deux atolls de Moruroa et de Fangataufa où ils ont fait exploser 147 bombes souterraines, alors que ces atolls restent comme une véritable épée de Damoclès suspendue sur les générations futures et, par la chaîne biologique, sur les populations de cette région du Pacifique. Moruroa va-t-il s'effondrer ? Quand on a vu les failles, ce n'est plus une question ! L'atoll a été fracturé. On sait très bien que les failles s'écartent. Par trois fois, en 1977, en 1978, en 1979 où il y a eu des pans de la zone sud de l'atoll de Moruroa

MORU-flash

Rédaction "Site" tél : ~~29 33 01~~

N° 247

27 . 30

Dimanche 5 JUILLET 1970

BULLETIN DESTINÉ A L'INFORMATION DES PERSONNELS.

Primo Hier matin vendredi 3 Juillet à 10 H 30 Uniform a été tiré sous le nom de LICORNE un engin de forte puissance.

Secundo Cette expérimentation s'est déroulée dans d'excellentes conditions et en présence de M. Michel DEBRE, Ministre d'Etat chargé de la Défense Nationale - de M. ANGELI, Gouverneur de la Polynésie Française - de M. ESTEVA, directeur du cabinet de M. ORTOLI, Ministre de la recherche scientifique - de M. HIRSH, délégué du gouvernement près le CEA - du général GUERNON directeur des centres d'expérimentations nucléaires et de nombreuses personnalités civiles et militaires.

qui se sont effondrés suite à des tirs souterrains. La zone la plus fragile de Moruroa est celle où il y a eu le plus de tirs souterrains. C'est probablement là que l'effondrement aura lieu. Il ne faut pas être un grand scientifique pour admettre ça ! Ce qui est fait est fait, dit-on. Aujourd'hui on doit surveiller. Mais qui fait la surveillance de ces atolls ? Ce sont encore ceux-là même qui ont fait les essais ! Interdiction à d'autres scientifiques de venir vérifier par eux-mêmes. Alors, au ministère de la défense on se déclare pour la transparence ! On va tout vous dire ! Et que nous disent-ils ? « Il n'y a pas plus de radioactivité dans le lagon de Moruroa qu'en Bretagne ! » Un défi au bon sens ! Et quand on regarde de près leurs rapports de « surveillance », on constate qu'ils font des prélèvements et des mesures là où ils sont sûrs de ne rien trouver ! Même logique pour la surveillance en cas d'effondrement : dans les 90 secondes, au centre CEA de Bruyères-le-Châtel, on est au courant du moindre craquement de Moruroa. Les Polynésiens l'apprendront deux ans après par le rapport « annuel » transmis par le ministre de la défense ! Ceux qui ont camouflé leur irresponsabilité derrière le « secret défense » pendant 30 ans, je ne vois pas pourquoi ils changeraient d'attitude aujourd'hui !

Est-ce que la France doit réparer ? C'est bien évident. Alors le ministre Morin proclame : « Maintenant, on fait une loi. On tourne la page. » Mais il y aura quelques sous pour les

victimes que je choisirai ! En effet, la loi stipule que c'est le ministre de la défense qui accorde les indemnisations. Tout cela part d'une logique détestable, inacceptable. C'est un Etat qui continue à se défendre contre des citoyens. Alors, quel type de réparation ? C'est encore à trouver.

L'Etat veut tourner la page et les Polynésiens veulent oublier. Je crois cependant qu'il faut redonner un peu de fierté aux Polynésiens. Il y a eu ici des personnalités qui se sont engagées dès le début, à leur manière. On peut les citer. C'est Jean-Baptiste Céran-Jérusalem qui, lors de la fameuse commission permanente du 6 février 1964 s'écrie : « Maintenant que vous avez voté la cession des deux atolls pour les bombes, il n'y a plus qu'à jouer la sonnerie aux morts ! ». Il y a eu John Teariki face à de Gaulle, ce jour de septembre 1966, lui enjoignant de remballer ses troupes et ses bombes ! Henri Bouvier, Henri Hiro, Francis Sanford, Oscar Temaru, Jacqui Drollet, Tea Hirshon et tant d'autres et ces gens de l'Eglise comme John Doom. C'est quand même l'honneur de la Polynésie ! John a souffert quand il était secrétaire général de l'Eglise, il ne faut pas l'oublier. S'il est parti à Genève (heureusement pour notre combat !), c'est en raison d'une cabale contre lui à l'intérieur de l'Eglise, des choses innommables ! On l'accusait d'avoir détourné de l'argent ...

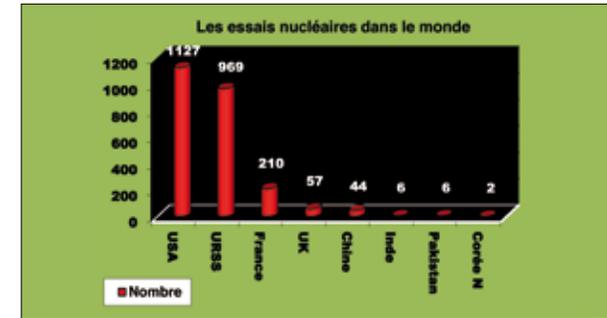
Des gens qui, de l'intérieur de sa propre Eglise, s'attaquaient au Secrétaire général, l'homme qui était l'un des dirigeants.

Essais dans le monde

La France n'est pas le seul Etat à avoir pratiqué des essais nucléaires. Loin de là ! Selon les données officielles de l'ONU, on décompte, entre 1945 et 2008, 2420 essais nucléaires dont 86 % ont été effectués par les Etats-Unis et l'URSS.

Les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France ont choisi la région du Pacifique pour effectuer leurs essais nucléaires de plus fortes puissances et la plus grande partie de leurs essais aériens. Seule la France a effectué des essais dans le sous-sol d'un atoll.

Depuis le moratoire de 1959, la communauté internationale a tenté de limiter, puis d'interdire les essais nucléaires. Le traité d'interdiction des essais dans l'atmosphère a été signé par les Etats-Unis, l'URSS et le Royaume-Uni en 1963. Le traité d'interdiction complète des essais a été signé en 1996. Officiellement, ce traité n'est pas entré en vigueur car de grands Etats nucléaires comme les Etats-Unis, la Chine, Israël, l'Inde, le Pakistan... ne l'ont pas encore ratifié.



Nous devons redonner toute sa dignité au combat des Polynésiens contre les essais nucléaires. Que, malgré la chape coloniale et militaire, certains aient pu se lever est presque héroïque. D'autres minimisent : « Mais la protestation contre les essais en Polynésie, ça venait de l'extérieur, d'Australie, de Nouvelle-Zélande, peut-être un peu de France, à certains moments ! » Les militants polynésiens répondent avec raison : « Ces gens-là, quand ils arrivaient avec leurs bateaux, nous, on les recevait, on avait préparé le terrain. On était là. On faisait ce qu'on pouvait pour les accueillir. Nous n'étions pas complètement ignorants de ce qui se passait à Moruroa et on militait aussi à notre manière. »

En 1990, j'étais présent à la manifestation du groupe des jeunes du Tavini Huiraa pour le 14 juillet. Ils voulaient à tout prix manifester contre les essais : un 14 juillet ! alors qu'il y avait le défilé militaire avec toutes les fanfares, les autorités du Pays, de l'Etat, Monseigneur ! installés dans des tribunes sur le front de mer, sans compter les groupes de jeunesse du Tahoeraa, quelques mouvements d'Eglises et beaucoup de folklore. Et le groupe des jeunes du Tavini était venu à pied de Faa'a avec ses petites pancartes contre les essais nucléaires ... Les gendarmes mobiles les ont bloqués à l'entrée du boulevard Pomare : la fête nationale ne fut pas pour eux ! ... C'était vraiment courageux et je pense qu'il faut leur rendre hommage à eux aussi.

FRÈRE MAXIME

Je suis le Frère Maxime Chan, un Frère de Ploermel, religieux. J'étais professeur de mathématiques.

Pendant la période des essais nucléaires en Polynésie française, j'étais en France, en formation. Revenu en 1968, j'avais des convictions. J'avais 28 ans à cette époque là. J'estimais que la France devrait se débrouiller toute seule face à des menaces et donc, j'étais d'accord avec le Général de Gaulle pour doter la France d'une arme dissuasive.

Au début, je ne pensais pas qu'il y avait des problèmes avec les essais nucléaires. Nous étions très réceptifs au message officiel que l'on entend ici ou là. Avec l'arrivée du CEP c'était un changement extraordinaire pour Tahiti, c'était l'irruption du monde moderne. Donc, la population, dans sa grande majorité, ne se posait pas de questions. Pas trop.

On voyait bien qu'il y avait des opposants au nucléaire. Ils posaient des questions mais il y avait les réponses du discours officiel. C'était peut-être vrai, mais on ne fouillait pas du tout ce discours-là. On n'avait pas les moyens et comme

il n'y avait pas de problèmes à cette période ... On n'observait pas trop les choses et on ne

parlait jamais de cela, jamais ...

Personnellement je n'ai jamais parlé des essais en classe. J'ai fait

toutes les couches de la sixième jusqu'en terminale, toutes les

sections, mais jamais on n'a discuté de cela en classe. Je sais que quelques autres professeurs se sont déplacés à Moruroa, invités par l'armée et peut-être, eux, en ont-ils discuté en classe avec certains élèves, mais pas moi personnellement.

On nous a donné tellement de cadeaux qu'on s'est tus, on a fermé nos yeux et nos oreilles. Tout le monde a été muselé.

Les gens se sont tus parce qu'il y avait beaucoup d'avantages à se taire. On nous a gavés et donc, tout pragmatiques qu'ils sont, les Polynésiens n'ont pas essayé de tarir la source tout en pensant qu'il y avait peut-être un problème. Personnellement, j'étais dans cet état d'esprit pendant presque 30 ans. Je dois l'avouer. J'ai des amis qui se sont engagés dans les protestations et certaines manifestations. Je me rappelle encore quand je passais par l'avenue Pouvanaa a Oopa aujourd'hui, c'était l'avenue Bruat, j'ai encore cette image de Henri Hiro qui défilait tout seul, tout seul, plusieurs fois ... Bon, je me posais des questions, mais pas trop.

Ce qui a provoqué chez moi un premier déclic, la prise de conscience, ce fut l'agression contre l'environnement. Avec

une bande de copains, nous jugions catastrophique l'aménagement de l'hydro-électricité dans la vallée de la Papenoo. Dans ces années 1985-87, le problème des essais nucléaires était encore tabu, même dans la fédération des associations de protection de l'environnement. Et ce n'était pas choquant, c'était à l'image de la société. Moi, ça m'a fait réfléchir, mais pour beaucoup ce n'était pas choquant.

Et puis, ce fut 1995 et la reprise des essais nucléaires décidée par le président Chirac. Là j'ai été obligé de prendre le problème en compte. J'ai réfléchi, je me suis renseigné et j'ai manifesté. Nous avons manifesté très fortement contre la reprise des essais. Ainsi, l'éveil s'est fait d'une façon très très lente, c'est une maturation.



1995. Papeete. Manifestation contre la reprise des essais
Photo John Doom

A mon avis, l'Eglise catholique s'est trouvée dans cette situation. Il est évident qu'elle n'a pas fermé les yeux, mais elle n'a pas réagi peut-être aussi fortement face à cette agression parce qu'il y a eu agression. Je peux témoigner que l'Eglise a toujours été contre les essais nucléaires. En 1995, j'ai eu l'occasion de parler avec Mgr Michel Coppenrath. Mais c'était un intellectuel ! Quand il disait une chose, il y avait tellement de nuances qu'on aurait pu comprendre qu'il était d'une position opposée à la nôtre. Lors d'une rencontre en 1995, Roti Make s'écriait : « Mais Mgr, vous êtes pour la bombe ! » Et Mgr Michel, la regardant avec ses grands yeux, était vraiment surpris. Je suis intervenu : « Vous voyez bien, Mgr, vous avez tellement nuancé que Roti a cru que vous étiez pour la bombe ! » « Mais non, je suis contre la bombe à destruction massive. C'est clair, c'est net. » Mais quand même, il disait que les chrétiens sont dans les deux camps, les officiers sont souvent des catholiques, très engagés pour un certain nombre ... Donc il voulait ménager les uns et les autres. On peut le regretter aujourd'hui. Je pense que les catholiques ont commencé à réagir, un peu plus tardivement que l'Eglise protestante qui s'était opposée dès le départ avec quelques pasteurs qui ont réveillé des consciences.



Lors du moratoire décidé en 1992, tout le monde ici s'était dit avec soulagement que cette affaire était terminée. On n'imaginait pas une reprise des essais nucléaires. Or en 1995, la Polynésie a voté pour Chirac - on vote toujours à contre sens ! – et personne ne s'attendait à ce qu'il prenne cette décision. C'est cela qui a vraiment énervé la population. Le 29 juin 1995, il y aurait eu une manifestation monstre à Papeete sur la place Tarahoi s'il n'y avait pas eu une stratégie malheureuse. Les manifestants venant de la côte ouest étaient à peu près 30 000 et ceux qui venaient de la côte est étaient au moins 15 000. Hiro Tefaarere a conseillé - on le sait - à Oscar Temaru de s'arrêter au pont de Tipaerui et de bloquer l'entrée de Papeete pour faire pression. Je pense que si on avait continué comme prévu, on se serait rassemblés à 40 000 sur la place Tarahoi. Cela aurait eu un retentissement meilleur plutôt que d'avoir fait ce barrage pendant 15 jours. La manifestation était un réveil de la population, mais ça n'a pas duré parce qu'on a voulu politiser le mouvement.



Le Collège La Mennais à Papeete

Aujourd'hui, avec ce qu'on nous a laissé à Moruroa et à Fangataufa, sur le plan de l'environnement, il y a beaucoup de choses à dire. Comment gérer ces déchets et toutes les conséquences des essais ? L'Etat doit respecter ses engagements. Mais pour moi, le combat est global, parce c'est toute la société aussi qui est polluée : pollution intellectuelle, pollution dans les convictions. Les familles ont été éclatées avec l'irruption de l'argent facile pendant des années et par la mauvaise distribution des richesses. C'est évident qu'une toute petite partie de la population a bien amassé mais le reste, bon ... Le niveau de vie est artificiel, nous vivons au-dessus de nos moyens. Et pour cette prise de conscience, ce n'est pas gagné d'avance.

On parle de la corruption des politiques, tout le monde leur tombe dessus ! Mais ils sont à l'image de la population. Nous n'aimons pas entendre ce genre de réflexion. Les politiques font comme chacun d'entre nous : nous serions prêts à faire comme eux, si on avait l'occasion ! Ramasser le maximum pour pouvoir vivre parce qu'on a l'impression que pour vivre bien, il faut avoir beaucoup de fric aujourd'hui. C'est ça la pollution.

Ce qu'il faudrait ici, c'est d'abord de convaincre l'Etat de reconnaître ce qu'il a fait ici et quels sont les effets négatifs. La corruption, le grand responsable, c'est l'Etat. Ça les a bien arrangés pendant 30 ans que ça se passe ainsi, parce que pendant ce temps là, ils ne protestent pas ! Il faut que l'Etat arrête de répéter : « Nous avons tout apporté ici. Ce sont des cadeaux à la Polynésie. » Ce ne sont pas des cadeaux ... Donc il faut continuer à aider ce peuple polynésien et le peuple polynésien doit prendre conscience qu'il n'a plus les moyens de continuer à vivre comme hier ni comme aujourd'hui. Le jour est encore loin où le peuple va prendre conscience qu'il faut travailler, suer pour pouvoir manger le pain qu'il a gagné et donc produit. Il y a de quoi produire ici à Tahiti.

Pour les générations à venir, il est absolument nécessaire de faire un travail de mémoire et d'appropriation de notre histoire. Ensuite, il faut tirer des conclusions de cette période du CEP où nous n'avions pas véritablement pris conscience de la portée de ce qui s'est passé. Il faut arriver à dominer notre propre histoire pour réfléchir à l'avenir.

Silence des intellectuels

Avec la création du Centre d'expérimentation du Pacifique, les familles des travailleurs originaires des archipels vinrent s'entasser dans les quartiers de Papeete et Faa'a. Puis les personnels permanents français – militaires et civils – de Moruroa firent venir leurs familles à Tahiti où des habitations et zones de résidences furent construites à leur intention.

Il fallut donc créer, écoles, collèges, lycées et renforcer le trop petit nombre d'enseignants polynésiens. Les médecins, puis les fonctionnaires d'administration suivirent. Les hauts salaires qui leur étaient proposés, en comparaison de la métropole, firent qu'il n'y eut guère de problème de recrutement. Ainsi, dans les années CEP, Tahiti comptait de nombreux « expatriés » ayant pour la plupart un haut niveau de formation.

Rares furent ces « intellectuels », de passage ou résidents, à s'engager dans la lutte contre les essais nucléaires aux côtés des militants polynésiens. Des prétextes ont pu être invoqués comme le devoir de réserve des fonctionnaires, la crainte d'un engagement « politique », ou encore la pression d'une grossière propagande du CEP. Certains, aujourd'hui, reconnaissent que les rémunérations très avantageuses dissuadèrent les prises de position.

Ainsi, ceux qui étaient les mieux formés pour comprendre la nocivité des essais nucléaires, gardèrent massivement le silence malgré les interpellations des flottilles médiatiques fortement relayées par les médias internationaux. Il faudra attendre 1990, avec le lancement du mensuel Tahiti Pacifique Magazine par un expatrié d'origine américaine, M. Alex W. DuPrel, pour avoir un regard critique sur les essais nucléaires et le « système CEP »

ARAPARI TEMARAMA

Je m'appelle Arapari Temarama Etienne. J'ai 54 ans et je suis pasteur depuis bientôt 32 ans.

En 1982, l'Eglise protestante maohi avec son synode a décidé de prendre la décision d'être contre les essais nucléaires français à Moruroa et aussi dans les autres pays du monde et de là, je suis rentré dans une organisation non gouvernementale qui s'appelle Hiti Tau. Mais ce que je voulais vraiment dire, c'est l'année 95. Première manifestation du peuple maohi avec le soutien vraiment de l'Eglise Evangélique de Polynésie française. J'étais parti à Moruroa sur le bateau de Greenpeace, avec Mgr Gaillot et M. Oscar Temaru Manutahi. Alors nous étions partis par le Greenpace sur Moruroa et on était arrivé vers le 10 juillet 1995. Le matin, vers 2 heures du matin, on s'est préparé pour entrer sur Moruroa, sur l'île de Moruroa parce qu'on était juste à côté, malgré les sommations des militaires. Et le matin, vers les 4 heures, ça y est, le feu vert a été déclenché et puis il y a les militaires qui nous suivaient, les bateaux qui suivaient, les zodiacs et nous, on était dans le capitainage du bateau et on voyait les lueurs du matin, au fur et à mesure qu'on s'approchait de l'île, chaque zodiac a été pris par les militaires, jusqu'au moment où on a été tamponné par le grand bateau de 3000 tonnes le Rari, bateau militaire, et c'est là à ce moment-là qu'on s'était arrêté. Et il y a l'assaut des militaires qui m'a fait rigoler, ah, ça c'est vrai ! parce que tellement mes fers ont tenu bon sur les vitres du capitainage, jusqu'au moment où ils ont pris la hache pour casser les vitres

On a vu le peuple tout en blanc dans la ville de Papeete qui accueillait le bateau de Greenpeace de retour de Moruroa.



et il y a un petit trou par où on passe la bombe lacrymogène et après on est descendu dans la pièce, là où il y a les moteurs et c'est de là qu'on avait piloté le bateau. Il n'y avait personne sur le bateau. Il n'y a que les zodiacs qui nous donnent notre position et c'est le capitaine qui bougeait les boutons par rapport à tribord, à babord ... C'est ça qui m'a beaucoup frappé et ça m'a donné courage aussi parce que le moment où on a été tamponné par le Rari alors je me suis dit c'est la fin parce que le bateau commence à pencher et puis allait de l'avant sombrer dans l'océan alors je me suis vite pensé à ma femme et mes enfants, ça c'est normal, c'est humain. A ce moment-là le bateau était revenu à lui. Bon je savais que les militaires ne doivent pas nous tamponner à mort, ça c'était une technique pour arrêter les manifestations ou bien pour arrêter une voiture ou un bateau, c'est juste pour faire peur et qu'il puisse s'arrêter. Mais on ne s'était pas arrêté, on a continué jusque sur le quai. Ca, c'était l'année 95 et c'était vraiment un impact dans



HITI TAU
CONSEIL NATIONAL DES ONG DU PAYS MAOHI



Les bateaux de Greenpeace en route vers Moruroa. 1995

le monde entier et nous avons dit que ce jour-là, 10 juillet 95, c'était l'anniversaire de la mort d'un compatriote antinucléaire Ferreira, en Nouvelle-Zélande à Auckland, a été dynamité sur le Rainbow Warrior et c'était ce jour-là qu'on a marqué comme anniversaire où nous devons rentrer dans l'île de Moruroa. Voilà à peu près ce qui s'est passé sur Greenpeace. Mais je n'oublierais jamais aussi en rentrant de Moruroa avec le Greenpeace, on a vu le peuple tout blanc dans la ville de Papeete qui nous accueillait et qui nous disait qu'on a réussi, parce qu'on a eu aussi des échos que Chirac va encore procéder à un tir et c'est le dernier tir, d'ailleurs dans l'année d'après en 96.

Pourquoi cette motivation ? Je pense que le peuple a compris en 95, plus que tout ce qu'on avait réfléchi, ce qu'on

avait documenté, tout ce qu'on avait fait auprès des anciens travailleurs, auprès de leurs veuves parce qu'il n'y a plus personne maintenant. Il n'y a que les veuves et les enfants qui restent. Qu'est-ce qu'on peut faire ? Nous voulons vraiment que ça soit l'équité, avec tout ce qu'ils ont fait pour la France, pour cette atomique-là, est-ce qu'il n'y a pas un esprit de remerciement, ou bien de remède, de remédier à cela ... Qu'est-ce que je veux vraiment c'est qu'on sache que c'est vrai, la réalité, la vérité. Tout le monde veut ça et surtout ici mon peuple, le peuple maohi, lui qui a subi. Et maintenant, est-ce qu'il n'y a pas quelque chose une porte qui s'ouvrira, une moindre porte qui va s'ouvrir devant ces familles-là qui ont supporté, qui supportent et supporteront peut-être plus tard. Voilà. Remédier cela.

Greenpeace et les actions navales

Les grands moments de la contestation des essais nucléaires français se sont greffés sur des erreurs politiques successives de la France. Le mouvement international d'opposition à l'armement nucléaire a saisi ces occasions pour engager des croisières spectaculaires habilement relayées par les médias audiovisuels.

Lorsque la France entreprit entre 1966 et 1974 ses campagnes de tirs aériens, elle contrevenait aux dispositions du traité d'interdiction totale des essais nucléaires aériens signé par les trois grandes puissances de l'époque le 5 août 1963. On peut comprendre l'indignation des Etats insulaires du Pacifique qui avaient subi à Bikini, Eniwetok, Johnston, Malden et Christmas, entre 1946 et 1962, 117 essais nucléaires aériens, soit l'équivalent de 10 400 bombes d'Hiroshima !

La première croisière contestataire partit de Nouvelle-Zélande en avril 1972, avec le Greenpeace III de David McTaggart. Le « Bataillon de la paix » fut même accompagné en 1973 par deux bâtiments de la marine néo-zélandaise. En se rendant dans les eaux polynésiennes et autour de Moruroa, l'objectif des antinucléaires était de renforcer un mouvement d'opinion écologique dans les pays du Pacifique et d'obliger les Etats à prendre position pour faire interdire les essais nucléaires aériens de la France. L'Australie, la Nouvelle-Zélande et Fidji déposèrent un recours devant la Cour Internationale de Justice de La Haye. Cette pression diplomatique contraignit le Président français Giscard d'Estaing à arrêter les essais aériens en 1974.

En juillet 1985, l'attentat dans le port d'Auckland contre le navire amiral de Greenpeace, le Rainbow Warrior, fut une énorme faute politique française qui relança les contestations navales contre les essais. Cet attentat précipita la conclusion du traité de Rarotonga qui établissait la dénucléarisation du Pacifique Sud. Dix ans plus tard, la décision du Président Chirac de reprendre les essais à Moruroa après trois ans d'interruption décidés par son prédécesseur, en plein moratoire des essais au niveau international, relança une contestation mondiale et la création d'une nouvelle « flottille de la paix » dirigée par le MV Greenpeace et le Rainbow Warrior II.

Les autorités françaises ont souvent fustigé cette opposition « venue de l'étranger », accusée de vouloir chasser la France du Pacifique. En fait, ces croisières contestatrices avaient des points d'ancrage locaux et s'assuraient la coopération des militants antinucléaires polynésiens qui s'étaient regroupés, depuis le milieu des années 1970, autour des organisations locales, notamment Tavini Huiraatira, la Mana te Nunaa, la ora te natura, ou Hiti Tau.

JOHN DOOM

Je m'appelle John Taroanui Doom. J'ai aujourd'hui 74 ans. Je suis originaire de Tubuai dans les îles Australes, où j'ai passé mon enfance jusqu'à l'âge de 9 ans.

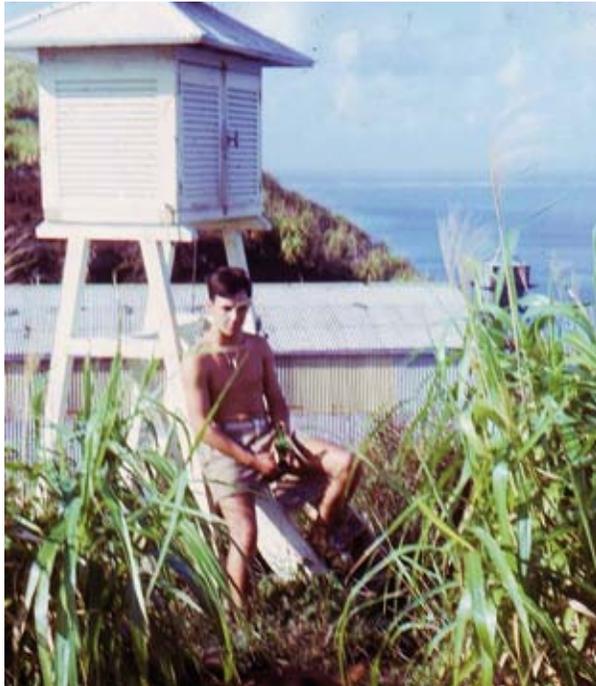
En 1963, un article du Monde écrivait que la France allait expérimenter la première bombe H dans les îles Gambier en 1965. J'étais diacre de la paroisse de langue française de Papeete et avec notre pasteur Jean Adnet nous avons pensé qu'il fallait informer nos paroissiens. Nous avons donc publié dans le bulletin paroissial « Le lien », un article demandant une enquête commodo et incommodo sur les essais nucléaires. Ce qui nous intéressait, c'est qu'on demande l'avis du peuple. Après le synode de juillet 1963, notre Pasteur Jean Adnet part en congé en France, et peu après, on apprend qu'il est interdit de séjour en Polynésie ! J'ai fait faire une pétition - une première pour l'Eglise ! - qui a été envoyée aux Eglises protestantes françaises pour qu'elles interviennent auprès du gouvernement français. Le Pasteur Boegner, président de la Fédération protestante de France a interpellé le général de Gaulle et tout est rentré dans l'ordre.

A cette époque, j'étais journaliste à l'ORTF et, avant les essais, j'accompagnais les visites à Moruroa des hommes politiques, des responsables du pays et même des Eglises. On visitait les blockhaus avec des murs de deux ou trois mètres d'épaisseur. On nous disait que la radioactivité ne pouvait pas traverser ces murs et que tout était prévu pour que les gens soient à l'abri. Mais voilà !

Vous les jeunes générations, vous devez vous engager. Posez des questions à vos parents. Il y va de l'avenir de notre peuple.



Le premier essai nucléaire a eu lieu le 2 juillet 1966 à Moruroa. Il se trouve que j'étais le seul fonctionnaire à accompagner le général Billotte, ministre de la France d'outre-mer, pour aller à Moruroa avec les élus des Tuamotu et un élu du conseil de gouvernement, Monsieur Gaston Flosse qui est originaire des Gambier. Après Moruroa, nous sommes allés à Mangareva pour assister au tir du 2 juillet. A 5 h 34 du matin, nous sommes montés à Taku pour voir le champignon. Les militaires distribuaient des lunettes, mais moi je n'en avais pas. Il fallait tourner le dos dans la direction de Moruroa, mettre les mains sur les yeux et attendre l'autorisation de pouvoir regarder. On a entendu la détonation mais pas tout de suite. J'ai entendu trois « boum » - « Boum ! Boum ! Boum ! » Quand on nous a autorisé à regarder, je dois dire que j'étais



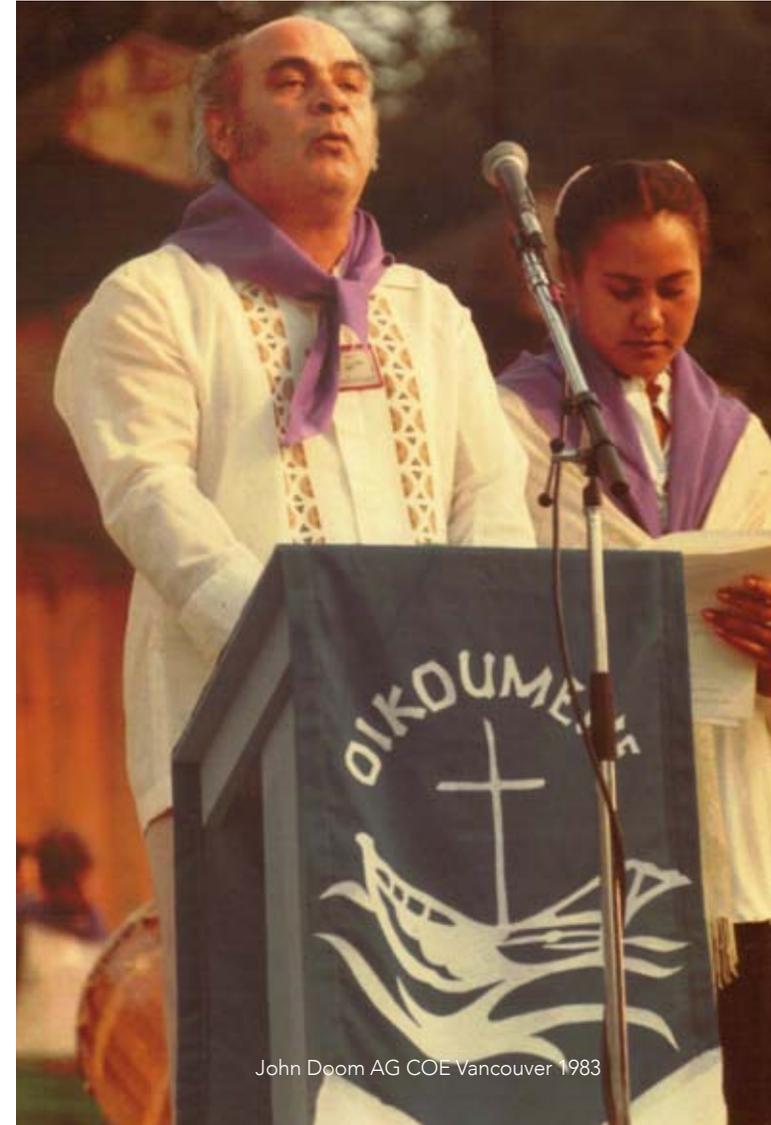
Taku. La station météo. 1967

déçu : on nous disait qu'il y aurait un très beau champignon plein de couleurs, qui monterait dans le ciel. Et j'ai vu une espèce de nuage étiré, complètement oblique : ça partait dans le décor quoi ! Les responsables étaient heureux.

Le lendemain, nous devions avoir un très grand repas avec la population et tout était fin prêt pour célébrer ce premier essai nucléaire. Mais le soir arrive et il commençait à pleuvoir. Les militaires courraient dans le village vers les responsables qui étaient à la gendarmerie. Mais moi, le journaliste, j'étais chez un particulier. Le lendemain matin, on nous dit qu'il faut prendre l'avion. « Pourquoi partons-nous ? » « On doit partir ! » Je n'ai eu la réponse à ma question que des années plus tard. Dans la nuit, le nuage de la bombe est venu sur les Gambier et il ne fallait pas rester là et nous sommes partis ! Nous avons laissé la population dans la pleine ignorance et nous nous sommes enfuis avec l'hydravion ancré dans le lagon des Gambier pour rentrer sur Papeete. J'étais intrigué car, dans l'avion, il y avait la femme et les enfants du gendarme tahitien. J'ai su par la suite qu'il avait tout entendu ce que disaient les autorités et qu'il avait demandé que sa femme et ses enfants prennent l'avion avec nous pour rentrer sur Papeete.

Je crois que c'est là qu'ont commencé les mensonges du gouvernement français. En effet, le général Billotte, arrivant à Papeete, a fait une conférence de presse disant que tout s'était bien passé. Voilà donc le premier essai nucléaire : ils avaient prévu que les vents iraient dans une certaine direction, mais ce n'est pas ce qui s'est passé : le vent va où il veut ! Et les Gambier ont été bien contaminées. Des années plus tard, nous avons appris que l'amiral avait dépêché sur les Gambier un bateau, La Coquille, pour faire des tests. Le docteur Millon qui a fait beaucoup de déclarations sur l'absence de danger à Moruroa, avait écrit dans son rapport de La Coquille que les doses de radioactivité dans les

légumes, l'eau des caniveaux ... quelques jours après le 2 juillet dépassaient de très loin les limites acceptables pour l'être humain. Et voilà, le mensonge ! Tout cela est resté secret.



John Doom AG COE Vancouver 1983

Un autre rapport écrivait même que « pour des raisons politiques et psychologiques » il ne fallait pas évacuer la population des Gambier. Donc, cette population, je n'hésite pas à le dire, a servi de cobaye parce qu'on a rien fait pour eux. Plus fort que ça, en 1966, il n'y avait pas d'abri. Les abris pour la population ont été construits à la fin de l'année 1967. Mais lors des essais de 1966 et 1967, les gens des Gambier n'ont pas été protégés. Ils ont menti pour la première bombe et il y en a eu 193 en Polynésie !

Dans le temps, il n'y avait pas de téléphone dans les îles, alors tous les messages des familles des Tuamotu passaient à la radio

de l'ORTE. Tous les soirs, il y avait un tas de 500 messages à lire ... Les gens disaient : « Bonjour papa, nous allons bien, vous allez bien ! Je vous embrasse » Terminé ! Il y en a 500 comme ça. Quand j'étais aux Gambier, mon remplaçant n'a pas fait de tri, il a lu un des messages qui disait « Il faut ramener bébé ma à Tahiti. Il faut ramener des enfants à Tahiti, on a lancé la bombe. Vous allez mourir ! » Au retour, j'ai dû faire un rapport pour expliquer pourquoi ces messages étaient passés ... Quand la télévision a commencé la télévision, le tahitien était banni de la télévision. J'ai été formé en France pour faire de la télévision mais je ne suis jamais passé devant une caméra et on n'a jamais parlé en tahitien. Si, quand même ! Les

émissions s'arrêtaient vers 9 heures et demie le soir et je passais dans la dernière diapositive de fin avec un cocotier, la mer, tout bien joli ... et on entendait Madame Winckler chanter en tahitien « Tata ore teie a hue ... » Après ça, je présentais le programme de la télévision du lendemain en tahitien mais tous les programmes étaient en français !

Après notre metua Pouvaana en 1958, l'Eglise a été aussi une des premières victimes, avant même que les essais aient commencé, par l'interdiction de séjour du pasteur Adnet. Mais, l'Eglise protestante étant majoritaire ici, il y avait autant de fidèles du côté de la France que de l'autre. Si l'Eglise prenait position, on risquait une scission dans l'Eglise. Cela explique que cela a mis du temps et que nous ayons pris la première décision concernant les essais nucléaires en 1982 seulement. J'étais Secrétaire général de l'Eglise et ce n'était pas facile ... Lorsque nous parlions de cela, nous avions des remarques très dures des travailleurs, des paroissiens qui travaillaient à Moruroa : « Pourquoi l'Eglise est-elle opposée aux essais nucléaires ? C'est vous qui allez nous donner à manger ? On y va pour de l'argent ! » Effectivement, quand on leur posait la question « Pourquoi allez-vous à Moruroa ? » Ce n'était pas pour autre chose. Ils étaient contre la bombe, mais c'était à cause des salaires.

Mais nous faisons aussi partie de la Conférence des Eglises du Pacifique qui faisaient des communiqués et des séminaires.



Genève. Manifestation du Comité central du COE contre la reprise des essais. 1995



Avec Han Seur et Pieter de Vries, sociologues. 1996



Genève. 1995



Maddeleen Helmer et Sue Roff au Séminaire Solidarité Europe Pacifique. 2000

Des livres sont sortis sur le nucléaire. Et l'un d'eux, « Exodus », a été publié par la Conférence des Eglises du Pacifique pour dire le message de l'Eglise aux Tahitiens : « Si vous y allez, à Moruroa, observez comme il faut les consignes... et si vous pouvez ne pas y aller, c'est encore mieux. » En 1982, l'Eglise a envoyé une lettre au Président de la République, M. Mitterrand pour lui dire que nous étions pour l'arrêt des essais nucléaires en Polynésie et dans le monde. En tant que chrétiens, nous ne pouvons pas accepter des armes de destruction massive.

En 1989, j'ai été nommé au Conseil Océanique des Eglises à Genève pour créer le Bureau du Pacifique. Une des premières choses que j'ai voulu faire, c'est de rencontrer les Eglises en France, pour leur dire : « Qu'est-ce que vous faites sur le nucléaire ? » La réponse fut : « Pas grand-chose ! » A part un centre dirigé par M. Bruno Barrillot à Lyon, c'était bien tout. Et c'est comme ça que j'ai rencontré Bruno et une jeune femme des Pays-Bas, Madeleen Helmer, qui est devenue la secrétaire du petit groupe « Solidarité Europe Pacifique ». Nous avons réuni chaque année des représentants d'Eglises de sept pays européens, sur les problèmes du Pacifique et évidemment sur le

nucléaire. L'Europe ne connaissait absolument rien sur les essais nucléaires en Polynésie et encore plus en France ! Les essais n'étaient la préoccupation ni des Français ni des Européens. Donc, il fallait éduquer les Européens et leur dire ce qui se passait en Polynésie. Chaque année, on réunissait jusqu'à 200 personnes, avec des responsables d'Angleterre, de France, de Suisse, d'Allemagne, de Hollande et même de Norvège. Peu à peu, nous avons essayé de les mobiliser... jusqu'au moment où le Président Jacques Chirac a décidé de reprendre les essais nucléaires en 1995. C'est de notoriété que les Eglises en Europe et les Eglises dans le Pacifique sont vraiment montées au créneau. De mon bureau du Pacifique, à Genève, j'ai envoyé 80 000 cartes postales au Président de la République, nous avons aussi envoyé des fax. Paraît-il que les fax crachaient à l'Elysée ! La mobilisation dans le Pays, dans le Pacifique et en Europe a peut-être fait que les projets du Président Jacques Chirac a dû raccourcir son programme. Donc, les essais se sont terminés en 1996.

A ce moment, j'ai fait faire une affiche au Conseil Océanique que j'ai distribuée partout dans le monde disant : « Le dernier essai ? Et après ? » Point d'interrogation. Alors, avec nos amis de France et de « Solidarité Europe Pacifique », nous voulions aller au fond des choses, et nous avons décidé de faire une étude sociologique. C'est ce qui s'est fait en 1996 ici où nous avons pu interroger 734 anciens travailleurs polynésiens de Moruroa. Bien sûr, la police et la gendarmerie passaient chez les gens avant les responsables de l'enquête pour leur dire de ne pas parler. Mais nous avons quand même pu avoir les témoignages de 734 personnes qui ont été publiés dans le livre « Moruroa et nous », d'où vient « Moruroa e tatou » le nom de l'association aujourd'hui. Tout ce qui se fait aujourd'hui en Polynésie sur les conséquences des essais part de cette enquête sociologique. Nous avons appris beaucoup de choses stupéfiantes ! Il y a eu des enfants recrutés pour aller travailler à Moruroa, à 12 ans. Ils ont expli-

qué ce qu'ils faisaient : ils allaient gratter les blockhaus pour les repeindre après les essais aériens... Quand nous avons publié le rapport en 1998, le Haut-Commissaire et même l'Amiral voulaient nous poursuivre, disant : « Nous allons vérifier cela. Ce n'est pas vrai ! » Mais ces personnes-là existent, nous avons leur identité, on peut les voir, nous savons qui ils sont.

En juillet 2001, nous avons donc créé l'association Moruroa e tatou. A cette occasion, nous avons fait venir une experte britannique, Suzanne Rabbitt Roff, qui avait réalisé une étude sur les anciens militaires engagés dans les essais britanniques. Nous pensions avoir seulement 20 personnes, parce que les gens ne voulaient pas parler... Qu'est-ce qu'on voit arriver ! Plus de 150 personnes, nous n'avions même pas de sièges ! Et ce soir-là, pour la première fois, les travailleurs de Moruroa osaient se parler les uns aux autres. Ils commençaient à s'interpeler. Ils ont demandé que le siège de l'association soit le siège même de l'Eglise Protestante Maohi. Au départ, nous avions une centaine de membres ; aujourd'hui, nous sommes plus de 4500 membres. Au début, ça a été difficile car le pouvoir politique n'était pas du tout en faveur, bien au contraire. Il essayait même de bloquer. Les courriers



Paris. Conférence au Sénat. Avec Paul Ahpoy et Sheila Gray. 2002

adressés au Président du Pays sont toujours restés sans réponse. Il faut aussi dire que l'association était taxée d'indépendantiste, que nous étions avec les troupes de M. Oscar Temaru ... Mais au fur et à mesure du développement de l'association, ils ont compris que le but de l'association était de trouver une solution aux victimes des essais nucléaires. Je trouve que 10 ans après, nous n'avons pas varié d'un iota dans notre objectif : d'abord les victimes. Nos arguments s'appuyaient sur des preuves grâce à l'aide de notre expert, Bruno Barrillot.

Aujourd'hui, il faut que l'Etat et le ministère de la défense, arrête de nous prendre pour des demeurés. Ce temps est terminé. Il est clair que toute la Polynésie a subi des retombées radioactives, plus de 200 retombées en Polynésie du temps des essais aériens ... Au départ, l'Etat affirmait qu'il n'y avait rien eu. Le peuple ici souffre ! On ne peut pas tout mettre sur le dos de Moruroa, mais je pense qu'une grande part de nos problèmes de santé vient de là. La thyroïde, ça ne se trouve pas au bord de la route ! La leucémie ne se trouve pas au bord de la route ! Les maladies cardio-vasculaires, ça ne s'attrape pas comme ça !

Aujourd'hui, nous avons plus de 6000 handicapés enregistrés dans un pays de 240 000 habitants ... Je ne dis pas que tous les handicapés viennent de là, mais aucune étude n'est faite !

Chaque année, le 2 juillet, nous commémorons le premier essai à notre stèle de la mémoire des anciens travailleurs à Papeete et nous lisons la liste de ceux qui sont morts dans l'année. La liste s'allonge. Le nombre de veuves s'allonge. Qu'est-ce qu'on en fait ? Nous avons été au tribunal l'année dernière. Nous avons présenté huit dossiers. Les juges n'ont pas dit que ce n'était pas juste. Ils ont seulement dit que ça arrive après les délais décidés par la loi ! Quels délais ? Nous avaient-ils prévenus des délais ? Non ! Nous allons fêter les 10 ans de l'association, si il y a une continuité, c'est cela : il faut la justice et la vérité pour les victimes. Le problème du nucléaire est devenu incontournable aujourd'hui : on ne peut plus se cacher derrière la raison d'Etat. Les essais sont terminés, mais les conséquences sont là pour des milliers d'années ... ce n'est pas quelque chose qui est derrière nous.



Hiroshima. 2003. Commémoration du bombardement du 6 août 1945



Tureia. 2001. France 2 tourne « Dans le secret du Paradis » Photo John Doom

Les Eglises et les essais

Au nom du respect de la vie et de la sauvegarde de la création, les Eglises sont fondamentalement opposées à toutes les armes de destruction massive. En 1957, le Conseil Œcuménique des Eglises avait pris position pour l'arrêt des essais nucléaires et pour le désarmement nucléaire. De plus, quelques jours avant le premier essai atomique français au Sahara (13 février 1960), le même Conseil interpellait explicitement la France en déclarant que « les puissances qui n'ont pas encore procédé à des essais à des fins militaires doivent y renoncer dans quelque région que ce soit. »

Lorsque le 5 août 1963, les trois grandes puissances nucléaires décidaient, en signant le traité de Moscou, d'arrêter définitivement leurs essais aériens, le Vatican adressa à leurs trois dirigeants un message de félicitations « pour la conclusion d'un acte si important et significatif. »

Les Eglises de Polynésie française n'ignoraient pas les déclarations et recommandations des représentants mondiaux de la chrétienté. Les Protestants polynésiens étaient particulièrement sensibilisés depuis 1960, car leur Eglise était encore rattachée aux Missions protestantes de Paris qui, de leur côté, avaient fermement condamné les premiers essais nucléaires de la France au Sahara. Logiquement, donc, la paroisse protestante de langue française de Béthel à Papeete, se prononçait dans « Le Lien » de janvier 1963 pour une enquête commodo-incommodo avant l'installation du CEP aux Gambier. « Nous croyons qu'il appartient à la population de la Polynésie française (au besoin par la voie du suffrage universel) de dire si elle veut ou non de telles installations ».

MGR HUBERT COPPENRATH

Je m'appelle Hubert Coppenrath, né à Papeete le 18 octobre 1930. J'ai été ordonné prêtre en 1957 et depuis le mois de février 1998, j'ai été ordonné évêque et j'ai succédé à mon frère en juin 99.

Les débuts du CEP ont été une période de grands bouleversements. Petit à petit, on a vu arriver une grande quantité de personnels militaires et ça a bouleversé complètement la vie de la population. En effet, pour des besoins de main d'œuvre, le CEP a déplacé la population. Ils ont recruté des gens aux Marquises, aux Gambier et dans le reste des Tuamotu. Ces gens sont venus à Papeete et aussi dans les Tuamotu. Cela a été une période de grandes perturbations familiales. Les couples se sont défaits. La venue de la Force Alfa, par exemple, qui comptait plusieurs milliers de militaires a provoqué des ruptures dans les foyers qui ont été détruits et on a assisté à une détérioration du climat social et moral.

A cette époque là, j'étais affecté dans l'ouest des Tuamotu et là je voyais des îles complètement vidées. Je me rappelle avoir

fait un séjour à Kaukai, une île qui autrefois avait quelque 300 habitants, il n'en restait plus que 70. Ceux qui étaient partis étaient les plus dynamiques, les plus entreprenants. Il restait les vieillards et les plus timorés si bien qu'on sentait que la vie

s'éteignait petit à petit. Je me rappelle qu'ils avaient voulu faire un repas et il n'y avait même pas un cochon. Ils avaient tué le dernier depuis longtemps !

Cela a été une expérience très difficile pour l'ensemble du Pays. Après 1963, il y a eu vraiment une crise morale.

On n'a pas pris conscience tout de suite de la gravité de ces expériences pour la santé de la population.

Les habitudes ont changé avec une baisse de la pratique religieuse. Mais en même temps beaucoup de gens qui étaient aux Tuamotu, à Moruroa, sont venus s'établir ici. Cela a changé les paroisses qui sont devenues beaucoup plus de langue tahitienne parce que ces gens des îles ne parlaient pas français. Donc il a fallu mettre des messes en tahitien et s'occuper de tous ces gens. Par la suite, on s'est installé dans une facilité de vie de plus en plus grande, les gens ont pris beaucoup de mauvaises habitudes, celle de la vie facile, celle de ne plus travailler et l'agriculture s'est étiolée petit à petit.

Nous n'avons pas pris conscience tout de suite de la gravité de ces expériences pour la santé de la population. Cependant quelques prêtres des Tuamotu nous ont dit qu'il y avait des

choses qui se passaient, qu'un certain nombre de personnels avait été irradié. J'ai le souvenir de prêtres qui nous ont raconté qu'il y avait des aviateurs qui avaient été irradiés, mais qu'il y avait aussi des gens qui ont été irradiés. Cela, je l'ai su après. On ne l'a pas dit : on a soigné et pris des précautions pour le personnel militaire mais pour les civils ils n'en ont pas fait autant ...

On peut dire que nous avons été un peu tenus dans l'ignorance de tout cet aspect dangereux pour la santé des populations. Par contre, nous étions très avertis sur le bouleversement social : tous ces militaires aux Tuamotu qui ont détruit les ménages, se sont mis en concubinage avec de toutes jeunes filles. L'une d'elle que j'ai revue il y a peu de temps et qui est maintenant en

France avec son mari, me disait qu'à l'âge de 14 ans, elle allait dans le lit de l'adjudant-chef... Et d'autre part, ces personnels militaires n'étaient pas bien non plus, parce qu'aux Tuamotu, c'est une vie à part. On dit qu'il y a eu une quantité importante de suicides parmi ces militaires qui étaient stationnés aux Tuamotu. Pourquoi ? C'est un peu spécial les Tuamotu. Il y a de l'eau d'un côté, il y a de l'eau de l'autre. On est sur une toute petite bande de terre... Très souvent les aumôniers militaires nous faisaient part de suicides. Par contre, j'entendais beaucoup de plaintes. Le Père Daniel des Gambier, notamment, se plaignait beaucoup du désordre que le CEP entretenait dans ses îles, en particulier l'alcoolisme.

Il y a quand même eu un prêtre qui s'est dressé contre le CEP, c'était le Père Florentin. Il a été déclaré persona non grata. Lui s'y est mis carrément, il a essayé de gêner, pas très habilement, ce que faisait le CEP et il leur a manifesté une grande hostilité. Par exemple, il ne répondait jamais aux invitations qui lui étaient adressées pour aller aux cérémonies officielles. Et puis, il disait aux gens que ce n'était pas bien ce qu'on faisait... Enfin, c'était un personnage un peu original, fantasque, alors il n'a pas eu l'impact qu'il aurait dû avoir. Mais, il a été déclaré persona non grata. Quand il a quitté le diocèse, il a été en Belgique. Puis il a essayé de revenir ici et il a été arrêté. Un jour on a vu arriver un policier à l'évêché : « Où est le Père Florentin ? » On lui répondit : « Il est en Belgique » - « Non, non il est arrivé ce matin. On l'a laissé passer, il faut que je le retrouve. » Par la suite, j'ai été responsable de Tureia après la fin des essais aériens, c'est l'île la plus proche des expériences, et là bien sûr, la population n'était pas très claire, c'étaient des gens qui étaient très marqués par l'alcool... Donc c'était difficile de parler aux gens, l'idée ne m'est pas venue que leur état pouvait venir des essais. Pourtant ils me racontaient leur vie quand il y avait encore les expériences, les abris anti atomiques étaient là, qui rouillaient, et beaucoup de matériel était encore là en



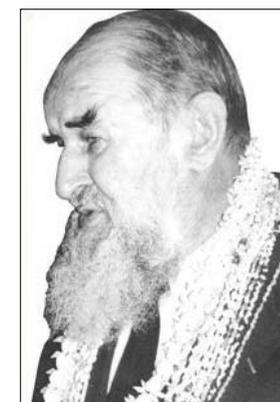
La pesée du coprah
à Tureia 2001
Photo John Doom

train de se détériorer au soleil. Donc, ces gens m'ont raconté comment ça se passait, comment ils étaient sous influence militaire ... il y avait un contingent de militaires qui était là à demeure puis ils ont été remplacés par des gens du pays qui s'occupaient de la météo. Mais, je n'ai vraiment jamais eu conscience de graves accidents de santé dus aux radiations atomiques. Parce que nous étions très mal informés. Il faut dire que nous avions ici à Tahiti, des militaires qui étaient catholiques, qui nous fréquentaient, qu'on connaissait et on était un peu influencés par leur jugement. Eux-mêmes n'étaient pas très informés, à part peut-être les hauts gradés. Ce que je sais, c'est que le premier chef du CEP, un capitaine de vaisseau était contre le CEP ! Il a été changé du reste. Il disait carrément « Si j'étais à votre place, moi je n'accepterai pas ça ». Je ne me rappelle plus de son nom.

Maintenant, nous sommes donc vraiment bien informés, à la suite de tout ce qu'a fait notamment par Moruroa e tatou. On se rend bien compte qu'il y a eu une irradiation importante de la Polynésie qui doit avoir des conséquences médicales. Il faut

que quelque chose soit fait pour qu'on connaisse exactement la gravité de cette irradiation et ensuite que la France, fasse quelque chose pour ces gens là. Il faut être sérieux ! Une loi a été votée, mais pour que les gens puissent en profiter, il faut les aider à reconstituer leur carrière et tout ça. Une partie de Tahiti a reçu une irradiation assez forte, même ici des gens qui n'ont jamais les pieds à Moruroa peuvent être victimes de ces irradiations. Alors, c'est vraiment un problème difficile : comment faire la preuve ? De plus, il faut bien se dire qu'actuellement, la France n'est pas prête à dépenser beaucoup. C'est un peu comme dans les guerres, ce ne sont pas seulement les soldats qui sont tués ... des gens qui n'ont pas bougé de chez eux ont peut-être été irradiés. C'est le cas par exemple à Mangareva. Alors, pour penser à l'avenir, il faut que les Polynésiens se rendent compte que pendant ces 30 ans ils ont pris de très mauvaises habitudes, ils ont vécu avec de l'argent facile, l'agriculture a été abandonnée, ils ont pris l'habitude de se faire assister. Maintenant, l'Etat lui-même nous renvoie à nos propres ressources. Il faut se rendre compte que les années vont être difficiles et qu'on ne peut pas indéfiniment vivre

au niveau où on a vécu pendant ces années. Il faut avoir le courage de faire face à cette situation et trouver les moyens pour que la population vive. Mais ici, c'est comme partout, les gens n'aiment pas perdre les avantages acquis. Les gens ne se rendent pas compte que la France est à peu près ruinée, qu'elle va chercher tous les moyens de faire des économies. Il va falloir oublier cette période de facilité et prendre son courage à deux mains.



Père Victor Vallons

Le pères des Tuamotu

Dans les années 1960, les communautés insulaires des Gambier et des Tuamotu de l'Est étaient dirigées – c'est le mot – par des prêtres catholiques dont l'autorité n'était pas contestée. Le Père Victor Vallons contribua avec ses paroissiens des atolls à la rénovation de la cocoteraie. Quelques-unes de ses lettres à Mgr Mazé, son évêque à Papeete, montrent qu'il avait pris conscience des dangers des essais nucléaires dès 1967 : « Est-ce que vous avez su que toutes mes îles mises en valeur avec mes ruruhere de Reao et Pukarua sont toutes radioactives et terrain formellement interdit jusqu'à nouvel ordre ? »

De son côté, à Mangareva, le Père Daniel Egron s'inquiète auprès de son évêque alors que les militaires construisent l'abri pour la population, début 1968 : « Le CEP se montre très avare de faveurs. Le facteur psychologique ne joue plus. Et pourtant, c'est nous qui sommes menacés non seulement dans nos santés, mais aussi dans toutes nos raisons de vivre si jamais on doit nous enfermer dans cet abri ou pire encore nous évacuer. » Ainsi informé, Mgr Mazé se taira.



Anciens de Tureia. 2001 - Photo John Doom

TAAROANUI MARAEA

Je m'appelle Taaroanui Maraea. Je suis pasteur, président de mon Eglise Protestante Maohi.

J'ai quelques souvenirs des essais nucléaires. Je me rappelle que mon père une fois se préparait pour partir à Moruroa. Je devais avoir entre 5 à 7 ans. Heureusement, il n'est pas resté longtemps, seulement quelques mois et il est revenu. Un de mes oncles est resté très longtemps et ce que j'ai compris, c'est que Moruroa représentait quelque chose d'important dans la mesure où ils ramenaient dans la famille des moyens financiers importants. Beaucoup de villageois étaient encouragés à partir et parfois les pasteurs ou des responsables d'Eglise essayaient de favoriser ce mouvement d'exode vers Moruroa. Ce qui était sans doute primordial pour eux, c'était l'amélioration des conditions de vie des familles dans les îles. J'ai appris bien plus tard que, déjà à cette époque, l'Eglise s'était prononcée contre les essais nucléaires. Donc, il y avait un discours de l'Eglise officielle qui était vraiment important, mais il y avait aussi le vécu bien différent des paroissiens.

A cette époque, je n'avais pas entendu parler de revendications contre les essais nucléaires, en tout cas chez moi, à Tahaa, dans ma famille. J'ai commencé à prendre conscience de ce qui s'est passé à l'âge de 18 ans et en particulier quand j'ai commencé à venir à Tahiti à l'Ecole pastorale où j'ai rencontré des professeurs qui étaient vraiment contre les essais. Déjà, des articles dénonçant le nucléaire français commençaient à paraître dans le mensuel de l'Eglise. Se prononcer contre les

Ce jour de 1995 où le Synode décida de défilier dans les rues de Papeete pour s'opposer à la reprise des essais.



essais nucléaires, c'était prendre le risque des divisions dans les paroisses. Je me rappelle très bien lorsqu'on parlait de ça même au niveau des pasteurs et du synode, certains disaient « Mais qu'est-ce que l'Eglise est capable de donner pour la population ? Est-ce que l'Eglise est capable de donner du travail ? » La question du nucléaire était une question très sensible à l'intérieur même de l'Eglise.

Si vous regardez les journaux, vous verrez que rares sont les pasteurs qui ont osé braver ce tabou. Il y avait le pasteur Vernier, plus tard il y aura le pasteur Ralph Teinaore qui vont oser braver cet interdit. Et ce n'est que plus tard, disons en 1995, qu'il y aura une prise de conscience... Cette année-là, le synode va marcher dans la rue, ce qui est un fait historique, parce que c'est l'institution qui va briser le tabou. Cela n'a pas été facile décider le synode. Il a fallu toute une journée de débats et une prise de décision le lendemain matin pour que ce jour-là, le synode puisse, à 13 heures, marcher dans les rues de Papeete pour montrer le désaccord de l'Eglise avec la reprise des essais nucléaires.



Papeete. Départ de la manifestation à l'occasion de la venue de Jacques Chirac. 2003

Donc l'évolution s'est faite en 15 ans : on peut dire que c'est long. C'est 1995 qui va ouvrir, en fait, la porte grande vers une certaine démocratisation du corps pastoral et cette liberté de faire des démarches. A l'époque, j'étais vice-président. Quand j'allais dans les paroisses ou que je donnais des consignes aux pasteurs pour relever les noms des personnes qui ont travaillé à Moruroa, cela restait très difficile : soit, les pasteurs avaient peur, peur pour eux-mêmes mais surtout pour leurs enfants, ou alors parce que ils ne voulaient pas diviser la paroisse. Il faut comprendre qu'à cette époque-là travailler contre le nucléaire était assimilé à des partis politiques... Voilà, les pasteurs ne voulaient pas non plus s'engager sur ce terrain-là... sans compter les intimidations des services de l'Etat, gendar-

merie, Renseignements généraux et autres. Je me rappelle, en 1996, quand nous faisons les enquêtes auprès des anciens travailleurs, j'avais presque toutes les semaines les Renseignements généraux dans mon bureau, pour essayer de voir où en était l'avancée de nos travaux. A tous les synodes, avant le culte de clôture où on lisait les résolutions du synode, les Renseignements généraux voulaient avoir en premier une copie de ces déclarations. Mais je leur disais toujours : « Ecoutez, vous allez attendre une heure et on vous donnera le texte. A quoi sert de vous donner cette copie puisque elle doit être lue face aux fidèles ? » Je comprends les journalistes qui veulent faire un scoop... mais les Renseignements généraux, ça je ne peux pas comprendre !



Bruno Barrillot avec les dirigeants de l'Eglise Protestante Maohi. 1998

En 1995, l'événement est passé en instantané à travers le monde. Je me rappelle que je regardais une émission de TF1 où on voyait en direct ce qui se passait ici, à l'aéroport. L'événement qui se déroulait à Tahiti était en instantané sur le plan mondial. C'était vraiment quelque chose de très important. Après 1995, dans le Réseau Europe Pacifique, élargi à l'Australie et la Nouvelle-Zélande, on voulait faire quelque chose. Mais quoi ? Il fallait réfléchir. Par où fallait-il commencer ? L'idée de faire une étude sociologique a germé parce qu'il y avait toujours de grandes batailles entre scientifiques. Donc, il fallait prendre à revers cet aspect des choses et engager une démarche qui réponde à d'autres critères beaucoup plus sociologiques sur le vécu par les anciens travailleurs, sur leur histoire à Moruroa... Cette enquête sera menée difficilement : d'une part, il fallait continuer à éveiller les consciences, même au niveau des plus éclairés, je parle des pasteurs, et d'autre part, il fallait tenir compte de la difficulté des gens à s'exprimer sur ce qu'ils ont vécu ; avec parallèlement toute la pression de l'Etat qui essayait de faire capoter ce projet. Malgré tout, cette

enquête sera menée à son terme, un livre sera publié, traduit en plusieurs langues dont une version tahitienne ... ce qui n'était pas du tout aisé vu les termes techniques employés, mais on y est arrivé ! On espère avoir fait un bon travail qui a pu aider les Polynésiens à se retrouver, à relire leur histoire et à comprendre ce qui leur est arrivé pendant ces 30 ans de CEP.

Il faut replacer cette histoire des essais dans une volonté politique affichée par la France lorsque De Gaulle voulait faire de la France un Etat puissant parmi les puissants. Il faut voir comment notre pays a été traité pour faire de la France un Etat qui puisse s'asseoir au Conseil de sécurité des Nations Unies. Mais le prix que nous avons payé est un prix très fort. La nouvelle génération doit voir tout cela pour comprendre ce qui nous est arrivé, ce que l'Etat a fait de notre pays, comment les Polynésiens se sont pliés à cette politique-là pendant plus de 30 ans. Le système politique qui a été mis en place ici, c'est ce qu'on pourrait appeler vulgairement la « politique du ventre », c'est-à-dire, qu'il faut tenir la population par ses

besoins élémentaires pour pouvoir lui faire faire ce qu'on a envie de faire. Le pays démocratique qui a eu la lourde responsabilité de porter haut l'étendard des droits de l'homme a pris beaucoup de responsabilités, de grandes responsabilités à notre égard. Mais il y a aussi la responsabilité des Polynésiens qui nous ont fait plier à cette politique-là et qui eux aussi, nous ont menti pendant plus de 40 ans. Ils se targuent aujourd'hui de dire autre chose très maladroitement. J'entends même un Président du Pays dire que les retombées du combat des victimes viendraient pour reboucher le trou de la mauvaise gestion des finances du Pays. C'est énorme. Je pense que nos politiques n'ont encore rien compris du tout et qu'une fois de plus, les Polynésiens vont être une nouvelle fois sacrifiés. Je pense que la jeune génération doit comprendre l'histoire de cette période du CEP pour pouvoir prendre des responsabilités et bâtir l'avenir. Cette histoire doit être enseignée, mais elle doit aussi être assumée, autant par nous-mêmes ... mais je suis convaincu que si la France assumait elle aussi cette histoire, cela la ferait grandir d'autant plus ...

Déclaration des synodes

La première déclaration officielle du synode de l'Eglise Evangélique de Polynésie française sur les essais nucléaires date du synode qui s'est réuni du 1er au 6 août 1982 à Papeete. La décision du synode est concise : « *Devant le danger que représente le nucléaire sous toutes ses formes, le Synode demande que cessent les expériences à Moruroa, que cessent les dépôts de déchets radio-actifs dans le Pacifique, que cesse dans le monde la course au nucléaire.* »

Le 27 octobre 1982, cette décision a été transmise par le Président de l'Eglise, le Pasteur Utia Marurai, à François Mitterrand, Président de la République, mais il faudra attendre 15 mois pour recevoir une réponse polie du Président Mitterrand, justifiant la dissuasion française « moderne et adaptée » aux menaces qui pèsent sur la France et rappelant sa volonté de transparence en ouvrant son centre d'essais aux scientifiques étrangers de la mission néo-zélandaise. Quant à l'arrêt des essais nucléaires, il n'en fut pas question.

Par la suite, chaque année, le Synode de l'Eglise protestante renouvellera sa demande d'arrêt des essais nucléaires. En 1995, fait unique dans l'histoire de l'Eglise en Polynésie, le synode au grand complet défila dans les rues de Papeete pour protester contre la reprise des essais nucléaires décidée par Jacques Chirac. L'engagement de l'Eglise protestante maohi se poursuit aujourd'hui par son soutien aux victimes des essais nucléaires et à l'association Moruroa e tatou.



Paris. Rencontre avec le Président de la Fédération Protestante de France. 2002 - Photo John Doom

MARC PUGIBET

Je m'appelle Pugibet Marc. J'ai 26 ans. Je suis de la Presqu'île de Tahiti. Je suis le représentant de la jeunesse au sein de la conférence des Eglises du Pacifique qui a mis dans ses résolutions le suivi des essais nucléaires.

Pour moi, le CEP ne représente pas vraiment beaucoup de choses. Il faut dire que je suis un enfant de l'après-CEP. Les informations sur le CEP ne font pas partie des programmes étudiés et ce n'est pas un sujet de discussions primordial dans la vie de tous les jours. On ne s'y intéresse pas vraiment. On a l'impression que c'est loin. Peut-être que des jeunes de mon âge auront une autre vision, mais pour moi ça me paraît loin. Et pourtant, c'est un sujet important, notamment parce qu'on ne connaît pas grand-chose sur les essais nucléaires. Je placerais ça dans les plus grands secrets de l'histoire. La preuve ? J'ai fait des études littéraires et je suis plus au courant de ce qui s'est passé durant la seconde guerre mondiale avec les chambres d'extermination ... que de ce qui s'est passé juste à côté de chez moi.

Je suis plus au courant de ce qui s'est passé durant la seconde guerre mondiale que de ce qui s'est passé juste à côté de chez moi.

Pour ma part, mon père a travaillé à Moruroa dans les années 90, mais je ne sais pas ce qu'il faisait. Je sais simplement qu'il travaillait, qu'il partait même pour longtemps. On le voyait un mois dans l'année, je ne sais pas combien de temps il y a travaillé ! J'avais aux alentours de 7-8 ans à l'époque, donc je voyais lorsqu'il partait. On allait l'accompagner à l'avion, on lui disait au revoir et on le revoyait longtemps après. Maman nous disait « Papa revient » et on était contents et puis voilà ! C'est tout ce que je sais sur son travail. Je pense

bien de temps il y a travaillé ! J'avais aux alentours de 7-8 ans à l'époque, donc je voyais lorsqu'il partait. On allait l'accompagner à l'avion, on lui disait au revoir et on le revoyait longtemps après. Maman nous disait « Papa revient » et on était contents et puis voilà ! C'est tout ce que je sais sur son travail. Je pense

qu'il était simple ouvrier de maintenance sur le site. Quand il s'en allait, ça faisait un vide quand même car je ne voyais que ma sœur et ma mère. J'étais pratiquement le seul homme de la famille lorsqu'il s'absentait parfois pour un an tout entier. J'étais petit à l'époque, donc je ne me tracassais pas vraiment des dates, mais je me rappelle que je demandais toujours à ma mère : « Quand est-ce que papa revient ? Où est ce qu'il est parti ? » ou encore : « C'est encore long ? » Jusqu'à aujourd'hui, je n'ai eu aucune information de sa part et les récits qu'il fait restent très vagues : ça reste un mystère.

Quelques années plus tard, lorsque le CEP a fermé, il a eu beaucoup de problèmes de santé physique au niveau de ses jambes. Il a eu plusieurs opérations, on lui a retiré certaines parties du genou, les ligaments. Enfin, il vit avec un fer dans le pied. Je sais qu'il y a eu des difficultés lors de ma naissance car à l'époque il travaillait déjà sur Moruroa. J'étais né prématuré et ma mère a eu beaucoup de difficultés lors de l'accouchement. Elle a subi un accouchement par césarienne et puis, après moi, les médecins ont dit qu'elle ne pouvait plus avoir d'enfants. Est-ce que c'est lié ? Je ne sais pas. Dans le passé je n'y pensais pas. Et puis dernièrement avec les informations de l'associa-



Photo Tenahe Faatau

tion Moruroa e tatou et en regardant certains documentaires sur le nucléaire, on découvre les effets du nucléaire au niveau physique, psychologique ... On parle de cancers, de tumeurs, de problèmes de malformations au niveau des enfants ... Il pourrait y avoir un lien, mais confirmer ce lien, je ne sais pas.

Les essais nucléaires français dans le Pacifique restent un grand mystère à comparer avec les essais américains ou anglais qui ont eu lieu dans les Iles Marshall et en Australie où les discussions sont quand même importantes. Il y a moins d'informations sur les essais français, mais ce qu'on sait des essais américains ou britanniques nous permet de voir l'intensité et gravité du sujet. En effet, on nous dit que les essais américains ou britanniques ont provoqué des fuites, qu'il y a eu des maladies, des effets physiques et psychologiques qui sont reconnus par les gouvernements, alors que pour les essais français, on nous dit que ce n'est pas la même chose ... que cela n'a rien à voir. Il y a quelque chose qui ne va pas. Les essais nucléaires, ce sont des essais nucléaires. La bombe atomique, c'est la même partout. Il n'y a pas plus de bombe propre américaine ou britannique que française.

Malgré ça, il est vrai que le Polynésien ne participe pas plus dans la recherche, il n'a pas la préoccupation de s'informer. Tout ce qui existe comme information sur les essais nucléaires vient de métropole, et est conçu par des métropolitains alors que Moruroa, c'est un sujet local qui touche la population d'ici ... et ce sont des gens qui viennent de loin qui nous en parlent ! Donc, il y a là un nouveau problème.

Maintenant, les jeunes vous disent : « C'est loin tout ça ! » et donc, on a tendance à dire « Ca y est, c'est du passé. Il faut aller de l'avant ». Mais les jeunes savent-ils que les effets du nucléaire sont toujours là pour des années encore ? Je pense qu'il est

important d'informer par tous les moyens. Dernièrement, j'ai eu connaissance d'une bande dessinée sur les essais nucléaires français au Sahara et en Polynésie. C'est un bon moyen, un bon support d'information adapté aux jeunes de 16, 17, 18 ans. Il faut continuer car je pense qu'il est important d'informer à partir du début du collège, c'est la période où l'enfant apprend beaucoup de choses, où il emmagasine ... Et puis, ici en Polynésie, l'école est le lieu où les enfants apprennent et à leur tour ils apprennent tout cela quand ils rentrent chez eux. Il faut dire que nos parents n'ont pas fait de grandes études. Mes parents, par exemple, n'ont pas fait de grandes études : ma mère s'est arrêtée au cours élémentaire et mon père c'est pareil. Donc ce qu'on apprend à l'école, c'est important pour notre jeunesse, pour le pays, mais également pour nos parents, surtout pour nos parents. Je pense que les jeunes d'aujourd'hui ont un peu plus d'ouverture, d'informations, de connaissances par rapport à nos parents. A l'époque, c'était simple : « On vous propose un poste à Moruroa ? » Nos parents ont tout de suite dit oui, parce que le salaire, ça permet de faire vivre le foyer. Mais ils ne se tracassaient pas du nucléaire ni des conséquences ? C'est quoi le nucléaire ? Quels sont les effets sur l'environnement, sur la personne ? ... Ce n'était pas leurs questions. Ils n'avaient pas les mêmes connaissances que nous probablement. Donc leurs choix, je ne sais pas s'ils les assument, mais l'important c'est de les assumer et de les reconnaître. Ils ont pris des décisions. On ne peut pas leur en faire porter le tort, ils décidaient comme ça venait. Donc, les générations futures ont un grand travail à faire, c'est d'acquérir les connaissances que nos parents n'ont pas eu la possibilité d'acquérir. En tant que jeune, nous avons ce devoir envers nos aînés : faire un travail de recherche, d'information sur les essais nucléaires et de militantisme. Il ne s'agit pas d'accuser nos parents, mais de les aider à prendre conscience de ce que la société de leur époque a eu comme effet malheureux sur la société actuelle.

CHANTAL SPITZ

Chantal Spitz, institutrice à la retraite, écrivain, 56 ans. Alors quand ça a commencé j'étais toujours à l'école, mais on n'en parlait pas vraiment non plus. On ne sait pas trop. Tout d'un coup, voilà on a un aéroport, on a ... donc finalement c'était bien, on a eu la télé. C'était bien. On n'avait pas, moi personnellement, je n'avais pas du tout conscience que c'était de l'argent qui venait des essais nucléaires. De toute façon, on n'en parlait pas. Après, j'entendais mes parents en parler et j'ai tout de suite su que c'était une saloperie. Le premier commentaire que je me rappelle, c'était l'arrivée des légionnaires qui allaient venir construire la base et ils avaient pensé à faire un bordel flottant. Ca, c'est mon premier souvenir et voilà, c'est comme ça que j'entre dans les essais nucléaires. Le bordel, ça fait partie de l'installation des militaires, mais nous, on ne sait pas qu'est-ce que c'est qu'une installation militaire, on sait même pas qu'est-ce que c'est qu'un bordel ... Il n'y avait pas de bordel ici, il n'y avait pas de prostituées et voilà, ça nous tombe dessus et on en parlait pas à l'époque. C'était une société assez

fermée sur elle-même : pas de télévision, pas d'aéroport, pratiquement pas de lien avec l'extérieur : c'est un monde qu'on ne connaît pas qui nous arrive de plein fouet. C'est d'une violence inouïe, ce qui arrive. Donc en même temps,

c'est violent, donc en même temps on reste « groggy ». Je crois que c'est aussi tellement violent et tellement rapide que les gens ne savent pas comment réagir. Ensuite ça s'installe et voilà, c'est là et une fois que c'est là, à moins de faire comme en Algérie ... on n'avait pas tellement de moyens pour arrêter.

On vient de vivre trente années tellement terrifiantes que je ne sais pas si on va s'en remettre un jour.

Mais voilà, j'avais 16 ans, 17 ans, 18 ans et j'avais franchement autre chose à faire. Mais quelque part, c'était là derrière, mais ce n'était pas ma préoccupation première. Non en fait, c'est quand j'ai eu mon premier fils que j'ai commencé, parce que j'étais obligée d'entrer dans le monde des gens responsables, là j'ai commencé à vraiment me poser des questions. Et quand j'étais à l'école normale, ça correspondait à peu près à l'époque dans les années 74-76, ça correspondait à l'époque où Henri Hiro, Jean-Paul Barral, Jacqui Drollet, Alex Champs... ça correspondait à l'époque où ils fondaient le la mana te nunaa. Donc moi j'allais à leurs réunions et un des sujets principaux, c'étaient les essais nucléaires. Donc, j'avais quoi, 20, 22 ans. D'ailleurs, ma première marche antinu-

cléaire c'était avec le la mana. Mais c'était les toutes premières marches : on n'était pas nombreux et j'avoue que je n'étais pas si fière que ça, parce qu'il y avait quand même plein de gens sur le bord de la route qui nous lançaient des insultes. Certains m'ont dit : « est-ce que c'est vraiment une bonne idée que tu sois là ? » Voilà, en tout cas, moi je n'étais pas du tout fière d'être là. J'étais fière au départ, mais une fois en train de marcher, j'aurais bien aimé être ailleurs. Honnêtement. Bon voilà, quand je suis rentrée à la maison, je me suis un peu fait sonner les cloches quand même... parce que ce n'était pas des comportements de cette aristo-bourgeoisie, ce n'était pas des comportements tolérables pour cette aristo-bourgeoisie qui domine. Mais voilà, c'est comme ça et puis après bon, j'ai

marché régulièrement, voilà j'ai marché... Je n'ai pas non plus fait des grandes choses. Je n'ai pas non plus été haranguer la foule. Voilà, je me suis contentée de faire mes banderoles, mes petites pancartes et de marcher. Je n'ai pas fait grand-chose.

Alors « L'île des rêves écrasés », il faut le resituer : il est sorti en 1991. C'est le premier roman publié par un tahitien, peut-être pas écrit, il y a peut-être des romans qui sont quelque part, mais publié, c'est le premier. Voilà, donc déjà ça c'est un choc. Voilà-t-il pas que les indigènes se mettent à écrire et publier. Deuxième choc : on n'est pas prêt pour ce texte parce qu'il parle des essais nucléaires et surtout il parle de nous-mêmes. Troisième choc : il égratigne et l'Etat français et nous mêmes.



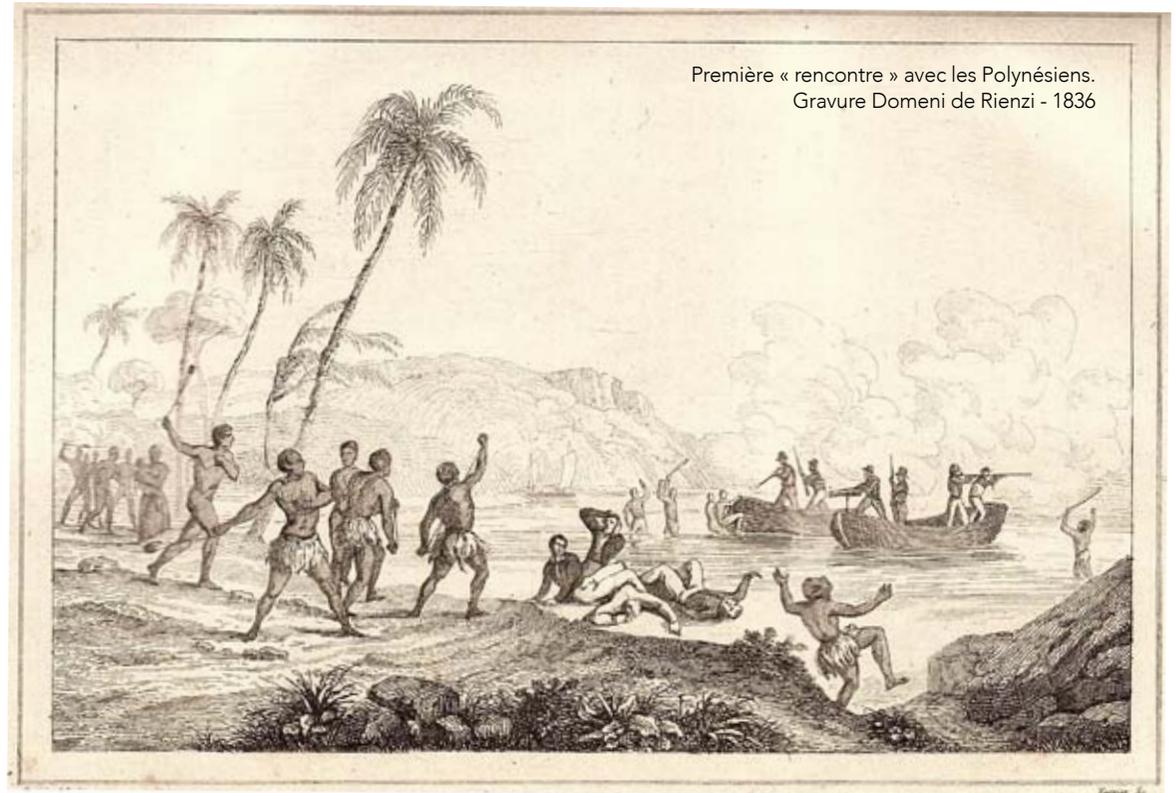
Henri Hiro dans les rues de Papeete. 1981

Ben voilà, quoi. Ca fait des chocs, des chocs, des chocs et paradoxalement mais en même temps ce n'est même pas paradoxal, c'est les Français qui apprécient le plus le livre. Parce que l'aristo-bourgeoisie n'a pas du tout apprécié, elle n'a même pas du tout apprécié. Donc, on a tout vu : les insultes, les menaces, les coups de fil anonymes, mes parents qui recevaient des coups de téléphone ou quand ils rencontraient des gens qu'ils connaissaient : « Mais quand est-ce que vous allez apprendre à votre fille à se taire ! » Mon fils m'a détesté pendant quelques mois, mon fils aîné qui était au lycée Gauguin, il m'a détesté pendant quelques mois parce que déjà il avait, à cet âge, il estimait qu'il avait une maman qui s'habillait pas en maman parce qu'elle allait aux réunions des profs en paréo... à l'époque, c'était un peu, pas très bien perçu quand même. En plus voilà-t-il pas que sa maman écrit un livre dont ses camarades de classe disent beaucoup de mal... enfin pas que du livre, mais de la maman aussi !

Donc voilà, à cette époque j'avoue que j'étais contente d'habiter toute seule sur le motu à Maeva parce que je ne sais pas si j'aurais supporté Papeete. Ouais, ouais, j'ai fait de la fuite en avant, je suis restée terrée sur le motu là-bas parce que... Non, non, c'était très violent. On n'était pas prêts pour ce texte, voilà on n'était pas prêts, alors que maintenant c'est un must pratiquement. Non à l'époque on n'était pas prêts. On n'est jamais prêts pour les choses qui dérangent. On n'était pas prêts pour Henri Hiro, on n'était pas prêts, voilà c'est du pot, ce n'est pas que je ne crois pas à l'avenir, mais on n'était pas prêts pour le texte et c'était violent, violent. Les deux choses qui m'ont motivée à écrire ce livre, les deux principales en tout cas, c'est d'abord le besoin de laisser un testament à mes enfants, parce que au départ ce n'était pas destiné à être publié, c'était mon testament pour les enfants, raconter notre histoire vue de notre côté. La deuxième motivation forte c'est

qu'en 1989, une société géante japonaise a eu comme projet de venir s'installer sur le motu de Maeva et pour moi, c'était reproduire le choc des essais nucléaires que les gens avaient vécu à Tahiti, le développement anarchique, et c'était le reproduire à Huahine. Donc, voilà c'étaient mes deux motivations pour écrire ce texte et puis surtout le moteur, c'était cette colère qui... je pense que j'avais cette colère depuis le premier jour où j'ai compris qu'il y aurait des essais nucléaires... Même si je ne savais pas de quoi on parlait. C'est le sentiment qui me reste et finalement après tout qu'est-ce que ça pouvait faire, c'était là-bas, loin, les gens de Tahiti ont jamais eu beaucoup d'attention pour ceux qui habitaient en dehors de

Tahiti, et moi je mets ça sur le fait que les gens en dehors de Tahiti, ce n'étaient pas des citoyens jusqu'en 1946, c'étaient des sous-hommes et ma foi, c'était arrivé à eux, pourquoi pas ? Moi, je n'ai pas l'impression qu'on a réalisé que ça nous touchait à Tahiti directement, physiquement. Et voilà, et puis ma foi, quelques pomotu qui soient irradiés, qu'est-ce que ça peut bien faire si ça nous amène l'argent et le développement économique et la richesse. A Tahiti, il ne faut pas oublier qu'il y a des richesses immenses, énormes, qui se sont bâties en 30 ans. Comment on fait pour se débarrasser de la main qui nous nourrit, parce que c'est ça qu'on nous dit depuis 200 ans ou au moins depuis 150 ans. Nous sommes devenus des



Première « rencontre » avec les Polynésiens.
Gravure Domeni de Rienzi - 1836



Premières rencontres avec les missionnaires de Londres.
Gravure Dumont d'Urville - 1834

êtres humains quand la parole de Dieu est arrivée : ça c'est la première étape pour l'accession à l'humanité. Notre accession à l'humanité, elle se termine vraiment quand on devient français. Ça fait quand même 150 ans qu'on va à l'école, qu'on nous apprend le génie de la France, cette France colonisatrice qui apporte la civilisation partout où elle passe, y compris nous, bien sûr, à qui on doit une reconnaissance éternelle de nous donner sa langue, la plus belle du monde, en partage. C'est un honneur d'être francophone, voilà c'est un honneur d'avoir accès aux livres, à la civilisation française qui est quand même une des plus merveilleuses du monde ... Comment on fait pour mordre cette main ? Qui en plus, nous donne l'argent, il ne faut pas oublier que quand même cet argent des essais nucléaires, ça a fait les ponts, les routes, les quais, les maisons, les écoles ... C'est ça aussi ! Comment on fait pour mordre cette main et ne pas se sentir irrespectueux et pas reconnaissants. On est obligé d'être reconnaissants, parce que depuis qu'on est né, c'est ce qu'on nous dit : « Sois reconnaissant, sois reconnaissant ! ». On nous a toujours expliqué que ce qui vient d'ailleurs, en tout cas, ce qui vient d'occident et particulièrement de France, c'est mieux que ce qui est ici. Les gens qui savent, ce n'est pas nous ! Nous, on ne sait pas ! Nous, on a besoin d'être éduqués, on a besoin d'être accom-

pagnés pour comprendre les choses. Ceux qui viennent de l'étranger, et particulièrement de France, eux ils savent bien ... Ils savent tout d'ailleurs. Et donc, on en est encore là pour beaucoup d'entre nous.

On n'a pas de mémoire ! On n'en a jamais eu ! Tout ce qui était avant l'arrivée des Européens a été balayé et depuis l'arrivée des Européens, on n'a pas de mémoire, on a rien, on a rien gardé et ce n'est même pas qu'on n'a rien gardé, on n'a rien voulu garder. Donc les essais nucléaires, ces 30 années, ça fait partie de cette mémoire qu'on ne veut pas garder, parce que finalement, à quoi ça sert de garder une mémoire qui n'est pas très jolie. Comment on s'arrange avec une mémoire qui nous parle de nos ancêtres qui, c'est la version officielle qu'on nous donne, des ancêtres qui ont pas su ne pas se faire coloniser. Déjà, ils n'ont pas su ne pas se faire évangéliser ! Après, les enfants de ces gens-là, ils ne savent pas ne pas se faire coloniser et nous on ne sait pas comment ne pas se faire atomiser. C'est un peu dur de n'avoir que ça comme mémoire. Donc, voilà pourquoi on garderait cette mémoire. Je ne sais pas si on prend bien la mesure de ce qu'à été le choc de l'évangélisation et de la colonisation. C'est quand même des gens qu'on tue. Quand même, les navigateurs qui arrivent nous tirent dessus ... C'est des gens qu'on tue par balles, qu'on tue par la maladie, c'est des gens qui manquent un peu de disparaître ! Comment on arrange sa tête quand tout autour de soi s'écroule sans raison apparente, sauf que la raison qui pourrait expliquer tout ça, c'est que le Dieu de l'autre qui vient d'arriver est le plus fort. Parce que lui, ça marche son Dieu à lui et que les nôtres, ils sont ... on n'a rien qui peut être à peu près à la même hauteur : on n'a pas les armes, on ne comprend pas ce qui se passe. Est-ce qu'une colonisation peut ne pas faire sentir au colonisé qu'il est un homme moins que l'autre qui vient ! Parce que quand même quand on arrive chez toi et qu'on te dit « Alors déjà ta langue,

pas une langue. Tes dieux, ce n'est pas des dieux. Ta culture, ce n'est pas une culture. Ta maison, ce n'est pas une maison. Et tout ce que tu penses, ce n'est pas des pensées ! » Est-ce qu'on peut mettre des degrés à ne pas se sentir un être humain ? Moi, je ne pense pas ! Je pense que quelle que soit la blessure, quelle que soit la douleur, elle est là, il faut la reconnaître. Les Kanak, ils n'existent que depuis les événements, que depuis qu'ils ont tué les gendarmes. Le fait colonial leur est reconnu. Ben nous, on le reconnaît même pas le fait colonial, on ne reconnaît même pas le fait nucléaire. Donc, comment on arrange son cerveau avec ça ! Moi, à mon avis, on n'arrange pas.

Après, on a une deuxième phase, voilà les guerres pour que ce pays devienne français. Parce que ça aussi, on nous dit pas qu'il y avait des guerres. On dit, les Tahitiens étaient contents d'être Français. Non les Tahitiens, n'étaient pas contents. En tout cas, pas tout le monde. C'est comme aujourd'hui, il y a des indépendantistes, il y a des pas indépendantistes. C'est la même chose : les êtres humains, ils sont les mêmes depuis toujours. Comment on arrange son cerveau, à mon avis, on n'arrange pas, on se traîne cette désolation et on la passe à la génération d'après qui la passe à la génération après, qui fait que nous, aujourd'hui, 2010, on est l'héritier de toute cette désolation et de tous ces deuils et de toutes ces tristesses. Alors, évidemment, on dit qu'on aime bien faire la fête, on est un peuple joyeux ... On n'a rien de joyeux ! On n'a rien de joyeux. Il n'y a aucun peuple en Océanie qui est un peuple joyeux. On est des gens tristes avec une grande douleur au fond. Mais voilà, on fait semblant. Et ça pour faire semblant, on est bons, parce que c'est notre seule façon de survivre.

Enfin, on vient de vivre 30 années tellement terrifiantes que je ne sais pas si on va s'en remettre un jour et ce qui me fait peur c'est qu'on va passer toute cette douleur à nos enfants, nos petits-enfants, voilà, parce qu'on n'aura pas eu d'outils et

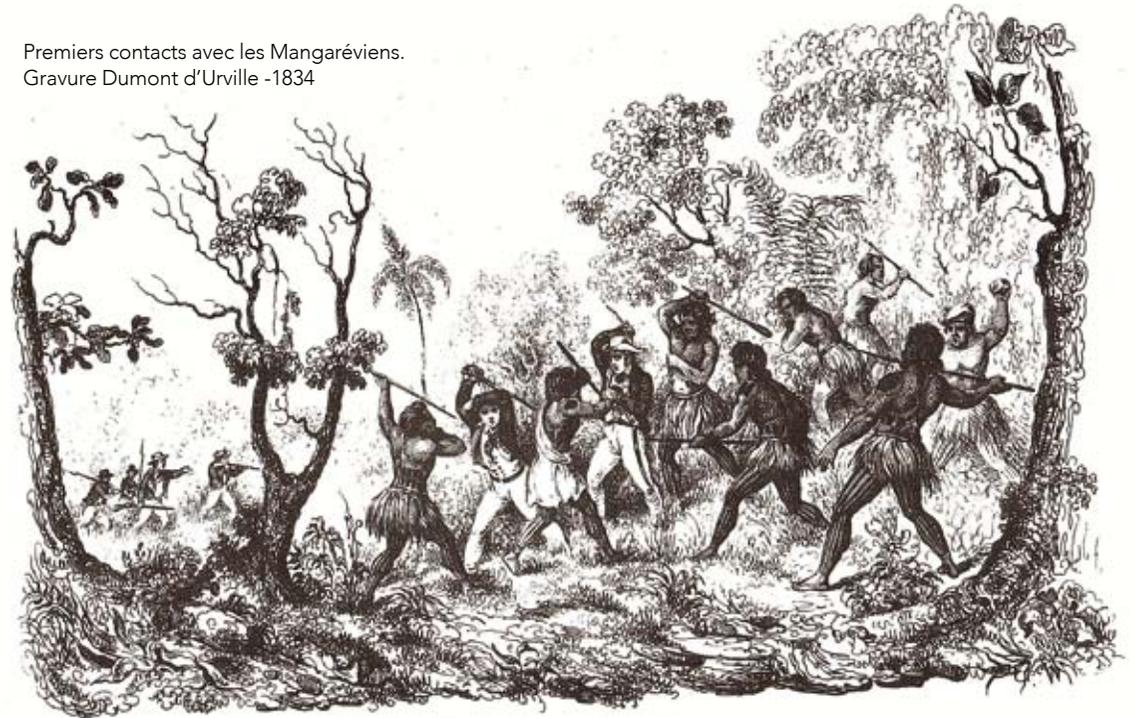
des moyens pour traverser cette histoire. La seule fois où on devient des citoyens vraiment en 1946, enfin les Tahitiens étaient déjà des citoyens en 1946, mais en 1946, voilà, on nous dit : « Vous avez le droit de voter » et tout ... Et on a Pouvana'a qui arrive, quand même c'est toute la machine de l'Etat qui se met en route pour éliminer Pouvana'a et pour éliminer toute trace de petite velléité d'avoir des idées. Voilà, mais ce n'est pas que l'Etat, c'est toute la machine de la classe dominante, cette aristo-bourgeoisie qui descend des premiers mariages. C'est que les Européens, quand ils arrivent, ils ne se trompent pas, ils n'épousent pas les boniches, ils épousent les filles de chefs. Ça fait une caste et puis elle dure jusqu'à maintenant. Et donc voilà c'est eux qui sont au pouvoir et qui vont dans le sens de l'Etat ... Comment imaginer qu'un indigène, enfin en plus venir de Huahine, qui sait même pas parler français, puisse diriger ce pays. C'est impensable et du côté de l'Etat et du côté de l'aristo-bourgeoisie locale. Ça va se répéter en 2004, quand Oscar Temaru arrive au pouvoir, la première chose qu'ils font c'est de le virer. Comment on peut penser qu'un indigène – bon celui-là il parle français – mais même un indigène, comment on peut imaginer qu'il peut diriger le pays ! Ce n'est pas possible ! C'est l'aristo-bourgeoisie qui doit diriger le pays ! Et donc, évidemment qu'il accepte cette complicité, cette participation active des gens ici de cette classe. L'Etat français, sans une participation active des dirigeants, il n'aurait jamais pu faire ce qu'il a fait ici, c'est évident. Il n'a pas réussi à faire ailleurs, il n'aurait pas réussi à faire ici. Il peut faire ici ce qu'il fait parce qu'il y a une complicité. En même temps, c'est difficile, oui, de se sentir trahis, trahi par soi, qu'on soit trahi par l'autre, mais pourquoi pas, qu'on se trahisse soi-même c'est encore plus dur. Etre méprisé par l'autre, pourquoi pas, mais quand on se méprise soi-même ... Voilà. Et à mon avis, c'est ces deux sentiments très forts qui nous empêchent, on se dit après tout pourquoi j'aurais le droit de dire ou de faire

quelque chose alors que voilà j'étais bien contente que ça existe. Parce que dans le fond, on était tous contents, même ceux qui allaient travailler là-bas, bien parce que c'était moins dur que les plantations de vanille et que la culture du taro et que la pêche et que c'était beaucoup plus d'argent et qu'on pouvait offrir ce qu'on avait jamais rêvé offrir à nos enfants.

Donc, voilà c'est bien ! Et puis, ici alors les fortunes qui se sont faites à Tahiti, ce n'est pas la peine d'en parler. Mais même les travailleurs à Moruroa, avant qu'ils réalisent qu'ils étaient en train de participer à leur propre mort eh bien, ils étaient contents d'y être. Donc comment après surmonter tout ça et traverser des ... , bon on a fait, mais, on est deux dans une histoire toujours, donc on a notre part de responsabilité qu'il

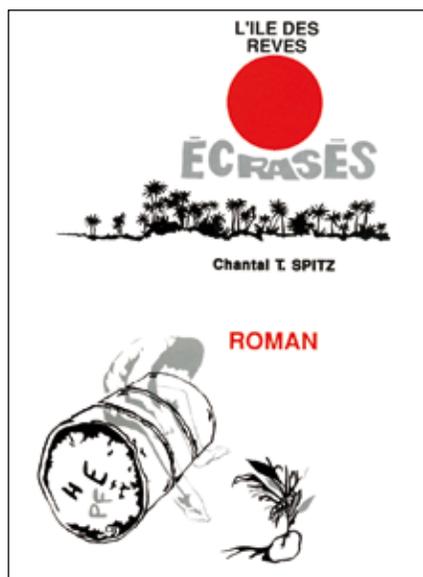
faut reconnaître. Mais on n'est pas responsable tout seul, on est aussi en coresponsabilité. Donc, comment on fait pour ne pas porter entièrement la responsabilité de ce qu'on n'a pas su faire et du coup, eh bien, on continue à fermer notre bouche et on continue surtout à éviter de penser ... parce que à mon avis, les dégâts psychologiques ... je crois qu'on peut mesurer les dégâts de l'environnement, éventuellement, on fait des mesures, on prend tel taux de radioactivité, les coraux morts, pas de problème ... Les dégâts dans les têtes et dans les âmes on fait comment ? On ne peut pas mesurer et on ne peut même pas s'empêcher de les transmettre à nos enfants et à nos petits-enfants et on ne sait même pas éviter que nos petits-enfants transmettent à leurs petits-enfants. Ça c'est terrifiant finalement, plus que l'environnement. Après tout, si Moruroa pète et qu'on a un

Premiers contacts avec les Mangaréviens.
Gravure Dumont d'Urville -1834



raz-de-marée et qu'on est irradiés, bon, ben voilà ! On va mourir un peu plus tôt que prévu, ce n'est pas grave si on ne souffre pas trop. Mais les dégâts dans la tête, on fait comment. Ce mal être et ce deuil qu'on transporte constamment et qui se reflète dans la société. Là il faut quand même terriblement se mal aimer pour autant s'auto détruire. Parce que l'alcool, la drogue,.. voilà, le suicide, les conduites suicidaires sur la route ... ça témoigne pas d'un peuple qui est au clair avec lui-même, hein ? Ce n'est quand même pas un peuple joyeux qui fait ça ! C'est un peuple qui ne s'aime pas.

D'un autre côté, est-ce que on a assez le sentiment de souffrance pour se révolter. Ma réponse est non ! Pour plein de raisons : à partir du moment où on n'a pas le sentiment de souffrir parce que on n'est pas capable de s'examiner, de s'analyser et parce que le discours ambiant dit qu'on a de la chance. Parce que quand même encore, à chaque fois qu'on va avoir des élections territoriales, on a quand même toutes les images



les plus désolantes des pays indépendants du Pacifique qui nous sont déversées et dans les journaux et à la télé ! Donc là, ça recadre tout de suite les esprits : il vaut mieux rester français parce que être indépendants parce que au moins nous on a un hôpital, que les pauvres gars là-bas, ils n'ont même pas d'hôpital. C'est là l'image qu'on veut nous montrer. Donc, voilà. On est tout de suite recadrés. Et est-ce qu'on peut se révolter quand on n'a pas l'idée de sa propre souffrance ? Non ! Alors voilà, on continue comme ça. Mais le pire, c'est que les gamins qui vont se révolter dans pas longtemps, ils ne vont même pas se révolter avec une conscience de la souffrance qu'ils ont accumulé depuis des générations ... ils vont se révolter parce qu'ils n'ont pas de boulot, parce que ils n'ont pas de travail ou parce que ils auront trop bu. C'est tout ! Mais toutes les souffrances qu'on a accumulées, tous les deuils, toutes les tristesses, ne vont pas encore être mis ... exposées. Voilà, on va se révolter, ils vont se révolter, parce que leur souffrance, ils auront l'impression de la lier à l'échec de la modernité.

Ceci dit, on n'aurait peut-être pas été ... comment je veux dire ... ouais, on n'aurait pas été si mal en point si on n'avait pas été colonisés. Alors après, on nous dit : « Mais oui, vous n'auriez pas eu de ponts, vous n'auriez pas eu d'écoles, vous n'auriez pas eu la TNT, vous n'auriez pas internet et vous ne seriez même pas en train de faire un documentaire ! » Ben oui ! Ben alors ? Où est le problème ! S'il y en a jamais eu. Et puis, est-ce que c'est là où réside vraiment le bonheur ? Parce que, entre mesurer le bonheur de quelqu'un et son équilibre avec l'importance de son compte en banque. Quand on était gamins, le compte en banque de nos parents ... enfin on ne parlait pas d'argent ... Il n'y avait pas de magasins, de grands magasins, il n'y avait pas de publicité. On n'avait pas grand-chose à acheter, donc on était contents avec ce qu'on avait. On ne savait même pas qu'il y avait autre chose de

toute façon. Donc moi, je me rappelle, mon enfance, c'était avant le CEP. Ben, on allait acheter le sucre à la cuillère ou on pouvait acheter un demi-pain. On allait acheter une demi-baguette. On n'avait pas grand-chose à acheter. Bon, on n'avait pas d'autres besoins, les besoins nous sont arrivés avec la publicité et puis avec les magasins, c'est évident. Depuis qu'on voit que le voisin a, eh bien on a envie d'avoir ! Mais c'est tout le système qui est comme ça, le système de marché ... Non, non, la décroissance et la simplicité volontaire, ce n'est pas au programme de ce pays. On a de plus en plus de gros 4x4. Il ne faut pas oublier qu'on est le pays au monde où on a le plus de « hamers » en proportion. Déjà l'idée d'avoir un hammer dans un pays qui a 50 km de routes, déjà là ça pose problème ... en plus dans un pays qui doit avoir quand même l'essence la plus cher au monde. Deuxième problème, voilà ! Donc, non, non, on n'est pas du tout dans la décroissance. Ce n'est pas demain qu'on sera dans la décroissance. Tout est fait pour qu'on consomme de plus en plus.

En fait, ce qui continue de m'habiter aujourd'hui, c'est une grande douleur et une grande colère, parce que, en fait, j'ai l'impression que je n'ai pas été capable de rien faire, et quand c'est fait, comment je peux dire pour ne pas être vulgaire ... qu'on s'est fait avoir sur toute la ligne. Et d'avoir été, et d'avoir fait partie des gens qui ont été eus, ça me met très en colère. Parce que finalement, ça ne s'arrête pas parce qu'on fait des actions. Ça s'arrête parce que ça meurt de sa belle mort ! On n'y est pratiquement pour rien dans l'arrêt des essais nucléaires. Donc ça aussi c'est ... Faut pas qu'on se fasse d'illusions et se dire « On a réussi à arrêter les essais nucléaires. Ils s'arrêtent, parce que c'est obligé de s'arrêter. Voilà ! On n'y est pour rien ! Mais c'était déjà grand de marcher ! En tout cas, les premières marches, c'est vraiment grand de marcher. C'était, je ne veux pas dire courageux, mais, il fallait le faire. Je dis, il fallait oser le faire !

PATRICK HOWELL

Patrick Heiata Howell. Je suis docteur en chirurgie dentaire. J'ai été élevé en pension à l'école protestante depuis l'âge de 5 ans, donc j'ai été considérablement influencé par la vie religieuse. A mon retour des études universitaires, j'ai pris des responsabilités dans les commissions de l'Eglise Protestante Maohi : j'ai présidé la Commission sociale et j'ai été membre de sa Commission permanente, qui est l'instance décisive.

Au milieu des années 80, j'ai participé à une recherche sur la présence de strontium-90 dans les dents et j'avais donc cartographié la Polynésie française pour essayer de voir s'il y avait des indicateurs objectifs de la contamination dans la chaîne alimentaire à travers les dents. Par la suite, j'ai participé à la mise en place d'une fédération des associations de protection de l'environnement dont j'ai été le président fondateur. Nous avons également créé un comité Paix et développement qui réunissait plusieurs institutions religieuses de Polynésie et dont l'objectif était de dépassionner. On s'interrogeait sur

les informations qui nous étaient données sur les essais nucléaires : s'agissait-il d'informations objectives ? Quel en serait l'impact sur les générations à venir ? Notre impression était que nous étions dans un débat « dominant domi-

né » parce que, de notre côté, nous n'avions rien et de l'autre, il y avait les moyens et la connaissance. Et pendant deux ans, nous avons eu des discussions intéressantes avec les représentants des militaires et de l'Etat.

Il serait grand temps que l'État français ait une approche différente de notre pays parce que nous avons plus que servi l'État.

En parallèle, nous avons également travaillé avec des associations telles que la CRIIRAD ou Greenpeace. Nous avons participé aux grands congrès mondiaux, au Japon, en Suède ... pour mettre en place un réseau qui nous permettrait d'y voir clair dans le débat nucléaire en Polynésie française. Je me rappelle à cette époque, lorsqu'on revenait d'un congrès, les douaniers nous posaient un tas de questions si bien qu'on avait l'impression d'être des étrangers. Nous ne voulions pas laisser traîner l'image du Polynésien qui ne pensait pas, qui ne parlait pas et qui était dans la fête perpétuelle. Donc ces mouvements associatifs ont participé à la montée des consciences et à un changement de comportements de parts et d'autres.

En 1994-95, j'étais ministre de l'environnement quand le président Jacques Chirac décida de reprendre les expérimentations nucléaires. J'étais évidemment dans une position difficile. Je dois dire que mes amis des associations m'ont demandé de démissionner. Ma réflexion était de ne pas quitter le navire lorsqu'il va entrer dans la tempête, sachant de plus, qu'à cette époque, le président du gouvernement était Gaston Flosse. Il y a donc eu les événements que nous connaissons. J'ai même été obligé d'avoir deux gardes du corps pour accompagner ma famille qui subissait également des pressions, que ce soit à l'école ou à la maison. Ca a été très dur. J'ai tenté d'attirer l'attention du monde politique sur la soif d'objectivité de la population et sur la nécessité d'accélérer la campagne de tirs et l'arrêter au plus tôt.

Par ma formation médicale, je savais que les pathologies radio induites se déclarent au bout d'un certain temps et que nous arrivions à un moment où certaines pathologies me laissaient rêveur. La semaine dernière, un ami infirmier m'a appelé parce qu'il était malade et j'ai appris qu'il avait un cancer de la thyroïde avec des métastases. Alors, je l'ai interrogé : « Est-ce que tu n'as pas été bosser sur des points chauds ? » Et il m'a dit « Si, j'étais en Algérie. » Il était dans l'Armée de l'air à l'époque. Je lui ai donc recommandé de préciser tout cela à son médecin.

Je me pose des questions sur ce qui va apparaître chez les enfants de ceux qui ont travaillé à Moruroa. Il faut qu'on remette les choses à leur juste place : s'il y a des pathologies où la relation a été faite avec ces expérimentations, je pense que l'Etat doit le reconnaître et se mettre à notre place. Toute population digne de ce nom ferait exactement la même démarche.

A mon sens la loi Morin va répondre d'une façon très partielle au problème, parce qu'une partie de la population qui a travaillé sur les sites a disparu. Donc la mémoire s'est perdue, mais le gène lui ne ment pas et les décodages génétiques vont pouvoir nous permettre de remonter sur les générations antérieures. Mon rêve serait de réunir les meilleurs techniciens sur le sujet où russes, américains, anglais, japonais mettent toutes leurs connaissances pour tirer des dénominateurs communs à la détérioration du patrimoine génétique induite par les expériences nucléaires. Lorsqu'on lit ce qui s'est passé à Semipalatinsk sur les habitants qui vivaient près des sites soviétiques et qui se retrouvent avec des générations d'individus dont les gènes ont été touchés, ça fait beaucoup réfléchir. Si on pouvait permettre aux experts qui ont étudié tout cela de faire un colloque mondial une fois par an, cela nous permettrait d'y voir plus clair, mais aussi de bien faire comprendre aux politiques que cette histoire du secret défense, ça ne peut plus durer.

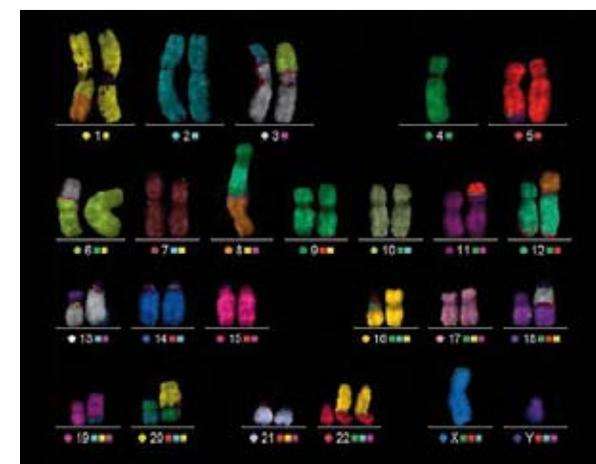


On ne peut pas prôner « liberté, égalité, fraternité » et dire de l'autre côté : « Attention, top secret ! ». La loi Morin doit être améliorée car il est évident que mettre en place une commission d'indemnisation gérée par le ministre de la défense, ça va pas dans le sens d'une approche démocratique parce qu'il est clair qu'on est dans une position de juge et partie. Cette loi a le mérite d'exister, mais il faut aussi reconnaître que les essais effectués chez nous ont eu des retombées considérables au niveau de la force de frappe et de l'économie énergétique, donc pour la France au travers de ses usines de production d'électricité nucléaire. Avec tout ce que rapporte cette haute technologie, il faut qu'il y ait une reconnaissance vis-à-vis de cette population qui en subit les conséquences. Ma lecture de l'histoire se résume ainsi. Il y a eu d'abord une phase où les décisions ont été prises sans demander l'avis de la population, ni des hommes politiques locaux. Ensuite, il y a eu le temps des essais où tout le monde était dans l'euphorie : on passait du stade de l'agriculture-pêche au salariat ; les hommes ont quitté leur famille, et sont partis à Moruroa, à Hao laissant la femme s'occuper des enfants : c'étaient des familles où les pères n'étaient pas là. Et enfin il y a aujourd'hui avec la fin des essais où on s'aperçoit qu'il y a comme une espèce de décélération des indicateurs économiques.

Je trouve que c'est bien dommage parce que pendant tout ce temps les Polynésiens n'ont pas acquis le savoir-faire pour construire le développement de ce pays. C'est parti dans tous les sens avec des dérapages sur le plan politique, sur la gestion du développement du pays, parce que l'Etat a « laissé faire » pour qu'il n'y ait pas trop de vagues. Nous étions dans un système très permissif et maintenant que les mauvaises habitudes sont prises, on s'est dit : « Bon, il faut leur mettre une chambre territoriale des comptes ». La Chambre territoriale des comptes aurait dû être mise en place avec l'arrivée du nucléaire. Je ne perds pas de vue que la Polynésie s'est construite en 200 ans avec l'arrivée des premiers navigateurs vers la fin des années 1700. Nous sommes passés de l'âge de la pierre à l'âge du nucléaire en même pas deux cents ans, alors qu'il y a quand même eu des étapes en France depuis l'homme de Cro-Magnon jusqu'à la monarchie et la République ! L'histoire a pu être digérée par un grand pays comme la France, alors que nous avons dû vivre tout cela en 200 ans. C'est un peu comme lorsque vous prenez un enfant de l'école maternelle et que vous le mettez dans la cour du campus universitaire. Il faudrait que la Polynésie puisse être accompagnée sans vouloir plaquer sur de petites îles le système d'organisation des grands pays

Il faut donc accélérer l'éducation de la jeunesse, créer une génération de cadres polynésiens, comme ce qui se passe en Nouvelle-Calédonie, qui soit capable de prendre les rênes du pays. Issu du milieu médical, je soutiens la mise en place d'une plateforme hospitalière digne de ce nom, mais nous savons tous que ça coûte cher, aussi, il faut que ça soit accompagné par l'Etat, pas simplement au niveau des bâtiments, mais également au niveau de la formation des cadres qui vont prendre le relais des médecins français. Il faut donc créer les conditions pour que les jeunes polynésiens aillent dans cette filière d'études, même si c'est difficile. Ce n'est donc pas simplement mettre de l'argent sur la table, c'est de créer des conditions pour que le polynésien, après cette période de traumatisme, soit bien dans sa peau pour construire un pays conformément à ce qui se vit ailleurs sur l'ensemble de la planète. Il serait grand temps que l'Etat fasse une approche différente vis-à-vis de ce pays d'outre-mer parce que notre pays a plus que servi l'Etat notamment dans l'acquisition du savoir-faire en matière nucléaire.

L'irradiation provoque cassures et échanges entre chromosomes



Les études médicales

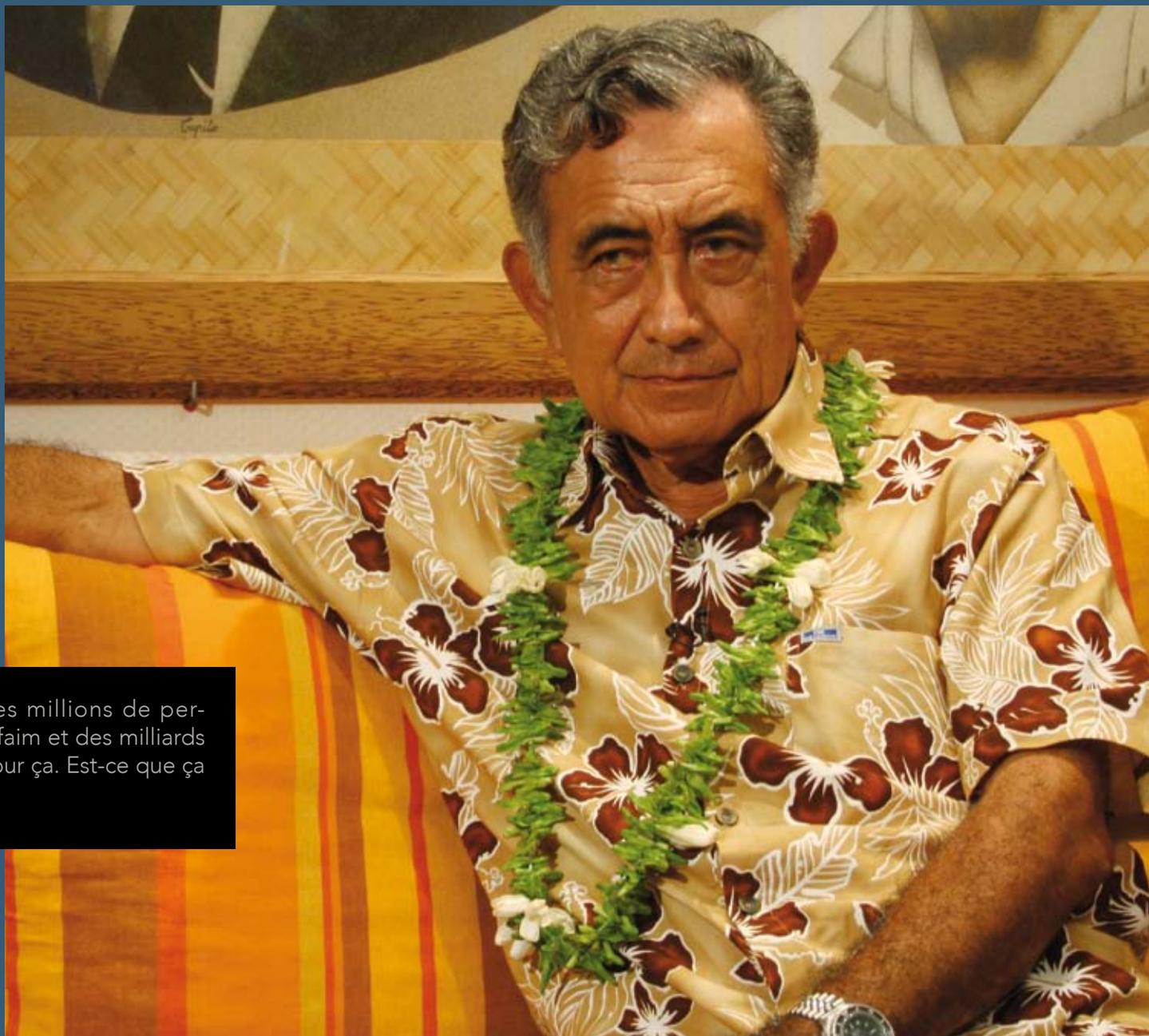
Il n'y a pas eu d'études médicales crédibles sur les effets des essais nucléaires en Polynésie pour la bonne raison que les données sont incomplètes ou contrôlées par les services du ministère de la défense. Quelques études entreprises par un chercheur de l'INSERM et un professeur de médecine de l'hôpital des cancéreux de Villejuif ont montré que le cancer de la thyroïde était trois fois plus fréquent chez les femmes polynésiennes que chez les femmes des pays européens. Une autre étude portant sur 20 ans d'exams médicaux par deux médecins spécialistes des leucémies a soulevé la question de l'origine du surnombre d'une variante de leucémie chez les adultes polynésiens. En 2010, lors d'une émission de Radio France, un médecin des hôpitaux de Paris mentionne un nombre important d'enfants des îles du Pacifique traités pour un cancer du cerveau, dans les années 1980.

OSCAR TEMARU

En 1964, j'avais 20 ans. J'étais fonctionnaire des douanes et nous étions envoyés en mission à Moruroa. Moruroa était un petit coin de paradis. On aime tous la pêche et à chaque mission, c'était un régal de pouvoir manger du poisson frais et toutes sortes de fruits de mer qu'on pouvait ramasser facilement. A partir de ces années-là, le centre d'expérimentation est arrivé chez nous et les grands travaux d'infrastructures ont bouleversé la vie de notre pays. Les quais de Papeete se construisaient, l'aéroport venait de s'ouvrir et tout se mettait en place pour les essais.

Les premiers essais atmosphériques ont eu lieu en 1966 et à partir de ce moment-là beaucoup de gens se sont posé des questions. Il y a eu des manifestations contre l'implantation du centre d'expérimentation, mais nous n'avions pas les moyens et les médias pour informer la population. Il n'y a jamais eu pour ainsi dire d'information digne de ce nom. A partir de 1966, chaque fois que nous allions à Moruroa, nous avions droit à un dosimètre. On nous interdisait les appareils de photos et au moment du départ, on nous ramassait tout. Nous faisons le dédouanement des bateaux des Messageries Maritimes qui arrivaient directement de France ou des avions militaires ou commerciaux qui arrivaient directement à Moruroa. En 1976, il y a eu des tirs souterrains, nous avons fait plusieurs voyages, mais cette année-là, on voyait des panneaux partout autour du lagon de Moruroa, dans la cocoteraie, qui interdisaient de boire de l'eau de coco et d'aller à la pêche.

Dans le monde, des millions de personnes meurent de faim et des milliards ont été dépensés pour ça. Est-ce que ça valait le coup ?



Là, franchement, nous nous sommes posé des questions, parce qu'interdire de boire de l'eau de coco ou d'aller pêcher, c'est impensable pour des Polynésiens. Alors des dockers, des ouvriers n'ont pas fait attention à ça. Ils sont quand même allés à la pêche et on les a retrouvés dans un état piteux. J'en ai vus personnellement : ils ont été directement acheminés sur Paris pour être ramenés ici à Tahiti dans un cercueil. En tant que représentant du syndicat, de retour à Tahiti, j'ai adressé lettre au Chef du service des douanes pour lui dire que dorénavant, nous refusions d'aller en mission à Moruroa à cause de tout ce que nous avons vu et vécu là-bas ; que nous avons des enfants et qu'il n'est pas normal d'envoyer des gens en mission à Moruroa dans un atoll aussi contaminé. Et j'ai été très surpris, 24 heures après, d'avoir une réponse du directeur du service des douanes, disant que plus personne n'irait à Moruroa. Ils ont fait venir des agents métropolitains du Vanuatu qui n'était pas encore indépendant pour faire le boulot et donc on n'y allait plus.

Cette histoire s'est sue : j'ai reçu des invitations pour aller en parler en Nouvelle-Zélande, en Australie et au Japon. J'ai été invité à une conférence en Micronésie, à Ponape exactement, organisée par les Eglises du Pacifique et dont le thème principal était un « Pacifique dénucléarisé et indépendant – Nuclear Free and Independent Pacific ». C'est là que nous avons rencontré des représentants du Japon, d'Hiroshima, de Nagasaki, qui étaient venus parler de leur expérience à Hiroshima et Nagasaki. Ils m'ont invité au Japon. C'est à partir de ce moment là que les liens se sont tissés à travers le monde avec tous ceux qui militaient contre cette arme terrible qu'est la bombe. En 1976, on s'est dit que la seule façon d'arrêter ça, c'est de s'organiser. Nous avons monté un mouvement politique pour dénoncer ça ainsi, la décision a été prise d'organiser des manifestations antinucléaires tous les ans, lors de la première

semaine de mars, pour rappeler ce que les Américains ont fait à Bikini et Rongelap en 1954. Ainsi, jusqu'en 95, tous les ans, on organisait une manifestation ici. Nous sommes allés manifester également jusqu'au Kazakhstan, en Russie à l'époque du bloc soviétique ; en France à Taverny, nous avons organisé une manifestation, c'est là où l'on appuie sur le bouton en cas de guerre nucléaire. Plusieurs maires nous avaient soutenus dans cette manifestation, la plupart étaient des maires de gauche, des communistes, mais ils étaient d'accord avec nous.

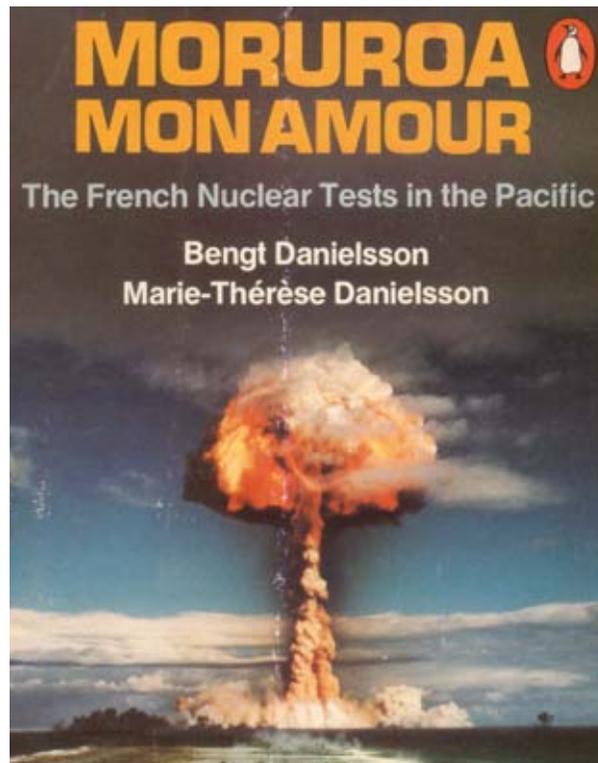
Et donc, il a fallu informer notre population. Ah, ce n'est pas facile ! A la première manifestation, nous étions peut-être une vingtaine de personnes : on dénonçait ça, on demandait à la France d'arrê-

ter sa bombe. Ce n'était pas évident ! Nous ne sommes pas des scientifiques, mais chaque fois qu'on apprenait ce qui se passait là bas, on dénonçait ce que nous avions vu. Nous sommes des témoins ! Je suis même allé voir Monseigneur Michel Coppenrath et sa réponse m'a beaucoup surpris. Il m'a dit : « Oscar, le jour où tu m'amèneras quelqu'un dans un cercueil con-taminé, ce jour-là, je vous croirais ». En tant que catholique, c'est un choc ! Donc, on nageait contre-courant. Le CEP faisait vivre plusieurs milliers de familles. Tout le monde disait, « mais comment vous allez faire ? Qu'est-ce qu'on va faire de tous ces gens-là qui travaillent à Moruroa. Le pays va tomber dans le chaos ! » Et vraiment, l'opinion publique ne suivait pas ! A chaque manifestation, on prenait des risques énormes.



Tahiti septembre 1999
Conférence
Nuclear Free and
Independent Pacific

Il y a eu des manifestations qui ont dérapé comme celle de 1995 où la ville a été brûlée et l'aéroport incendié. Mais pour la manifestation contre la reprise des essais, il y avait des représentants venus de France, des élus des pays de la région, des étudiants japonais... Elle a rassemblé beaucoup de monde et les Eglises ont marqué également leur opposition très nette, surtout l'Eglise protestante. Une délégation, avec le Président de l'Eglise en tête, est allée voir Jacques Chirac. Tout cela, c'était en juin-juillet 1995, pour tenter d'arrêter la reprise des essais chez nous. Et puis, est arrivé ce qui est arrivé... Ce n'était pas programmé. La manifestation était pacifique, avec la participation d'élus de plusieurs pays, notamment des pays de la région. Au dernier moment, c'était un dimanche, le 5



septembre 1995, c'est un jour que nous respectons tous, les catholiques, les protestants, tout ce monde va à l'Eglise. C'est là que nous avons appris l'essai à Moruroa. Cela a été comme une façon de nous mépriser.

A partir de ce moment-là, les manifestants en ont voulu aux dirigeants du Pays. Les femmes ont appris que M. Flosse était dans un avion et qu'il allait partir et ils ont voulu aller lui demander des comptes. Alors, ils sont partis sur la piste qui était gardée par les gardes-mobiles. Et puis, il y a eu ce qui s'est passé... mais ce n'était pas quelque chose de programmé. Nous avons fait ce que nous faisons les années passées et organiser une manifestation dans un petit patelin comme chez nous, ce n'est pas facile : il faut faire une déclaration, ensuite organiser des réunions pour attirer du monde. Mais nous faisons tout cela par respect pour la résolution prise lors de la conférence des Eglises du Pacifique, pour dire au monde entier que nous sommes un peuple pacifique et que nous voulons que le Pacifique reste le Pacifique, havre de paix. Mais tout ce qui s'est passé ce jour-là, c'est la faute de l'Etat et de tous ceux qui, ici, soutenaient la politique de l'Etat.

Le 23 octobre 87 est une date que je n'oublierais jamais. La manifestation des dockers a dégénéré. Ils avaient signé un protocole d'accord avec le président du gouvernement, M. Teuira qui n'était pas respecté. Nous étions seulement deux élus à l'assemblée territoriale, M. James Salmon et moi-même et tout le monde savait qu'on soutenait les dockers. Et cet après-midi-là, on m'avertit que l'armée allait descendre sur les quais de Papeete. Des rumeurs ? Je prends ma voiture et j'arrive au quai vers 17 h. Ca canardait ! Je me suis cru en Algérie ! Qu'est-ce qui se passe ? J'ai continué pour aller jusqu'au pont de Fare Ute et là, il y avait un barrage des gardes-mobiles. Les gens balançaient des cailloux et puis les gardes-mobiles tiraient de leur côté. C'est à ce moment-là que ça a commencé

à cramer dans toute la ville. Je suis revenu en ville pour appeler Jean Juventin qui était maire de Papeete et je suis revenu dans sa voiture. Il avait son écharpe de maire. Je suis sorti de la voiture avec lui pour rencontrer les collègues dockers qui revenaient de Moruroa. C'est là qu'une grenade perdue est tombée sur un collègue qui a aujourd'hui une jambe en moins, or cette grenade m'était destinée. A deux heures du matin, on est venu nous faire des sommations, disant qu'il fallait dégager de là sinon on allait nous tirer dessus. Nous sortons et on vient me dire, je ne sais pas qui, un inspecteur des renseignements généraux ou de la DST, qu'on nous attendait à RFO pour faire une déclaration, qu'il fallait monter dans sa voiture encadrée par les mutoi, des policiers de chez nous. J'étais un peu étonné et là je lui dis : « Est-ce que vous avez une réquisition du procureur ? » Il me dit : « Non, non, vous me suivez ! ». Je lui dis « Non, je vous suis pas ! » Je retourne dans le bureau de M. Quito Braun Ortega à la direction du port pour téléphoner à RFO et je tombe sur le gardien de nuit qui me dit : « Non, il n'y a personne ici qui vous attend ». Le service d'espionnage français me suivait quoi !

Le Rainbow Warrior qui a été coulé, c'était notre bateau !



Oscar Temaru signe la charte Mayor for Peace aux côtés de l'ancien maire d'Hiroshima. 2007 - Photo Bruno Barrillot

Il devait venir sur les îles Cook où on devait embarquer des pirogues et ensuite on devait aller manifester sur Moruroa. On devait ramer dans le lagon de Moruroa avec les pirogues pour essayer d'arrêter les essais ! Les courriers ont été saisis par la DST et c'est comme ça qu'ils ont su que le Rainbow Warrior allait venir nous chercher. Ah oui, c'était vraiment très dangereux, très risqué de manifester !

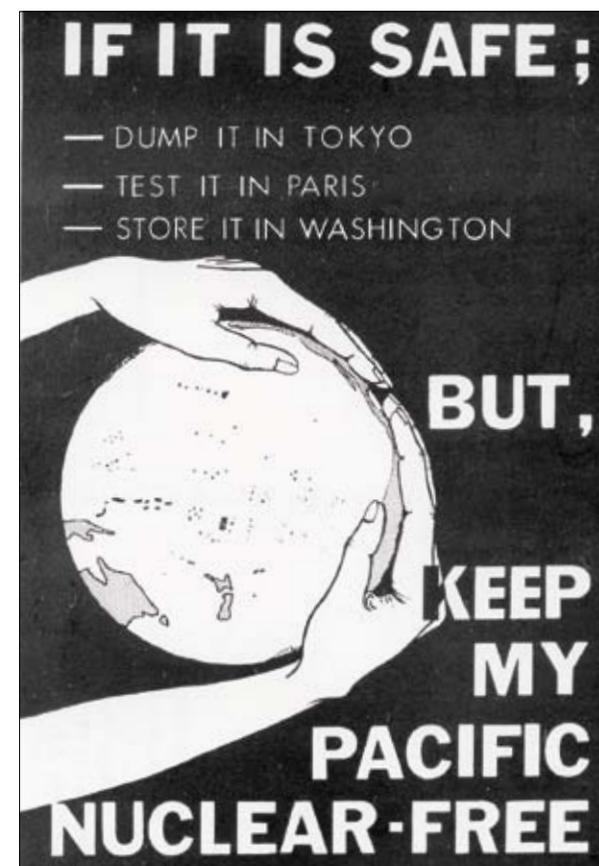
Mais heureusement, des hommes se sont levés et ont continué. Je pense que si M. Pouvanaa a fait de la prison, c'est parce qu'il fallait le sortir, le dégager d'ici. C'était un empêchement de tourner en rond. Voilà pourquoi on l'a mis en prison. Bien sûr avec le soutien des partis politiques qui soutenaient cette politique de la France. On ne peut pas parler des essais nucléaires ici, sans parler de M et Mme Bengt Danielsson. Ils ont vraiment pris beaucoup de leur temps pour informer la population, informer les politiques, informer les représentants de l'Eglise, ils ont fait des conférences un peu partout dans le monde pour parler de tout ce qui s'est passé ici. Mais malheureusement, ils sont partis tous les deux comme ça, je dirais, sans nous dire au revoir ! Vraiment on leur doit beaucoup. Bien sûr il y a aussi les représentants de l'Eglise et je veux remercier également M. Barrillot pour l'énorme travail qu'il fait pour informer nos populations.

L'arrivée du Centre d'expérimentation chez nous a marqué l'histoire de notre pays et avec du recul, on se dit que De Gaulle est un criminel. Ce n'est pas possible qu'il n'ait pas prévu ce qui nous est arrivé puisqu'il a fallu des années de préparation. L'année dernière, le seul témoin encore vivant ici, M. Jacques-Denis Drollet, a accepté de témoigner de ce qui s'est passé à l'époque. Le général De Gaulle lui a dit : « Vous acceptez ça, ou alors, on mettra en place un gouvernement militaire à Tahiti ». Il est revenu ici désespéré : la décision a été prise de « donner Moruroa en pâture à la France » Avait-il le choix ? Alors je me dis : est-ce qu'un jour on pourra utiliser cette

arme-là ? Nous disons non. Les plus grands chefs d'Etat aujourd'hui commencent à se poser cette question. Alors qu'il y a tant de choses à faire dans ce monde. Des millions et des millions de personnes meurent de faim et des milliards et des milliards ont été dépensés pour ça. Est-ce que ça valait le coup ? Quand on voit les problèmes qu'il y a en France même aujourd'hui : est-ce que les Français, la majorité des Français savent ce qui a été dépensé ici ? Nous avons vu à Moruroa des cargos entiers, des tonnes et des tonnes de ciment à la mer, des voitures pffft à l'eau ... un gaspillage incroyable ! On a construit des pistes, des quais, un peu partout ... pour ça. Aujourd'hui, nous demandons à construire une piste aux Marquises pour une deuxième ouverture sur le monde ... Je ne sais pas quand est-ce que ça verra le jour. Mais on a fait une piste à Hao, deux à Moruroa et tout ça, pour la bombe ... Tout cet argent pour ça, c'est fou, c'est de la folie !

Quand j'entends parler de la loi Morin, disant qu'il faut prouver scientifiquement ceci ou cela ... Je dis non. La France doit adopter une position politique puisque c'est une décision politique qui a été prise après l'indépendance de l'Algérie de faire les essais nucléaires chez nous. Et l'arrivée du Centre d'expérimentation du Pacifique a bouleversé tout un mode de vie. Nos populations vivaient dans les archipels, selon leur mode de vie traditionnel, de la pêche, de la plantation ... c'était une qualité de la vie qu'on ne peut, je pense trouver nulle part ailleurs et l'arrivée du centre d'expérimentation vraiment a tout bouleversé. Des milliards ont été injectés dans ce pays, mais qui ont profité à qui ? ... On les connaît. Et aujourd'hui, quand on parle des problèmes sociaux de ce pays, allez dans tous les quartiers ! A Faa'a par exemple, la plupart des familles qui ont des problèmes sont tous des gens qui sont venus des îles à cause du CEP. Qu'est-ce qu'on fait avec ces gens ? Qui est à l'origine de tous ces problèmes ? Cette décision politique de venir faire les essais nucléaires chez

nous a créé des emplois fictifs puisque ça a duré un temps. Aujourd'hui, il y a des responsabilités à assumer. Et là, nous disons que les 18 milliards de la DGDE ... sont une goutte d'eau quand on voit tous les problèmes de ce pays. Et pourtant, ce pays ne manque pas de ressources : il y a des investissements à faire mais on sent beaucoup moins d'intérêt qu'au temps des essais nucléaires.



Carte Pazifik-Informationsstelle 1990

UNUTEA HIRSHON

Je m'appelle Tea Hirson. Je suis d'origine américaine tahitienne, tahitienne par ma mère.

Je suis engagée dans la lutte contre les essais nucléaires depuis le tout début. Depuis 1975, je suis membre fondateur du parti indépendantiste, Tavini Huiraatira, présidé par Oscar Temaru. Dès la création de ce parti, nous avons fait un lien entre le statut colonial et les essais nucléaires. Si nous n'avions pas été sous tutelle de la France, les essais nucléaires n'auraient pas pu se faire chez nous. On ne nous a pas demandé notre avis.

Lorsque nous faisons du terrain, nous passons pas mal de temps à expliquer aux gens la relation entre les essais nucléaires et le statut de colonie. Nous expliquons qu'il faudrait avoir d'autres rapports avec la France et faire accéder notre pays à la souveraineté. Nous étions des militants non-violents. Les essais nucléaires, c'est une violence que l'on fait à un peuple et à son environnement, mais aussi à son futur puisqu'on savait que certains composants radioactifs allaient être là pour des milliers d'années. Donc, c'était inacceptable ! Malgré la pression des autorités de l'Etat, le regard des autres dans le Pays, nous étions animés de ces convictions. Cela va même au-delà, c'est quelque chose qui est dans vos entrailles et qui fait que rien ne vous arrête. Nous ne faisons rien sans se réunir autour d'une prière – c'est très important, ça fait partie de la culture de notre Pays – et cela donne une force intérieure et en même temps un apaisement, une certitude que ce que vous faites, vous le faites avec votre cœur, avec votre âme ...

Nous étions des militants non-violents. Les essais nucléaires, c'est une violence fait à un peuple et à son environnement.



Nous nous sommes retrouvés parfois avec des gardes mobiles en face de nous, avec leurs casques et tout ... et vous avez des bouffées de colère, ou même de haine, qui peuvent commencer à monter ... Donc, on se faisait violence aussi pour rester calmes ... Je pense qu'on aurait tué le mouve-

TE TUPITA E OE



TE HOE PARAU
HAAMARAMARAMARAA POTO
NO NIA I TE MAU TUURAA
TUPITA ATOMI FARANI

« La bombe et toi », brochure contre la bombe. Tahiti. 1981
Dessin Bobby Holcomb



Rosalie Bertell à Tahiti en 1985

ment si nous nous étions amusés à essayer de combattre l'armée. Je crois qu'on aurait été vite mis de côté si on avait choisi d'autres moyens de contestation. En plus, au-delà des essais nucléaires, nous n'avons jamais abandonné l'objectif de construire une autre relation avec la France.

Dès le début, nous avons assisté à des conférences régionales ou internationales. Il était important de sortir du Pays pour faire connaître la vérité parce que la France, elle, mettait beaucoup d'énergie à expliquer que ses essais étaient propres, que toutes les précautions étaient prises et qu'il y avait aucun danger ... Or nous étions proches de certains travailleurs là-bas et nous savions qu'il y avait eu des problèmes de santé sur les sites. Donc, c'était important d'assister aux conférences internatio-

nales. Evidemment, nous étions devenus la cible des Renseignements Généraux. Je me souviens bien d'une conférence à Fidji où nous étions suivis. Et lorsqu'on revenait ici : les interrogatoires, les fouilles, etc ... Heureusement, dans la presse internationale, les journalistes écrivaient ce qui se passait ici : l'autre version de l'histoire. C'est comme ça qu'on commencé à tisser notre réseau international, avec nos voisins les plus proches, la Nouvelle-Zélande et l'Australie qui sont toujours fervents militants antinucléaires. Ensuite les autres îles du Pacifique qui, pour certaines ont aussi subi des essais nucléaires comme la Micronésie, les Iles Marshall. Nous connaissons leur histoire et on se retrouvait souvent ensemble dans des conférences.



Au début c'était dur. On a organisé des manifestations dans la rue. Nous étions très peu au début, parfois 10 personnes qui défilaient, ensuite 20, ensuite 25 ... On a fait des grèves de la faim : le Comité des jeunes s'est monté et a organisé une grève de la faim devant la cathédrale de Papeete. Nous étions en relation avec le mouvement du Larzac et nous étions encouragés par les rencontres et les visites des gens qui se venaient ici, comme Bruno Barrillot, comme Mgr Gaillot, comme toute une équipe avec Servan-Schreiber et d'autres personnes très connues en France. Tout ça confortait notre travail. L'Eglise protestante nous a accordé son soutien dès le départ qui était précieux, mais qui était délicat pour elle, parce que les travailleurs des sites étaient en grande partie protestants ou catholiques pratiquants. Donc, ça n'a pas été facile et puis tout doucement, le mouvement a grandi : on s'est retrouvés parfois à défiler quelques centaines de personnes voire un millier. Je crois qu'à la plus grande manifestation, on a dû se retrouver à 3000 personnes, ce qui est énorme ici, lorsque le bateau de Greenpeace est arrivé.

Mon rôle était dans les relations publiques avec les journalistes ou les personnes qui parlaient anglais, parce que je suis



Faa'a. Départ de manifestation contre les essais. 1990
Photo Bruno Barrillot

anglophone. J'étais un peu au départ avec Greenpeace et je faisais la liaison avec les autres personnes du mouvement et bien d'autres. Nous avons organisé un concert pour la paix une première fois ici : ce fut une réussite. On a eu la chance, dès le début, d'avoir eu Marie-Thérèse Danielsson qui était française et son mari Bengt Danielsson qui était un anthropologue très connu et qui a écrit plusieurs livres. Marie-Thérèse a été engagée aussi depuis le départ dans cette lutte. Tous les deux prenaient énormément de risques, mais ils nous ont ouvert des portes et ils nous ont aussi amené beaucoup de renseignements. Bengt était un scientifique, donc on a eu accès à plein d'informations très importantes qui nous confortaient dans ce que nous faisons. Ils avaient aussi eux-mêmes un réseau à l'étranger, jusqu'aux Nations unies, qui nous ont facilité l'accès à des tribunes internationales. Parfois, on désespérait, mais le soutien de gens de l'extérieur vient vous remonter le moral quand vous étiez vous-mêmes un peu abattus par le manque d'intérêt des gens d'ici ! C'était pas facile pour les gens qui voulaient nous soutenir, mais ils bénéficiaient de l'argent des essais nucléaires. On était inondés d'argent et tout le monde commençait à consommer beaucoup : voitures, maisons, etc, etc ... Donc c'était compliqué !

Nous étions conscients que si on faisait des actions spectaculaires, on pouvait certainement attirer l'attention des médias, mais nous n'étions pas dans cette approche. Nous avons nos frères Kanak qui étaient en pleine guerre civile. On était proches d'eux et on a bien vu ce qui s'est passé et le nombre de Kanak qui ont été assassinés. En 2004, avec les élections, nous sommes arrivés au pouvoir. Le Président Temaru a été élu président à la grande surprise de tout le monde et la France était très fâchée. Ce n'était pas prévu que ça se passe comme ça. Six mois après, nous étions renversés ! Mais il y a eu de nouvelles élections où nous sommes revenus encore

plus forts. C'était en 2005, nous avons créé à l'Assemblée une commission d'enquête sur les conséquences des essais nucléaires. Et j'ai eu le privilège de présider cette commission d'enquête. Je me suis fait aider de Bruno Barrillot et nous avons six mois pour rendre nos conclusions. C'est la première fois qu'officiellement un document émanant d'élus de la Polynésie a été rendu public et même si les autorités de l'Etat n'ont pas répondu à nos demandes d'auditions ... nous avons interviewé tout le monde, des personnes qui ont eu des rôles clés dans l'histoire de l'installation des essais nucléaires et qui en parlaient pour la première fois. Notre budget nous a



Rapport de la commission d'enquête sur les essais nucléaires. 2006

permis de faire appel au Criirad pour pouvoir faire quelques tests préliminaires sur l'état environnemental de quelques îles. Je pense qu'on a fait un bon travail parce qu'on a essayé de faire un document qui ne soit pas critiquable, qui ne soit pas trop partisan. Je pense qu'on a réussi parce que l'Etat français a commencé à vouloir nous rencontrer et échanger l'information. Evidemment, c'était au compte-gouttes mais cela a déclenché de la part de l'Etat une prise de conscience sur la nécessité de donner des informations de reconnaître les conséquences graves sur la santé de la population et sur l'environnement. Lorsqu'on a présenté le document, adopté à l'unanimité quand même, j'ai bien vu certains opposants qui, tout d'un coup, ont pris conscience de leur ignorance, main-

tenue en fait par la France. Certains étaient fâchés et sont tombés de très haut lorsqu'ils ont appris ce qui s'était passé. Ce fut même la stupéfaction dans la population parce que jusque-là les gens pensaient que nous exagérons parce que nous étions indépendantistes, qu'on arrangeait un petit peu l'histoire du nucléaire pour servir notre cause. Et là, documents scientifiques à l'appui, ils ne pouvaient plus maintenir cette position. Je pense que c'est une chose acceptée aujourd'hui, les essais nucléaires ont touché la santé de notre population. L'histoire n'est pas finie. C'est une épée de Damoclès sur nous. Avec les changements climatiques que l'on subit, avec les tremblements de terre sous-marins très importants dans le Pacifique, c'est un réel danger lorsqu'on sait que la radioacti-

vité est enfermée dans le ventre de ces deux atolls et que, s'il y a des fissures, les courants remontent vers la surface. Il y a une possibilité très sérieuse de fuites, sachant que les poissons, les thons dont nous sommes grands consommateurs sont des poissons qui voyagent : eh bien, nous ne maîtrisons pas tout cela, même si la France nous garantit qu'elle effectue une surveillance... On n'y croit qu'à moitié. Mais c'est un autre combat dans lequel nous sommes pour la reconnaissance et la protection du futur de notre pays.



Mangareva. Réunion avec les membres de la commission d'enquête. 2005 - Photo Bruno Barrillot



Colloque de Papeete sur les essais nucléaires. Les invités australiens. 2006

JACKY BRYANT

Je m'appelle Jacky Bryant, de profession, je suis instituteur. Je fais partie de la génération nucléaire. J'avais 6-7 ans lorsque j'ai entendu parler de la première explosion nucléaire. C'était quelque chose de très loin puisque dans notre propre famille, on n'en parlait pas du tout. Ma mère qui était fonctionnaire du territoire à l'époque, comme infirmière-sage-femme, avait un salaire qui ne nous faisait pas vivre. Et du jour au lendemain, son salaire a été multiplié et on a eu ce sentiment d'être reconnus à ce moment-là comme étant des gens qui avaient les moyens. Malheureusement ce semblant complètement artificiel nous a éloigné des questions de fond, du pourquoi des essais nucléaires, du devenir de la Polynésie. On n'a pas eu ce débat au sein de notre famille. Lors de la première explosion nucléaire, on n'avait que la radio, mais ça a été un sujet de débat : chacun avait sa version, entre ceux qui voulaient angéliser et ceux qui voulaient diaboliser : on était imprégné de ce discours. Et pendant toute mon adolescence, j'ai vécu dans cette espèce de manipulation de l'information, de la désinformation entre les tenants et les opposants.

Beaucoup plus tard, lorsque j'ai acquis un peu de maturité, j'ai eu la chance de rencontrer des personnes qui continuent encore à militer aujourd'hui et qui ont donné un éclairage un peu différent et qui m'ont ensuite motivé à m'engager. En 1975, j'adhère à l'association Ia ora te natura avec quelques personnages aujourd'hui encore dans la vie politique, des personnes qui se sont retirées ou d'autres qui ont disparu comme Henri Hiro. Le mouvement associatif, c'était la forme

Au milieu des années 1970, quand j'ai débuté le métier d'enseignant, il n'était pas bon de s'afficher antinucléaire ou écologiste.



la plus facile pour exprimer nos interrogations sur le devenir. Quand j'ai commencé le métier d'enseignant au milieu des années 1970, il n'était pas bon de s'afficher comme un anti-nucléaire, comme un écologiste. C'était toujours pointé du doigt. Pour parler vulgairement nous étions des emmerdeurs, ou alors des contestataires et probablement des gens manipulés ! Donc, à la limite des terroristes qui étaient là uniquement pour embêter tout le monde.

J'avais beaucoup apprécié l'approche associative parce que c'était une remise en question de notre identité, d'une vision culturelle d'un pays et le nucléaire était le sujet qui nous permettait d'entrer dans ce débat. Ça m'a marqué enfin j'avais une vision qui ne pouvait plus accepter qu'au nom de la souveraineté d'un Etat nucléaire, on puisse déverser autant d'argent et que cet argent était en train de corrompre nos valeurs. Evidemment cela posait la question pertinente pour un certain nombre de partis politiques de la souveraineté ou de l'accession à l'indépendance. Donc, j'ai été imprégné par ce débat jusqu'au moment où je décide de m'engager en politique avec le parti politique la Mana te Nunaa où se trouvaient Jacqui Drollet, Jean-Paul Barral, Henri Hiro, Turo Raapoto pour ne citer que ceux-là. Et là, j'ai pris conscience d'un pays qui doit faire son choix entre la gauche et la droite, entre la solidarité et le libéralisme. Tout cela s'est fondé au départ d'un engagement antinucléaire. Je comprenais que derrière l'affichage de la sûreté nationale, de l'armement atomique qui allait protéger l'ensemble de la République, les sommes qui étaient reversées à la Polynésie auraient pu construire un Pays plus juste et beaucoup plus solidaire. Or, on s'est rendu compte que l'argent allait toujours dans la poche des mêmes personnes, vers des intérêts qui n'avaient pas d'autre vocation que de maintenir en place un pouvoir avec les mêmes... A ce moment-là, c'était tellement facile d'intégrer cette logique !

Pour ma part, c'était quelque chose de très révoltant, cette espèce de fracture sociale, mais tout cela pouvait être facilement acheté puisqu'il suffisait d'arroser...

Il y a un autre facteur, c'est le poids des Eglises en Polynésie. L'Eglise protestante essayait tant bien que mal d'indiquer sa position antinucléaire. Néanmoins, il ne faut pas oublier que les 12 000 salariés du CEP étaient aussi, quand ils revenaient, des généreux donateurs de ces mêmes Eglises qui pourtant disaient que les essais, « c'était pas bien ». Mais ces dons ont servi à construire des maisons paroissiales, à financer des rénovations. Dans ma propre famille, lorsque mes oncles revenaient de Moruroa après 3 mois, on sentait la différence du pouvoir d'achat à la maison et du pouvoir qu'ils avaient

lorsque, au temple ou à l'église, ils donnaient leur contribution qui n'était pas négligeable. Il faut prendre cela en considération pour comprendre que toute une génération d'anciens travailleurs n'ont pas réagi tout de suite à la dangerosité de leur emploi parce que l'argent qu'ils rapportaient leur permettait, d'« élever » un niveau de vie matériel et peut-être aussi, je vais dire méchamment, d'acheter une place au paradis, en donnant un peu plus que d'autres ! Mais il y avait quand même une complicité toutes Eglises confondues, même si l'affichage de l'Eglise protestante n'est pas contestable.

Un autre élément est l'histoire politique de ce pays, avec la disparition de Pouvanaa qui aurait pu être le porte-drapeau d'une contestation des essais. Mais il était comme un paria,



Tureia.
Accueil de la
commission
d'enquête. 2005
Photo Bruno Barrillot



Hao. Tournage d'Envoyé Spécial. A la verticale du site de rejet de déchets radioactifs. 2006 - Photo Bruno Barrillot

loin du pays et cela a aussi effrayé beaucoup de Polynésiens. A ce moment-là, les partis politiques étaient plus ou moins antinucléaires mais ils partageaient le pouvoir avec ceux qui aujourd'hui sont devenus les gens du Tāhoeraa de Gaston Flosse. Donc, il y avait une absence de clarté dans le regard politique. Mais je ne me fais pas non plus d'illusions : la droite a été pro-nucléaire et quand Mitterrand est arrivé avec la gauche, c'était du copier-coller. Je n'oublie pas que c'est sous un gouvernement de gauche avec Charles Hernu que le Rainbow Warrior a été coulé avec mort d'homme et qu'on a « soldé » ces agents secrets par une soi-disant condamnation à l'ombre des cocotiers ... Donc ce n'est pas non plus tout blanc, tout noir.

Et lorsque 1995 arrive, là on sent à ce moment-là, une révolte qui dépasse complètement le clivage associatif et politique. On se retrouve dans une espèce de confédération de partis politiques, de syndicats et d'associations pour manifester, et on se rend compte que notre engagement dépasse le territoire de la Polynésie puisqu'il y a des métropolitains qui viennent et qu'on a la possibilité de rencontrer ceux du Larzac. Il y a eu des Japonais, il y a eu tout le bassin Pacifique qui est venu.

Donc 1995 va être un moment, me semble-t-il, que l'on retrouvera en 2004, lorsque le tau'i, et le tau'i roa va arriver, comme un temps qui va marquer l'histoire du pays au travers de cette opposition aux essais nucléaires. Là aussi le rapport de forces était déséquilibré même avec cette forte mobilisation, dans la mesure où la direction du pays n'avait que faire de l'expression populaire.

Entre 1995 et 2004, lorsque l'effet de la bombe disparaît avec l'arrêt de ces essais, il y a une baisse de température. Mais les intérêts économiques continuaient quand même avec cette rente de 1 milliard de cfp que Jacques Chirac avait donnée à Gaston Flosse pour continuer à arroser la Polynésie. La répartition des richesses était encore mise de côté. Et donc, il ne faut pas s'étonner que tous ces événements se soient exprimés par la violence : Papeete est l'expression la plus sordide de l'échec : il suffit d'aller faire quelques quartiers pour sentir que la cicatrice est encore bien ouverte et elle est encore loin d'être guérie.

Il a fallu attendre l'arrivée du la Mana te Nunaa avec Jacqui Drollet et ensuite Oscar Temaru avec le Tavini, pour que le



Papeete. Manifestation contre les essais du la Mana te Nunaa. 1982

fait antinucléaire devienne véritablement un engagement politique fort. A partir de ce moment-là, les choses ont commencé à évoluer. Il y a eu quelques syndicats qui ont essayé de se positionner comme syndicats antinucléaires mais ils n'ont pas résisté à l'usure du temps. Néanmoins, les indépendantistes sont restés des antinucléaires, et pour moi, c'était les personnes les plus proches de mes propres convictions. Et je suis persuadé que le pays doit prendre conscience de son potentiel, qu'il faut le construire pour pouvoir prétendre à des compétences qui vont bien au-delà, qu'il faut s'engager pour un juste partage des richesses qu'on pourrait produire.

Si la Polynésie avait gardé Pouvanaa a Oopa, peut-être n'aurions-nous pas aujourd'hui à faire un travail de mémoire. Avec la disparition de Pouvanaa a Oopa, la Polynésie n'a pas beaucoup d'hommes politiques ... Prenez la France, que l'on soit pour ou contre, vous avez des hommes politiques de gauche comme de droite sur lesquels le peuple de gauche pour simplifier, et le peuple de droite peuvent se retrouver. En Polynésie, nous n'avons pratiquement personne et même Pouvanaa n'est toujours pas reconnu dans ses droits, mis à part une stèle ! Il n'aurait pas pu, par les temps difficiles que nous connaissons aujourd'hui servir de paravent.

Peut-être le nucléaire va-t-il devenir ce « personnage » historique, si je peux utiliser le terme, dont un peuple a besoin. Un pays, une jeunesse ont besoin d'un référent historique, c'est absolument nécessaire. On ne peut pas construire l'avenir si on n'a pas ce référent. Pour l'instant, on n'en a pas. Vous faites le tour de Papeete, ce sont des référents d'une société libérale, c'est du Mac'Do, c'est du coca ... mais nous n'avons pas un référent historique. Je souhaite qu'un vrai « Centre de la mémoire du CEP » puisse exister, c'est l'engagement que nous avons pris au travers de la Commission d'enquête de l'Assemblée de la Polynésie en 2005 ...

RICHARD TUHEIAVA

Richard Tuheiava, je suis sénateur de la Polynésie française. J'ai 36 ans. J'ai grandi à Moorea, dans le district de Papeetoai. Je suis originaire des Iles sous le Vent, c'est-à-dire de Raiatea et également de Maupiti du côté de mes ancêtres.

Mes souvenirs de la période de l'installation du Centre d'expérimentation du Pacifique sont épars. Je suis né en 74, à quelques mois près d'un essai qui a affecté l'île de Tahiti. Quelques années plus tard, voici comment j'ai appréhendé le CEP. C'était l'omerta dans le monde de la fonction publique d'Etat : mon père étant fonctionnaire et directeur d'école, c'était le sujet à ne pas traiter, à ne pas discuter. C'était une période curieuse pour un enfant ! Mes oncles avaient accès au magasin CEP d'Arue où les choses - les cuves de vin ! - coûtaient moins cher que dans un magasin ordinaire. A Mahina, on voyait de grandes éoliennes près du siège du CEA ... Je voyais des tontons ou des cousins partir pendant plusieurs années et revenir tout fiers d'avoir participé au rayonnement

de la France, ou pour d'autres une certaine honte et une certaine hantise pour leur santé ... Mais c'était surtout une sorte de chape de plomb dans la cellule familiale et d'un autre côté, une espèce de curiosité sur une Polynésie où l'on voyait plein

de militaires et des explications vagues sur des explosions dans le sol sur de lointains atolls. On savait qu'il se passait quelque chose par là-bas, sans d'ailleurs savoir non plus à quoi ça servait. Donc, c'est comme ça que j'ai personnellement pressenti les essais nucléaires.

On commence à comprendre que pour faire la grandeur d'un pays, on a fait le malheur d'un peuple.

N° 105

SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2010-2011

Enregistré à la Présidence du Sénat le 10 novembre 2010

PROPOSITION DE LOI

relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française.

PRÉSENTÉE

Par M. Richard TUHEIAVA et les membres du groupe socialiste (1), apparentés (2) et rattachés (3),

Sénateurs

(Envoyée à la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sous réserve de la constitution éventuelle d'une commission spéciale dans les conditions prévues par le Règlement.)

(1) Ce groupe est composé de : Mmes Jacqueline Alquier, Michèle André, MM. Serge Andreoni, Bernard Angeli, Alain Anziani, David Assouline, Bertrand Auban, Robert Badinter, Jean-Pierre Bel, Claude Bérit-Débat, Jean Besson, Mme Maryvonne Blondin, M. Yannick Bodin, Mme Nicole Bonnefoy, MM. Yannick Botrel, Didier Boulaud, Martial Bourquin, Mme Bernadette Bourzai, M. Michel Boutant, Mme Nicole Briq, M. Jean-Pierre Caffet, Mme Claire-Lise Campion, M. Jean-Louis Carrière, Mme Françoise Carton, M. Bernard Cazeneuve, Mme Monique Cèstier-les Grégois, MM. Yves Chastan, Gérard Collomb, Pierre-Yves Collombat, Roland Courteau, Yves Dautigny, Yves Dauge, Marc Dauris, Jean-Pierre Demerliat, Mme Christiane Demontès, M. Claude Domeizel, Mme Josette Durrieu, MM. Alain Fauconnier, Jean-Luc Fichet, Jean-Claude Frécon, Bernard Frimat, Charles Gautier, Mme Samia Ghali, MM. Serge Godard, Jean-Pierre Godefroy, Jean-Noël Guérini, Didier Guillaume, Claude Haut, Edmond Hervé, Mmes Odette Herviaux, Annie Jarrault-Vergnolle, MM. Claude Jeannerot, Ronan Kerdraon, Mme Bariza Khari, MM. Yves Kratinger, Philippe Labeyrie, Serge Lagache, Mme Françoise Laurent-Perrot, M. Jacky Le Men, Mmes Claudine Lepage, Raymonde Le Texier, MM. Alain Le Vern, Jean-Jacques Lozach, Roger Madec, Philippe Madrelle, Jacques Mahéas, François Marc, Jean-Pierre Masseret, Marc Masson, Pierre Mauroy, Rachel Mazuir, Louis Mermaz, Jean-Pierre Michel, Gérard Miquel, Jean-Jacques Mirassou, Robert Navarro, Mme Renée Nicoux, MM. Jean-Marc Pastor, François Patriat, Daniel Pecheuron, Jean-Claude Peyronnet, Bernard Piras, Roland Pouvion, Mme Gisèle Prinz, MM. Marcel Rinaud, Patrice Raoul, Paul Raoult, François Rebsamen, Daniel Reiner, Thierry Repentin, Roland Ries, Mmes Michèle San Vicente-Baudrin, Patricia Schillinger, MM. Michel Sergent, René-Pierre Signé, Jean-Pierre Sueur, Simon Sutour, Mme Catherine Tasca, MM. Michel Teston, René Teulade, Jean-Marc Todeschini, André Vantomme et Richard Yung.

(2) Apparentés : MM. Jean-Etienne Antoinette, Jacques Berthou, Jacques Gillot, Mme Virginie Kils, MM. Serge Larcher, Claude Lise, Georges Patient et Richard Tuheiva.

(3) Rattachés administrativement : Mmes Marie-Christine Blandin, Alima Boumediene-Thiery, MM. Jean Desessard, Jacques Muller et Mme Dominique Voynet.

Aujourd'hui, il faut ramer dur pour rattraper tout ce retard, car à l'époque, c'étaient les années de l'insouciance où l'important était de nourrir sa famille, d'avoir son chez soi et son petit lagon sans grande autre préoccupation environnementale ou autre. J'avais le sentiment que ce que j'avais sous les yeux m'appartient pour toujours et ne bougerait pas. On n'avait pas particulièrement d'idée négative sur le devenir de notre beau pays et c'est cela qui a pu justifier beaucoup d'excès mais aussi de légitimité dans certaines prises de position politiques. Aujourd'hui, on commence à découvrir le pot aux roses et les manipulations,

disons-le clairement. On découvre la corruption des consciences et, pour être clair, qu'en faisant la grandeur d'un pays, on a fait le malheur d'un peuple, en tout cas pour ce qui nous concerne ...

Le malheur d'un peuple, finalement, c'était de voir le plein emploi, le boom immobilier, avec plein de choses futiles dont on pensait que ça allait durer alors que c'était un nuage de fumée pour ne pas voir la vérité, celle que nous connaissons aujourd'hui. Avec le recul d'aujourd'hui, c'est vraiment un sentiment de honte, la honte de s'être fait avoir, c'est la honte qu'une partie de mon peuple et ceux qui le représentaient se sont fait avoir ... Honte aussi de ne pas être en mesure d'assumer complètement le fait de s'être fait avoir, et surtout de ne pas tirer les leçons de cette erreur. On loue même le « ravisseur », et d'une certaine manière, on tente de le préserver et de faire en sorte qu'il ne soit pas trop abimé par cette mémoire. Il y a vraiment un fossé générationnel entre cette époque où il ne fallait pas parler et aujourd'hui où il faut absolument tout dire pour qu'on se souvienne.

Depuis mon élection au Sénat, en septembre 2008, nous avons débattu sur le projet de loi de M. Hervé Morin sur les conséquences sanitaires des essais nucléaires en Polynésie française et au Sahara. J'ai encore un peu de mal à avaler la pilule. Le gouvernement s'est revendiqué d'être à l'origine de cette démarche alors qu'il y avait eu 18 propositions de loi parlementaires au préalable avec un lobbying énorme associatif aux niveaux national et polynésien. Il avait fallu que les victimes puissent au moins se faire identifier et se donner confiance en s'affirmant victimes du fait nucléaire avant que le ministre Morin puisse surfer sur cette vague.

C'est la première fois qu'une loi nationale traite de la question nucléaire et donc, c'est une reconnaissance par l'Etat qu'il y a eu des victimes, non pas simplement chez les travailleurs mais

aussi dans les populations environnantes. La manière dont la loi a été rédigée confirme finalement sa faible portée pratique, financière : cette loi est de l'affichage, pour faire bonne figure et c'était probablement prémédité pour désamorcer politiquement les efforts réalisés par les associations. C'est tout, sauf penser aux victimes des essais nucléaires. Ce qui est surtout infâme, infâme c'est le mot, à travers cet acte législatif, c'est d'amoindrir encore la responsabilité. C'est dire « Mais c'est pas toute la Polynésie qui a été contaminée, ce sont juste certaines zones, ou encore, à peu de choses près une rivière qui ferait la limite là où le nuage radioactif serait passé sur Tahiti et là où le nuage serait pas passé ... et si M. X n'est pas dans cette zone à la période déterminée, il n'aura absolument aucune chance de voir son dossier d'indemnisation aboutir. C'est infâme.

Aucune conséquence environnementale n'a été prise en compte dans la loi Morin. Dans un pays comme chez nous où, culturellement, spirituellement, on ne fait pas de différence l'homme et sa biodiversité, on va traiter « législativement » un seul volet de cette entité en laissant l'aspect environnemental. Depuis quelques mois, j'ai pris l'initiative avec un groupe



Moruroa. Le sénateur et l'amiral Vichot - 2009 - Photo Bruno Barrillot

d'associations, notamment Moruroa et tatou en première ligne, de pallier cette carence avec une proposition de loi qui viendra traiter la question environnementale. Pour aller plus loin que l'oubli, notamment sur la question de la restitution des deux atolls. A ce jour, les deux atolls de Moruroa et Fangataufa ne sont plus la propriété de la Polynésie française. La délibération de 1964 prévoyait qu'à la fin des essais nucléaires, la restitution devait se faire de plein droit, dans l'état où ces atolls se trouveraient, mais cela reste à débattre. Or, 15 ans après la fin des essais, aucun gouvernement national, aucun exécutif n'a pris la peine, le risque ou le courage d'accepter cette rétrocession. La Polynésie a aussi une responsabilité puisqu'elle a en son sein deux enclaves ne lui appartenant pas, mais qui pourraient affecter tout ou partie de la région Pacifique. Nous sommes cette collectivité de la République qui a en son sein la plus grosse décharge nucléaire en milieu océanique au monde. Il n'y a pas d'autre île où on a laissé plus d'une centaine de puits bouchés, on ne sait de quelle manière. On nous dit de faire confiance à la chimie, à la vitrification pour que ça tienne ! Et l'on sait que des parties de l'atoll de Moruroa sont sur le point de s'effondrer à tel point qu'on est obligé de les surveiller depuis Paris. Il n'y a pas d'autre endroit comme ça au monde, en milieu océanique et c'est aussi la responsabilité de la Polynésie. Voilà l'état d'esprit de cette proposition de loi.

Il y a encore cette question épineuse : la transmission générationnelle. Qu'est-ce que je transmets ? Est-ce que j'ai capté quelque chose de ces essais-là ? Qu'est-ce qu'il en sera de mes enfants, de mes petits enfants ? Peut-être ai-je été épargné, mais qui peut garantir à cent pour cent qu'il n'y aura pas un Polynésien affecté. Nous savons maintenant qu'en Algérie, lors des premières explosions, on a exposé des personnes humaines au flash lumineux. On voulait juste savoir les effets d'une bombe en situation de guerre, sur une par-

tie des appelés du contingent qui, d'ailleurs n'étaient pas volontaires. Qu'est-ce qui me dit aujourd'hui, parce qu'on n'a pas accès aux archives, que ce type d'expériences n'a pas eu lieu en Polynésie. Rien ne le prouve, mais je n'ai aucun élément permettant à ce jour de dire que ça n'a pas été fait. Le patrimoine génétique des Polynésiens a-t-il été l'objet d'expériences ? La question s'est posée aux Iles Marshall où je suis allé. On a délogé les habitants de Bikini pendant les essais, et ensuite on les a ramenés chez eux sans qu'ils soient au courant que c'était dangereux. Donc, je peux me permettre d'imaginer que pour les besoins de la dissuasion nucléaire, on a peut-être sacrifié quelques gènes polynésiens à ce type d'expériences. Je crois que l'histoire nous le dira.

Mais bloquer les archives classées défense, tel que cela a été fait par le même parlement qui a voté la loi Morin un an plus tard, ça laisse un grand doute. On vote une loi de reconnaissance pour les victimes des essais, mais un an avant, on les avait privées du droit de savoir pourquoi elles sont victimes ! L'accès aux archives nucléaires est très important, non pour s'informer sur toutes les applications technologiques du nucléaire mais pour ne pas priver les malades, les victimes et les travailleurs polynésiens de savoir ce qu'ils ont laissé à leur descendance. C'est une atteinte supplémentaire aux droits et aux intérêts des Polynésiens. Pour l'avenir, les jeunes générations devront tirer une leçon de ce qui s'est passé au temps des essais pour faire en sorte que cela ne se reproduise plus.



Hao.
Visite officielle du
Sénateur et du Haut-
Commissaire. 2010.
Photo Bruno Barrillot

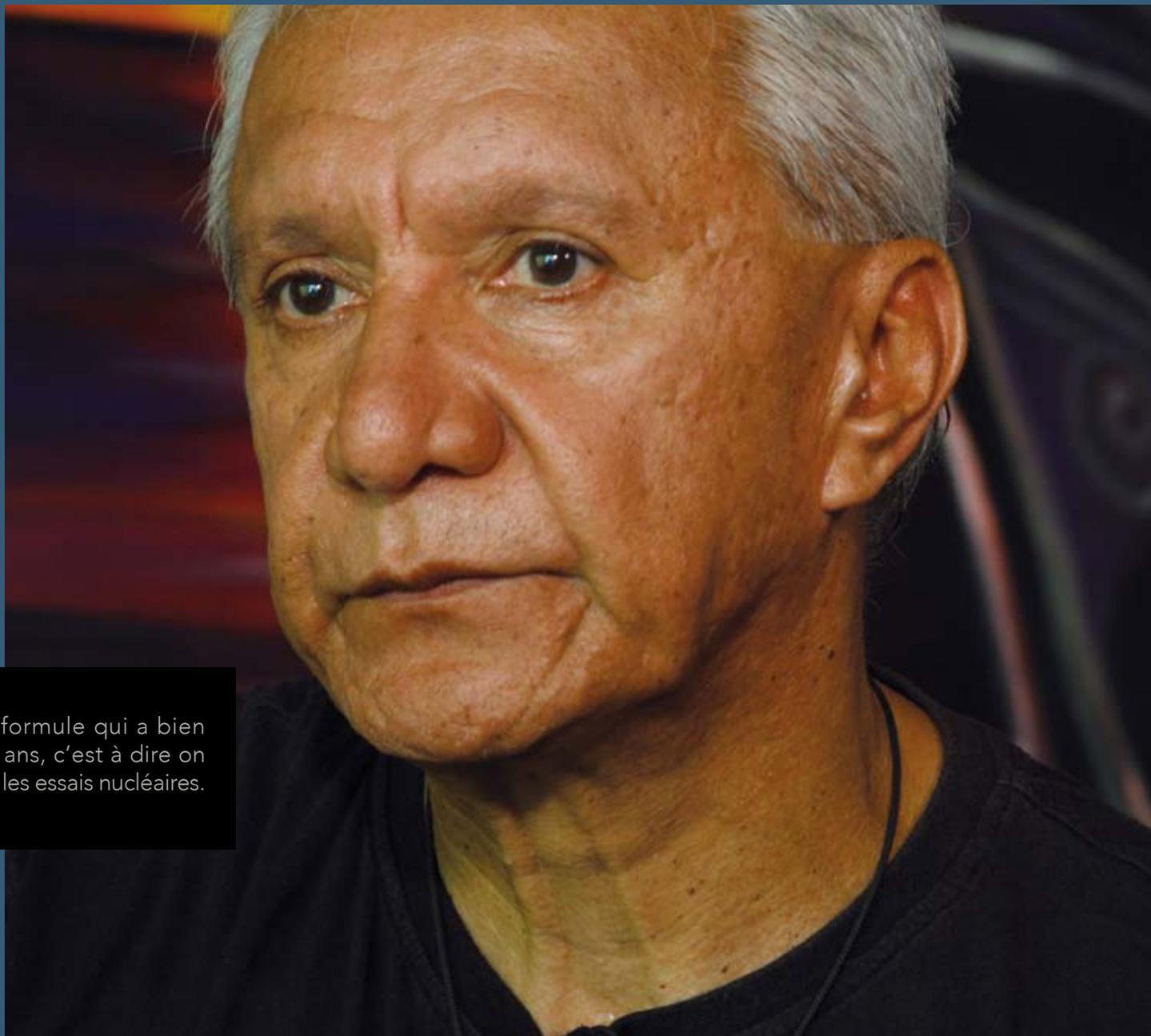
ROLAND OLDHAM

Je m'appelle Roland Oldham, président de l'association Moruroa e tatou, l'association des victimes des essais nucléaires français ici en Polynésie.

L'association Moruroa e tatou a été créée en juillet 2001, mais mon implication contre les essais nucléaires date de bien plus longtemps. Tout jeune, j'étais complètement inconscient des conséquences des essais, mais j'ai participé à la première manifestation à l'âge de 16 ans avec mon ami Michel Buillard. A l'époque, un homme politique français était venu à Tahiti, il s'appelait Mitterrand et nous étions assez inspirés par le discours qu'il tenait. Malheureusement quelques années après, quand il est devenu président, il a fait autant d'essais que les autres !

Au début, il y a une partie de la population qui s'est opposée mais la machine de propagande de l'Etat français était puissante ... C'était dur d'être un opposant. Il faut être clair, l'installation des essais s'est faite par la corruption de nos hommes politiques. Beaucoup de nos décideurs, à cause de l'argent, ont participé à la bombe, même s'ils avaient des doutes. L'argent était assez convaincant. Les rares hommes politiques qui se sont opposés aux essais nucléaires ont eu des mésaventures avec l'Etat français. Avant même que ne commencent les essais, Pouvanaa a Oopa a été arrêté, puis accusé, mis en prison et exilé pendant des années. S'opposer aux essais nucléaires était quand même assez risqué ! De plus, la France apportait son soutien à ces hommes politiques pour les faire

L'Etat a utilisé une formule qui a bien marché pendant 40 ans, c'est à dire on achète et puis on fait les essais nucléaires.



élire et le parti politique majoritaire en Polynésie était celui qui soutenait la politique française ici en Polynésie. Par la suite, le cheval de bataille du parti indépendantiste, Tavini Huiraatira, était aussi l'opposition aux essais nucléaires, ce qui fait que l'indépendance était liée avec la protestation contre les essais nucléaires.

Dans les livres scolaires d'histoire, encore utilisés aujourd'hui dans les écoles, il n'y a qu'une page sur les essais nucléaires vantant le développement économique généré par l'argent de la bombe. On ne parle pas des retombées, ni des conséquences, ni des problèmes qui pourraient éventuellement arriver par la suite. Donc, il y a une machine de propagande qui est très puissante. En plus, il y a déjà 10 ans de cela, parler des essais nucléaires aux journalistes, c'était très difficile. Je me rappelle que dans la presse du lendemain ceux qui avaient osé parler des essais nucléaires étaient ratatinés dans les journaux comme pas possible. Il faut admettre les choses comme elles se sont passées, la propagande était tellement puissante que même le pouvoir religieux en Polynésie, au moins certains, ont adhéré parce que on parlait des retombées économiques. Mais ces retombées ont bouleversé la société polynésienne. Du jour au lendemain, nous sommes passés de notre vie polynésienne tranquille, à une société de consommation. Et ce passage n'a pas toujours bien été géré par la plupart de nos populations.

La mise en place de Moruroa e tatou n'a pas été aussi simple que ça, car en 2001, dans la société polynésienne, ceux qui disaient que le nucléaire n'est pas quelque chose de bon pour la société et pour l'environnement étaient considérés comme des anti-français et des indépendantistes. De l'autre côté, la majorité des personnes qui, pour des intérêts politiques et autres, soutenaient les essais nucléaires ont même fait la pro-

motion des essais nucléaires « propres ». Ces termes utilisés par l'Etat français étaient repris par nos dirigeants de l'époque, notamment par Gaston Flosse.

Donc il nous a fallu expliquer aux victimes, à la population, que ce n'était pas une question politique et que les conséquences sur la santé concernaient tout le monde quel que soit son parti politique. C'était dans ce contexte que nous avons créé Moruroa e tatou. Mais aujourd'hui nos populations sont mieux informées, notamment sur les problèmes concernant la santé et l'environnement. Des personnes qui, à l'époque, n'étaient pas d'accord avec nous, se rendent compte que c'est un problème qui concerne toutes nos populations de Tahiti ou des îles. Aujourd'hui, tout homme politique digne de ce nom, se doit de se saisir de ce dossier sans faire de politique politicienne.

Mais un problème subsiste : d'un côté, l'Etat laisse traîner le dossier des réparations par une loi de reconnaissance du bout des lèvres. L'Etat français a utilisé une formule qui a bien marché pendant 40 ans, c'est-à-dire qu'on achète et puis on fait les essais nucléaires, les gens ferment les yeux et adhèrent au mensonge. Cela a marché il y a 40 ans. Aujourd'hui, j'ai l'impression que l'Etat utilise cette formule qui marche. On voit nos hommes politiques surfer sur la vague de travail effectué par les associations pendant 10 ans, non pour faire que les victimes soient indemnisées, mais pour faire pression sur l'Etat français pour qu'il leur donne plus d'argent pour une politique corrompue sans projet pour la Polynésie. Ils vont voir la France en disant : « Donnez-nous de l'argent » et ils se complaisent, comme au cours des 30-40 ans du CEP dans l'assistanat et la corruption de ce peuple.

Ici, en Polynésie, il faudra plusieurs générations pour continuer le combat-là. J'ai visité Moruroa pour la première fois, il y a 4 mois : on a peine à imaginer qu'il y a eu environ 150

essais souterrains à Moruroa et Fangataufa. Je pense que c'est la plus grande concentration d'essais nucléaires souterrains sur un atoll aussi petit. On se demande ce qu'il en sera de l'avenir, puisqu'il y a déjà des fuites que l'armée elle-même confirme. Il y a une bonne partie de l'atoll de Moruroa qui risque de s'effondrer et on voit maintenant que les sommets des puits où on a stocké des déchets nucléaires – à l'air libre il y a encore quelques années, sont aujourd'hui sous l'eau. Les vrais dangers concernent des générations et des générations. Ici le Pacifique est un endroit où le sol bouge assez : il y a des séismes dans certaines régions de la Polynésie. On est en droit de se demander ce qu'il en sera demain. Je pense que le combat le plus important de Moruroa e tatou est de faire adhérer nos jeunes générations à cette prise de conscience. Les jeunes d'aujourd'hui sont plutôt préoccupés par les questions d'emploi et les questions économiques et nous avons du mal à les entraîner dans ce combat-là. Aussi nous travaillons au niveau éducatif, on se mobilise pour que la question des essais nucléaires entre dans les programmes scolaires et que nos jeunes soient de mieux en mieux informés, notamment par le recueil des témoignages qui garderont la mémoire de la période du CEP.



Paris. Assemblée nationale.
Délégation polynésienne avec Noël Mamère. 2002

Annexe



Papeete - 2 juillet 2012 - Commémoration de la première bombe à Moruroa : le concert de pahu.

Points de repères chronologiques

29 juin 1880	Abdication de Pomare V et annexion de Tahiti et de ses dépendances par la France
6 & 9 août 1945	Bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki (Japon)
18 octobre 1945	Création du CEA à Paris par le Général de Gaulle
1er mars 1954	Essai thermonucléaire américain « Bravo » sur Bikini (Marshall Islands)
1er juin 1958	Pierre Guillaumat, administrateur du CEA est nommé ministre des armées
11 octobre 1958	Arrestation de Pouvanaa a Oopa à Papeete
13 février 1960	Premier essai atomique français « Gerboise bleue » à Reggane (Sahara)
19 mars 1962	Armistice de la fin de la guerre d'Algérie
6 février 1964	La Commission permanente de l'Assemblée Territoriale cède Moruroa et Fangataufa à la France
2 juillet 1966	Premier essai atomique français « Aldébaran » à Moruroa
23 juin 1973	Grande manifestation d'opposition aux essais aériens à Papeete
14 septembre 1974	Dernier essai aérien « Verseau » à Moruroa
5 juin 1975	Premier essai souterrain « Achille » à Fangataufa
8 avril 1992	François Mitterrand décide un moratoire des essais nucléaires
13 juin 1995	Jacques Chirac annonce la reprise des essais à Moruroa
27 janvier 1996	Dernier essai nucléaire français « Xouthos » à Fangataufa
4 juillet 2002	Création à Papeete de l'association Moruroa e tatou
1er juillet 2005	Création en Polynésie du Conseil d'orientation pour le suivi des conséquences des essais nucléaires
15 juillet 2005	L'Assemblée de la Polynésie française décide la création d'une commission d'enquête sur les essais nucléaires
15 décembre 2012	Annonce à Paris de l'ouverture de 58 documents secrets sur les essais nucléaires

Récapitulatif des essais nucléaires français

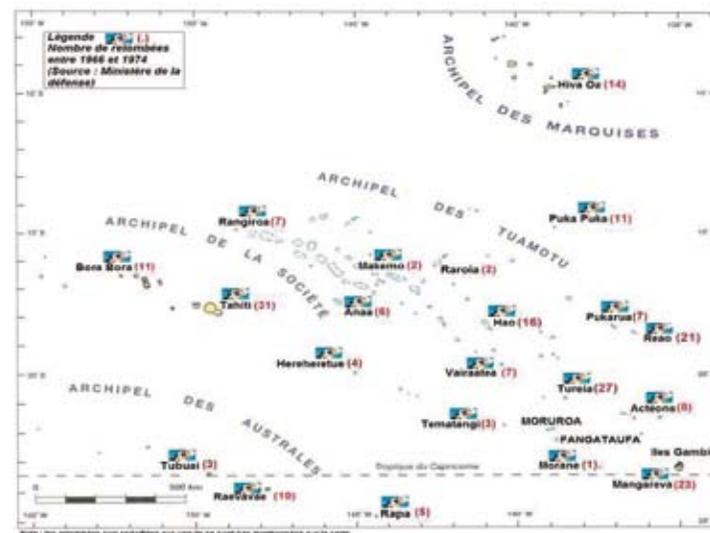
Localisation	Atmosphériques	Souterrains	Total
Sahara (Reggane)	4		4
Sahara (In Eker)		13	13
Moruroa	41	137	178
Fangataufa	5	10	15
Total	50	160	210

Liste des retombées radioactives des essais aériens (1966-1974) connues sur la Polynésie (Source : ministère de la défense)

Actéons :	8 retombées	Morane :	1 retombée	Tahiti :	31 retombées
Anaa :	6 retombées	Puka Puka :	11 retombées	Tematangi :	3 retombées
Bora Bora :	11 retombées	Pukarua :	7 retombées	Tubuai :	3 retombées
Hao :	16 retombées	Raivavae :	10 retombées	Tureia :	27 retombées
Hereheretue :	4 retombées	Rangiroa :	7 retombées	Vairaatea :	7 retombées
Hiva Oa :	14 retombées	Rapa :	5 retombées		
Makemo :	2 retombées	Raroia :	2 retombées		
Mangareva :	23 retombées	Reao :	21 retombées		

Les retombées ont été mesurées dans les îles où des instruments de mesure étaient installés par le CEP.

Les autres îles polynésiennes qui n'ont pas été équipées d'instruments de mesure ont vraisemblablement été touchées par les retombées des 46 essais aériens.



Pour en savoir plus

Bibliographie

- BARRILLOT Bruno, *L'héritage empoisonné*, Observatoire des armements, Lyon, 2012
 BARRILLOT Bruno, *Victimes des essais nucléaires. Histoire d'un combat*, Observatoire des armements, Lyon, 2010
 BARRILLOT Bruno, *Les irradiés de la République*, Complexe, Bruxelles, 2003
 DANIELSSON Bengt & Marie-Thérèse, *Moruroa notre bombe coloniale*, L'Harmattan, Paris, 1993
 DESBORDES Jean-Philippe, *Les cobayes de l'Apocalypse nucléaire. Contre-enquête inédite sur les victimes des essais nucléaires*, L'Express-Roularta, Paris, 2011
 DRANDOV Albert & ALARCON Frankie, *Au nom de la bombe, Histoire secrète des essais atomiques français*, Delcourt, Paris, 2010
 DUMORTIER Bernard, *Mururoa et Fangataufa, les atolls de l'Atome*, Marines Eds, 2004
 LECORDIER Serge, *Hanakéé. La baie des traîtres. Parcours d'une vie aux Marquises*. L'Harmattan, Paris, 2012
 PAEAMARA Lucas, *Mangareva Taku Akaereere*, Au vent des Iles, Tahiti, 2005
 REGNAULT Jean-Marc, *La France à l'opposé d'elle-même*, Editions de Tahiti, 2006
 REGNAULT Jean-Marc, Catherine VANNIER, *Le Metua et le Général : un combat inégal*, Les Editions de Tahiti, Moorea, 2009
 VRIES Pieter de & Han SEUR, *Moruroa et nous. Expériences des Polynésiens au cours des 30 années d'essais nucléaires dans le Pacifique Sud*, Lyon, CDRPC, 1997

Filmographie

- BARBE Nathalie et Thierry DEROUET, *Essais nucléaires : quelles vérités ?* Bonobo Productions, Paris, 2009
 BARBE Nathalie et Thierry DEROUET, *Essais nucléaires : un héritage sans fin ?* Bonobo Productions, Paris, 2012
 HUDELLOT Arnaud, *Témoins de la bombe, 32 témoignages en 2 DVD*, Mémoire et Images, 2012
 TEZE Sébastien, *Le secret des irradiés*, Les Films d'un jour, 2010
 VILLIERME Marie-Hélène, *L'élú du peuple, Pouvanaa te Metua*, Tuatau Production, 2012

Sites internet

- www.moruroa.org
www.moruroaetatou.com
www.mhvphoto.com

Une exposition « Témoins de la bombe » a été créée à partir de portraits réalisés par Marie-Hélène Villierme et des interviewes réalisées par Arnaud Hudelot. Elle circule en Polynésie et en France

Remerciements

Marie-Hélène Villierme, Arnaud Hudelot et Bruno Barrillot remercient vivement tous ceux et celles qui ont bien voulu partager leur histoire et leurs convictions. Nous sommes certains que leurs témoignages toucheront le cœur de leurs contemporains, polynésiens ou étrangers, comme celui des générations à venir qui sont, en finale, les véritables destinataires de cette mémoire collective. Pour ne pas oublier.

Ce livre a été réalisé avec le concours de la Délégation pour le suivi des conséquences des essais nucléaires et du Gouvernement de la Polynésie française.

Sommaire

Edito	1	Bruno Barrillot	59
Jacqueline Golaz	3	Frère Maxime	65
François Cournée	8	Arapari Temarama	68
Maoake Brander	11	John Doom	70
Raymond Taha	14	Hubert Coppentrath	75
Régis Gooding	16	Taaroanui Maraëa	78
Jaroslav Otcenasek	19	Marc Pugibet	81
Daniel Palacz	21	Chantal Spitz	83
Raymond Pia	27	Patrick Howell	89
Marius Chan	29	Oscar Temaru	92
Yannick Lowgreen	32	Unutea Hirshon	96
Michel Arakino	35	Jacky Bryant	100
Chantal Aviu	38	Richard Tuheiava	103
Emilienne Largeteau	40	Roland Oldham	106
Heiava Lenoir	43		
Hiro Tefaarere	46	Annexe	108
Charles Tetaria	49		
Jean-Marc Regnault	52	Liste essais aériens	7-8
Alex Du Prel	56	Liste essais souterrains	25-26